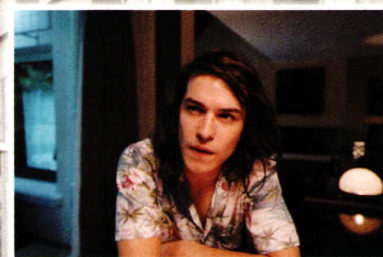


France/Québec

N° 147 - 8 €

M A G A Z I N E

**Le Québec invite
les étudiants étrangers
à rester**



**Un César pour
M.-A. Grondin**

CAHIER SPÉCIAL 16 PAGES

**62^e session de la Commission permanente
de coopération franco-québécoise**



Le spécialiste du produit québécois et canadien en France



Sirop d'Erable, Sucre d'Erable, Canneberge, Biscuits, Pancakes, Vins et Alcools, Thés et Tisanes, Rock Québécois...

Boutique en ligne : www.couleurs-quebec.com

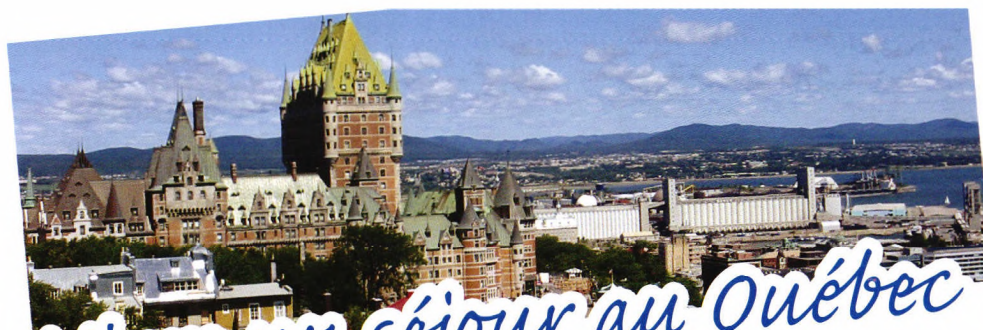
6 rue Antoine de St Exupéry ZA Bellevue
35235 Thorigné - Fouillard

Tel : 02 99 62 00 70

Mail : secretariat@couleurs-quebec.com

Fournisseur pour professionnels et particuliers.

Photo : Hiver en Mauricie



Vivre un séjour au Québec en toute tranquillité ?

Possible grâce à la Caisse populaire Desjardins de Québec !

Pour vous simplifier la vie...

- Possibilité d'ouvrir un compte à distance* à la Caisse avant votre départ.
- Avant de retirer les fonds, vous devez vous présenter à la Caisse avec une pièce d'identité.

S'ouvrir un compte à distance, rien de plus facile !

- Dépôt de 5 \$ pour la part de qualification.
- Pièce d'identité requise.
- Aucuns frais d'ouverture.

* Vous devez compléter et nous retourner par télécopieur une fiche de renseignements, disponible sur le site Internet de la Caisse ainsi qu'une photocopie de votre passeport.

Faites confiance à des gens d'expérience !

Pour en savoir plus, visitez la section Immigration de notre site Internet :
www.desjardins.com/caissedequebec

Partenaire de

ASSOCIATION
Québec-France

Deux adresses, une seule Caisse :
19, rue des Jardins
550, rue Saint-Jean
Ville de Québec, Canada

Un seul numéro : 418 522-6806
Télécopieur : 418 522-2365

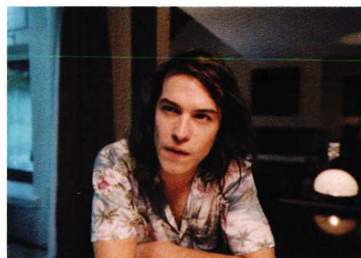


Desjardins
Caisse populaire de Québec

Des jeunes en vedette



Pascale Picard, la chanteuse.



Marc-André Grondin, le comédien.



Nicolas Gicquel, le cuisinier.

6 ACTUALITÉS QUÉBÉCOISES

8 POLITIQUE : Une presse fédéraliste antiquébécquoise

9 LIVRE : Un panorama de l'identité québécoise

10 ACTUALITÉS CULTURELLES

12 CHANSON : Pacale Picard positive ses mélodies

13 CINÉMA : Un César pour Marc-André Grondin

14 ACTUALITÉS DE LA COOPÉRATION

16 RÉGIONS : Nouveau plan d'action Rhône-Alpes/Québec

17 UNIVERSITÉS : Les étudiants étrangers invités à rester

19 POLITIQUE : La visite de Jean-Charest en France

20 DÉBAT : Nicolas Sarkozy et les indépendantistes

22 ASSOCIATIONS : Dix ans de prix littéraire France-Québec

Un grand partenariat en travail social

Un Breton lauréat des Trophées culinaires

30 RÉGIONALES : Présentes sur le terrain

CAHIER SPÉCIAL 16 PAGES

En mars, s'est tenue à Paris la 62^e session de la Commission permanente de coopération franco-québécoise, co-présidée par Christian Masset (France) et Alain Cloutier (Québec).

Tout ce qu'il faut savoir dans ce cahier spécial réalisé conjointement par *France-Québec magazine* et *Québec-France magazine*.



62^e session de la commission permanente de coopération franco-québécoise



Faire sa vie au Québec



Vous avez entre 18 et 35 ans ?
Vous souhaitez effectuer un séjour au Québec ?
Vous avez pensé vous y installer ?

Informez-vous sur le site officiel du gouvernement

www.immigration.quebec.fr

Évaluez gratuitement vos chances d'être sélectionné !

Au coude à coude

Militer à France-Québec, c'est un choix. Le choix de la solidarité avec le Québec et les Québécois. C'est le sens de la devise que l'association s'est choisie lors de ses 30 ans : « *Un pont sur l'océan, deux pays, deux peuples au coude à coude* ». Oui, deux pays et deux peuples qui ont une langue et des valeurs en partage.

Telle était d'ailleurs la volonté des fondateurs de l'association en 1968, des gaullistes et des socialistes, des diplomates et des universitaires, rejoints, au fil des ans, par des dizaines de milliers de bénévoles passionnés dans la France entière. Ces fondateurs ont voulu créer France-Québec, distinct de France-Canada. De même sont apparus des groupes d'amitié France-Québec, distincts, tant à l'Assemblée nationale qu'au Sénat. C'est l'honneur de la France et des parlementaires d'afficher un soutien, par l'entremise d'un groupe d'amitié ou d'études, à des nations qui n'ont pas tous les attributs d'un Etat : le Québec, la Palestine, le Tibet...

A l'image du comité de parrainage de l'association, créé en 1987, un consensus s'est forgé sur la qualité de la relation avec le Québec. Par conviction, largement partagée, mais aussi d'évidence, cette relation est et doit être directe et privilégiée. C'est ce qui a fait et fait encore la densité et la diversité des liens entre la France et le Québec. Quelles que soient les alternances de part et d'autre, quels que soient les soubresauts inhérents à toute relation éminemment politique. Ce consensus est aussi garant de l'équilibre des choses. Et, comme sur un vélo, l'équilibre demeure en avançant.

Gare aux écarts. On sait les Québécois sensibles sur le choix des mots. Certes, certains journaux, non sans arrière-pensée politique, ergotent sans fin sur le fait de savoir si le Québec forme franchement un peuple, un pays, une nation... D'autres, amis de la France, redoutent un nouvel abandon du pays qui vit partir leurs ancêtres. C'est à cette aune qu'il faut comprendre l'inquiétude suscitée par tel ou tel propos, ressenti comme injuste et ensuite contrebalancé. Il ne nous appartient pas ici de commenter certaines géo-stratégies. Il est de notre devoir en revanche d'assurer les Québécois de notre solidarité indéfectible. C'est notre raison d'être.

Nous ne faisons pas une religion de telle ou telle formule émoussée après tant de bons et loyaux services. Ce qui est sûr c'est que la France se doit d'être toujours aux côtés des Québécois dans la voie qu'ils se choisiront. Le droit à l'autodétermination n'est pas négociable, pour aucun peuple.

Après le référendum de 1995, l'association France-Québec avait publié à l'époque le communiqué suivant : « *L'étroitesse du résultat montre que le Québec est aujourd'hui un pays certes fortement tiraillé mais avec des aspirations réelles. Autant dire que la question québécoise demeure sur la table. La société distincte du Québec existe bel et bien et aura, tôt ou tard, un statut particulier, quel que soit le cadre politique. Au moment où, au Québec, les uns se sentent de justesse soulagés et les autres profondément déçus, il convient d'être plus que jamais aux côtés des Québécois. Nous reconnaissons la spécificité du peuple québécois et serons toujours solidaires de sa route qui, incontestablement, n'est pas achevée. La coopération franco-québécoise doit donc se renforcer plus encore pour soutenir les Québécois dans leur volonté de vivre en français en Amérique du Nord* ».

Il n'y a pas un mot à retrancher aujourd'hui. Et la concrétisation de notre solidarité avec les Québécois c'est l'élaboration d'un plan stratégique conjoint avec nos amis de Québec-France ; c'est une mission actualisée et une vision partagée ; c'est une implication citoyenne sur nos deux territoires.

Au coude à coude. ■

Maris-Agnès CASTILLON,
Présidente nationale





JEUNES

Le gouvernement veut « Enrichir le Québec de sa relève »

La Stratégie d'action jeunesse 2009-2014 a été officiellement lancée par le Premier ministre du Québec et responsable des dossiers jeunesse, Jean Charest, le 27 mars. En présence des principaux partenaires de la mise en œuvre de la Stratégie et de représentants des groupes jeunes, il a présenté les grandes orientations de cette nouvelle Stratégie dont l'ambition est « *d'enrichir le Québec de sa relève* ». Cette Stratégie d'action jeunesse 2009-2014 s'inscrit dans la continuité de la précédente, tout en l'actualisant et en intensifiant les efforts du gouvernement sur certains enjeux dont la persévérance scolaire. Ainsi, une initiative conjointe entre le gouvernement et la Fondation Lucie et André Chagnon visant à lutter contre le décrochage

scolaire a été annoncée, totalisant des investissements supplémentaires de 50 millions de dollars. Au total, plus de deux milliards de dollars sont ainsi investis par le gouvernement pour la jeunesse.

Le milieu des affaires, les organismes communautaires, les représentants des groupes jeunesse, le monde de l'édu-

cation et les élus municipaux uniront leurs efforts en vue d'atteindre les objectifs fixés par la Stratégie. Car six défis sont à relever :

• **Le Défi de l'éducation et de l'emploi**

Lutter contre le décrochage scolaire, favoriser l'intégration en emploi et la préparation

des jeunes au nouvel espace mondial.

• **Le Défi de l'entrepreneuriat**
Intensifier les efforts pour le développement de la culture entrepreneuriale et le soutien à la relève.

• **Le Défi de la santé**
Favoriser de saines habitudes de vie et la prévention des comportements à risque.

• **Le Défi des régions**
Favoriser la présence des jeunes dans toutes les régions du Québec et encourager l'engagement dans leur milieu de vie.

• **Le Défi de la diversité**
Promouvoir le respect de la diversité et l'engagement des jeunes immigrants au cœur de la société québécoise.

• **Le Défi de l'environnement**
Favoriser le développement de l'expertise jeunesse en environnement. ■



CANADA/EUROPE

Chasse aux phoques : l'embargo est imminent

L'Union Européenne devrait prochainement refuser l'accès à son marché aux produits issus de la chasse aux phoques. La décision du Parlement européen sur l'embargo sera connue au début du mois de mai, mais il semble que la majorité optera pour la protestation économique. En juillet 2008, des députés européens ont déposé une proposition d'embargo concernant les produits provenant de « *phoques tués de manière cruelle* ».

Des amendements récents ont modifiés la proposition pour empêcher le commerce de la totalité des produits issus de la chasse. Une réserve s'applique toutefois aux pratiques traditionnelles des Inuits.

338 200 phoques seront abattus en 2009 suivant les quotas fixés par Pêches et Océans Canada qui



évalue la population totale de phoques dans ses eaux à un peu plus de 6 millions. L'indignation, provoquée par l'annonce de ces quotas en Europe a encore monté d'un cran lorsqu'a démarré, fin mars, la première phase de la chasse. Autour de l'archipel des Iles de la Madeleine, le quota est de 19 411 phoques pour 350 chasseurs. La chasse principale se déroule début avril autour de Terre-Neuve.

Le gouvernement canadien, qui a interdit en 1987 la chasse aux blanchons (bébés phoques), soutient que les chasseurs sont encadrés, que l'activité tient un rôle économique important et cela sans menacer la survie de l'espèce. De son côté, le Parlement européen y voit une activité inacceptable, difficile à surveiller et qui profite à un secteur d'activité en décroissance. ■

DÉMOGRAPHIE

L'espérance de vie des Québécois atteint 83,4 ans pour les femmes et 78,6% pour les hommes.

Les ménages québécois sont constitués à 31% de personnes vivant seules, à 28% de couples avec enfants, à 26% de couples sans enfants, à 10% de familles monoparentales et à 5% de colocataires.

Le poids du Québec dans le Canada est passé de 26,4% à 23,4% entre 1981 et 2007, même si la population québécoise a augmenté de 6,5 millions à 7,7 millions d'habitants.

FRANCOPHONIE

TV5 : le Québec augmente sa contribution. En février, le gouvernement québécois a décidé d'augmenter de 40% sa contribution à la chaîne francophone internationale. Cela doit notamment renforcer le sous-titrage et permettre la programmation de films québécois sur TV5 Monde.

Et le G172 ? Il n'y a pas que le G20, il y a 172 autres pays. C'est ce qu'ont voulu rappeler dans une tribune commune, publiée dans *La Presse* de Montréal, le secrétaire général de la Francophonie Adbou Diouf et le secrétaire général du Commonwealth Kamallesh Sharma.

LIVRES

L'état du Québec 2009

Sous la direction de **MIRIAM FAHMY** (Institut du Nouveau Monde)

Ed. Fides, 2008, 640 pages, 27 euros

C'est la nouvelle mouture de ce que s'appelait l'*Annuaire du Québec* publié depuis 1996. Cette nouvelle édition, rebaptisée, demeure néanmoins l'ouvrage de référence annuel sur le Québec. Cet « instantané du Québec en mutation » propose un solide portrait avec des textes inédits d'une centaine d'auteurs et deux nouvelles sections sur l'environnement et la société civile. Des statistiques clés ouvrent chaque thème. Les « polémiques de l'année » sont finement analysées. Attendu chaque année, ce livre permet de revisiter l'actualité québécoise pour y déceler les tendances fortes. Une rétrospective qui met aussi les choses en perspective. C'est « le » livre pour bien comprendre le Québec.

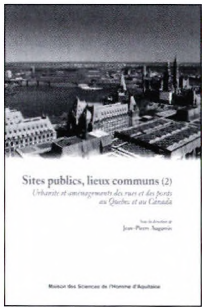


**Sites publics, lieux communs (2),
urbanité et aménagements des rues et des ponts au Québec et au Canada**

Sous la direction de **JEAN-PIERRE AUGUSTIN**

Ed. Maisons des Sciences de l'homme d'Aquitaine, 2008, 218 pages, 24 euros

Il y avait déjà eu un premier volume en 2000 sur les parcs et places du Québec. Cette fois les équipes de recherches bordelaises et québécoises proposent une lecture croisées sur les rues. De la rue du Petit-Champlain à Québec au Boulevard de la Confédération à Ottawa en passant par le Nunavut, on est dans « le symbole politique, identitaire et patrimonial ». Différente est « la rue cosmopolite, marchante et festive » avec la Petite Italie ou les galeries d'Anjou à Montréal, ou encore le phénomène des « Main streets » avec des « forêts de signes ». La troisième partie est consacrée aux ponts et à la « métaphore du lien » avec un éclairage particulier sur le pont de Québec. Autant de lieux qui sont révélateurs de l'urbanité d'une société.



GENS DU PAYS

Monique JÉRÔME-FORGET, ministre des Finances du gouvernement Charest depuis 2007, a décidé de quitter la vie politique, début avril, après le vote du budget. Elle avait été réélue en décembre dans la circonscription de Marguerite-Bourgeoys qu'elle détenait depuis 1998. Elle est remplacé aux Finances par Raymond Bachand.

Jean PELLETIER, ancien maire de Québec de 1977 à 1989, est décédé mi-janvier à l'âge de 73 ans. Il avait été avec Jacques Chirac, alors maire de Paris, le co-fondateur en 1979 de l'Association internationale des maires francophones. Cet ancien journaliste, à l'origine, fut ensuite chef de cabinet de Jean Chrétien, Premier ministre libéral du Canada de 1993 à 2001.

Richard WEBER, d'Alcove au Québec, et **Ray ZAHAB** de Chelsea au Québec ont battu en janvier, avec un ami de Vancouver, le record de la traversée de l'Antarctique jusqu'au pôle sud sans aide extérieure. A skis ou en raquettes, ils ont parcouru 1130 km en 33 jours, 23 heures et 30 minutes. ■

ÉCONOMIE

Attention au vrai-faux sirop d'érable !

Le sirop de table n'est pas le sirop d'érable. Début mars est apparu dans les magasins québécois des cannettes de sirop qui ressemblent étrangement aux célèbres boîtes de sirop d'érable. Comme disait jadis un slogan publicitaire, « ça a la couleur de l'alcool mais ce n'est pas de l'alcool »... Voilà donc le... « Canada dry » d'érable ! D'autant qu'il est commercialisé par un important transformateur du précieux liquide québécois.

En fait, c'est un sirop de table à base de sirop de riz, de jus de canne, d'essence d'érable... Il faut regarder de près la liste des ingrédients. Ce « sirop certifié biologique » est une réponse à la pénurie actuelle de sirop d'érable. Une réponse pour faire tourner l'usine du

transformateur et une réponse pour proposer un produit plus abordable.

Car, pour la première fois, en février, la cannette de sirop d'érable de 540 ml, la plus prisée des consommateurs québécois, a franchi la barre psy-

chologique des 10 dollars. Ce qui fait cher le barril d'érable ! Ces dernières années, la fameuse cannette coûtait plutôt entre 5 et 7 dollars, ce qui est justement le prix du nouveau sirop de table.

La hausse de prix annoncée,

après deux années de mauvaises récoltes (*FQM* n°145) a permis au *New York Times* d'affirmer, le 11 mars, que « le Québec est l'Opep du sirop d'érable » ! Il est vrai que les 7 300 acériculteurs québécois – c'est ainsi qu'on appelle les producteurs de sirop d'érable – réalisent 75% du marché mondial. De quoi mettre du beurre (d'érable) dans les épinards... s'il y avait un développement durable de l'érable. Mais les conditions climatiques décident. En 2008, la nature n'a fait couler que 58 millions de litres de sirop d'érable alors que la capacité de production est estimée à près du double. Cette année y aura-t-il du rab d'érable ? ■



Marie-Morgane Le Moel

Si la tendance se maintient... la fameuse « tire » va faire fondre les tirelires.

G.P.

Une presse fédéraliste anti-qubécoise

Le Québec réclame-t-il trop au Canada ? Fait-il trop entendre sa différence ? Des journaux anglophones veulent plus de fermeté contre les Québécois. Même des éditorialistes francophones de La Presse (groupe Desmarais) fustigent l'attitude québécoise...

A l'unanimité, l'Assemblée nationale du Québec a voté, fin mars, une motion pour demander « au gouvernement fédéral de traiter le Québec avec justice et équité » pour compenser l'harmonisation des taxes de vente, comme l'Ontario l'a obtenue. Ce problème récurrent, comme celui du « déséquilibre fiscal », empoisonne les relations Québec-Ottawa. Ce n'est pas la seule question pendante. En fait, des clivages fondamentaux demeurent depuis la fameuse Constitution canadienne de 1982 qu'aucun gouvernement québécois, toutes tendances confondues, n'a contresigné. Au nom « des intérêts supérieurs du Québec », comme disait jadis Robert Bourassa.

« La bloquisation du Québec »

Il y a, bien sûr, des hauts et des bas. En 2006, le « fédéralisme d'ouverture » de Stephen Harper suscite quelques espoirs après les années dures de Jean Chrétien envers le Québec. La Chambre des Communes reconnaît « que les Québécois forment une nation au sein d'un Canada uni ». Pour Stephen Harper, c'est « un geste de réconciliation, pas un amendement constitutionnel » (FQM n°140). Fin 2008, les électeurs québécois boudent les conservateurs. La marchandise n'est pas livrée ou se fait attendre. « Aux oubliettes, le fédé-

ralisme d'ouverture », titre *Le Devoir* le 28 mars.

Tel n'est pas le point de vue d'André Pratte, éditorialiste en chef de *La Presse*. Le 17 janvier, il s'en prend au « fédéralisme de fermeture »... du Québec au moment où la querelle sur la péremption s'amplifie. Il écrit que « la colère de M. Charest est celle d'un enfant gâté ». Il déplore que « pour la plupart des Québécois, le fédéralisme d'ouverture n'a de valeur que s'il joue à sens unique... A l'ouverture fédérale, le Québec répond par la fermeture la plus totale ». Le 30 janvier, Alain Dubuc, une autre plume notoire du groupe Gesca (propriété de Paul Desmarais, ami proche de Nicolas Sarkozy), s'interroge : « Sommes-nous des bloquistes ? ». Il l'affirme en fait pour le regretter : « La bloquisation du Québec est d'abord et avant tout un phénomène culturel. C'est dans leurs réflexes et leurs attitudes que les Québécois sont viscéralement bloquistes. Cela s'exprime par un éternel mécontentement face au Canada et au gouvernement fédéral, une culture du chialage systématique, qui fait des Québécois d'éternels ados, boudeurs, revendicateurs, profondément narcissiques et qui se perçoivent invariablement comme des victimes ».

Joli portrait ! Sans ces maudits Québécois, le Canada se porterait donc mieux. La presse anglophone anti-qubécoise ne peut que surenchérir. Le 24 février, *Le National Post* monte au créneau : « Assez de ces décennies d'apaisement ; il est temps pour Ottawa d'adopter une attitude plus dure envers le Québec. Et qui est mieux placé que M. Harper et ses conservateurs ? Ils n'ont plus rien à perdre ». Et puisque les Québécois ont obtenu que ne soit pas reconstituée la bataille des plaines d'Abraham, en cette année du 250^e anniversaire de la défaite des troupes françaises, *Le National Post* réclame le retrait du siège du Québec à l'Organisation internationale de la Francophonie. C'est le même journal torontois, adepte du « Québec bashing » (FQM n°146), qui régulièrement dénigre ce qu'il a un jour appelé un « Québecistan ».

Des outrances qui pourraient faire boomerang. « *Le National Post*, ami des souverainistes », estime le chroniqueur Patrick Lagacé dans *La Presse* (26 février).

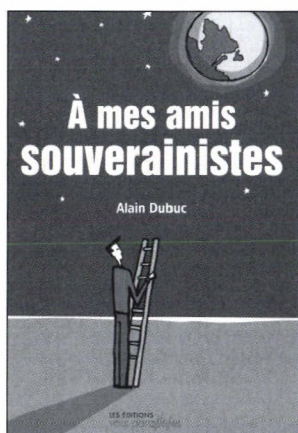
La « frustration » du Canada anglophone

André Pratte a bien compris le danger. Il a donc adressé une réplique au *National Post*, « Non à la ligne dure », publiée le 4 mars par *La Presse*. « Je peux comprendre la frustration de plusieurs Canadiens anglophones alors que les Québécois ont une nouvelle fois envoyé à Ottawa une majorité de députés séparatistes... Je fais partie d'un groupe de Québécois qui voudraient voir leurs concitoyens jouer un rôle plus positif dans la fédération canadienne... Malheureusement un éditorial comme celui du *Post* confirme l'opinion de bien des Québécois selon qui toute reprise du dialogue avec le reste du Canada serait futile... Le chemin de la modération est sans doute plus difficile... C'est pourtant la seule voie qui rende le Canada possible ».

Reste que trois jours avant, André Pratte, qui a remporté cette année le prix du meilleur éditorialiste au Concours canadien du journalisme, contestait l'usage par Pauline Marois, chef du Parti québécois, du terme « l'autre nation » pour évoquer le Canada dans l'affaire des plaines d'Abraham. Or les historiens ne parlent-ils pas de « deux peuples fondateurs » et Ottawa n'a-t-il pas reconnu que les Québécois formaient une nation spécifique ? Les journaux du groupe Gesca n'aiment guère ce qui symbolise trop l'idée de « société distincte ». Ils ont épinglé Jacques Chirac (FQM n°114) lorsqu'il a parlé de « peuple québécois », expression communément admise aujourd'hui. Ils ont titillé François Fillon l'an dernier pour avoir accolé le mot « pays » au Québec (FQM n°144).

Il est étonnant que le « Québec bashing » s'écrive aussi parfois en français... ■

Georges POIRIER



A mes amis souverainistes

ALAIN DUBUC
Ed. Voix parallèles, 2008,
240 pages, 28,80 euros

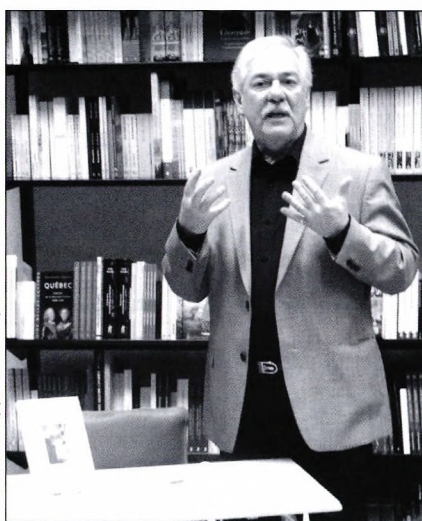
Autant vouloir décrocher la lune ! Le chroniqueur vedette de *La Presse* estime que le rêve souverainiste d'un Québec libre est passé.

Un panorama de l'identité québécoise

À la rencontre d'un Québec qui bouge : tel est le titre d'un nouveau livre collectif coordonné par Robert Laliberté, directeur de l'Association internationale des études québécoises (AIEQ). Entrevue.

Pouvez-vous décrire le livre en quelques mots ?

C'est un livre d'introduction général au Québec, mais dont le titre est un peu trompeur ; il aurait fallu écrire Québec au pluriel, parce que nous avons voulu traiter dans un même ouvrage de plusieurs aspects de la réalité québécoise qui sont habituellement abordés de façon indépendante.



Jean-Philippe Tremblay.

À qui est destiné cet ouvrage ?

Même s'il peut également profiter aux Québécois, c'est un livre qui est plutôt destiné aux étrangers. Le réseau de l'Association internationale des études québécoises s'étend à 82 pays et dans plusieurs de ces pays, il n'existait pas d'outil d'information suffisamment général et multidisciplinaire sur le Québec.

Est-ce une synthèse du Québec ?

Je dirais qu'il s'agit plutôt d'un panorama, mais avec un fil conducteur : celui de l'identité québécoise. Lorsque nous nous sommes mis d'accord sur le projet du livre, nous avons commencé par faire une table des matières en nous demandant « Comment se fait-il que le Québec suscite autant d'intérêt ? » « Quand les gens s'intéressent au Québec, à quoi s'intéressent-ils ? » Les dix-sept chapitres sont le reflet des intérêts des étrangers par rapport au Québec.

Est-ce la réponse à une demande ?

C'est une réponse à un besoin. L'AIEQ a très tôt créé deux sites Internet où l'on trouve des œuvres de références et des textes d'universitaires destinés aux observateurs étrangers. Mais nous n'avions aucun livre permettant d'avoir l'heure juste sur ce que représente le Québec d'aujourd'hui.

Le livre va servir de façon immédiate et concrète pour certaines des activités que nous avons initiées il y a quelques années : des cours d'introduction sur le Québec, son histoire, sa littérature et sa culture à l'intention des professeurs étrangers. D'abord proposée en France en collaboration étroite avec la Délégation générale du Québec (DGQP) a depuis pris le relais, la formation est désormais offerte par l'AIEQ dans d'autres pays. L'an dernier, nous en avons organisé onze dans six pays et familiarisé ainsi près de 500 professeurs étrangers qui sont des diffuseurs et des multiplicateurs auprès de leurs étudiants. J'étais en décembre à Buenos-Aires où se trouvaient 92 professeurs venus de tous les coins de l'Argentine pour suivre trois jours de cours sur le Québec. Désormais, tous les professeurs qui suivent les cours de formation sur le Québec vont recevoir ce livre.

Pourquoi le Québec intéresse-t-il autant ?

C'est notre spécificité, ce qui fonde notre identité. Certains se disent intrigués : « Vous êtes des Américains mais vous parlez français sans être des Français. » On retrouve souvent chez les professeurs de langues un intérêt pour le Québec, ne serait-ce que pour expliquer à leurs étudiants que le français n'est pas parlé uniquement en France et en Afrique. Il y a des Francophones en Amérique et la vitalité de la Francophonie d'Amérique se vit et se définit principalement au Québec.

Comment s'est effectuée la sélection des auteurs ?

Par les thèmes. Après les avoir défi-

nis avec les c o - d i r e c - teurs, Yannick Resch et Yvan Lamonde, nous nous sommes demandé qui allait les traiter ? Qui est le spécialiste de la question autochtone au Québec ? Denys Delâge. Qui est le spécialiste du féminisme québécois ? Diane Lamoureux. Qui est le spécialiste de l'américanité québécoise ? Yvan Lamonde. Qui est, en dehors du Québec, le spécialiste de la littérature québécoise : Yannick Resch. Tous ceux à qui nous avons pensé ont accepté notre invitation.

Cet ouvrage peut-il servir d'outil de promotion du Québec ?

En tant que responsable du développement du réseau des études québécoises, je le considère comme un outil de renouvellement du réseau. Ce n'est pas un livre qui dit « Venez vivre au Québec parce qu'il s'agit d'une société attrayante ». Le but de l'AIEQ et de ce livre est de développer à travers le monde la connaissance la plus exacte et la plus objective possible du Québec. Lorsqu'un chercheur étranger montre de l'intérêt pour le Québec, c'est le rôle de l'association de le soutenir et de l'encourager à aller plus loin. ■

Propos recueillis par Jean-Philippe TREMBLAY

L'AIEQ en bref

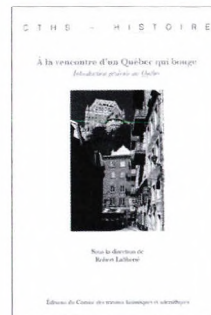
L'AIEQ est née en 1997 pour assurer la promotion et le développement



des études québécoises au Canada et à l'étranger. Elle travaille à former un réseau international de recherche sur le Québec en rapprochant les milieux universitaires, en soutenant la recherche et la publication, la tenue d'événements à caractère scientifique et en décernant des bourses et des prix d'excellence. Elle rassemble à ce jour près de 3000 membres dans plus de 80 pays. ■

À la rencontre d'un Québec qui bouge. Introduction générale au Québec

SOUS LA DIRECTION DE ROBERT LALIBERTÉ
Éditions du Comité des travaux historiques et scientifiques (CTHS), col. Histoire, 302 pages, 25 euros.



CTHS - HISTOIRE

À la rencontre d'un Québec qui bouge

Introduction générale au Québec



Nous la direction de Robert Laliberté

Éditions du Comité des travaux historiques et scientifiques

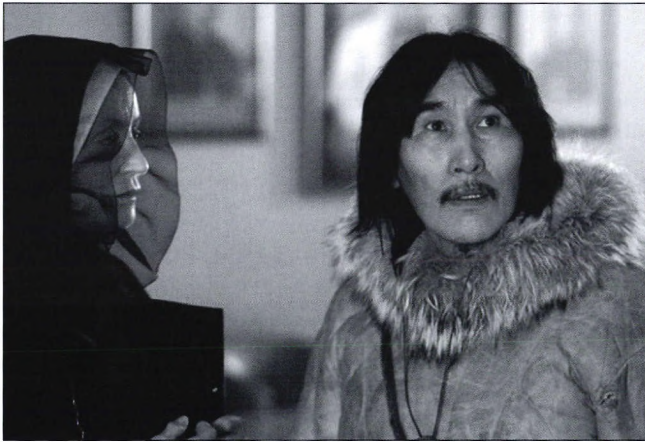
(CTHS), col. Histoire,

302 pages, 25 euros.



CINÉMA

« Ce qu'il faut pour vivre » : Primé au Québec, sortira-t-il en France ?



C'était le film d'ouverture du festival Cinéma du Québec en novembre dernier à Paris. Une perle de la cinématographie québécoise. « *Ce qu'il faut pour vivre* », réalisé par Benoît Pilon, a été le grand gagnant, en mars, de la cérémonie des Jutra au Québec : meilleur film, meilleur scénario (signé Bernard Emond avec la participation de Benoît Pilon) et meilleur interprète pour l'acteur Natar Ungalaaq. A la suite de ces récompenses, ce beau film, sorti fin août dernier au Québec, a repris le chemin des salles début avril. Dans le passé, des films primés aux Jutra, comme *Continental, un film sans fusil* de Stéphane Lafleur ou *Mémoires affectives* de Francis Leclerc, avaient connu une seconde vie en étendant leur public.

Mais sera-t-il seulement visible en France ? A quand la distribution de ce grand film québécois qui raconte le déracinement d'un Inuit dans un sanatorium de Québec dans les années 50. Une œuvre touchante, intelligente, respectueuse et des images superbes du grand Nord. ■



Le réalisateur Benoît Pilon, en novembre, au festival Cinéma du Québec à Paris.

Georges Poirier.

Les premiers pas de Garou acteur

Si TF1 avait programmé le 12 janvier un documentaire sur le Québec présenté par un Garou visiblement amoureux de ces somptueux paysages... c'eût été une excellente idée et une émission très réussie. Hélas, c'était un téléfilm, « *L'amour aller-retour* ». Une histoire d'amour-désamour d'une affligeante banalité ; des dialogues indigents et une fin prévue dès les premières mi-

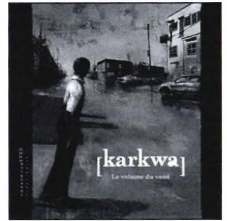
nutes. Evidemment le contexte n'était pas très stimulant pour un acteur débutant, qui réussit cependant à ne pas être ridicule ; ce qui est sans doute encourageant s'il veut persévérer dans cette voie. Mais après une heure et demie d'ennui, on ne pouvait espérer mieux que de retrouver un Garou chanteur. ■

Joëlle PALLEAU

CHANSON

Karkwa, la nouvelle sensation québécoise

L'autocollant sur la pochette révèle que Karkwa a raflé quatre trophées aux Victoires de la musique... canadienne. Il faudrait dire à la maison de disques qu'il s'agit du Québec et des Félix ! Quoiqu'il en soit, Karkwa, formé en 1998, est aujourd'hui l'un des principaux groupes québécois de musiques actuelles, à découvrir surtout sur scène. Sur disque, on peut parler de rock atmosphérique, avec un côté lyrique, des poussées électriques et des textes en français dont l'écriture n'est pas forcément la qualité première... (Karkwa, *Le volume du vent*, Wagram)



Le retour d'Ariane Moffatt

Elle n'a que 29 ans, mais c'est déjà l'une des artistes (elle écrit, compose et chante) les plus estimées au Québec. Avec ce troisième album, déjà sorti outre-Atlantique et vendu à plus de 70 000 exemplaires, elle a gagné trois Félix. A notre tour de découvrir ce disque, en français dans le texte, à la fois paisible et fouillé, nourri de toutes ses influences, du jazz à l'électro. Pour l'écrire, elle s'est même inspirée de ses déambulations parisiennes...



(Ariane Moffatt, *Tous les sens*, Sony)

M.T.

LIVRES NUMÉRIQUES

Deux éditeurs français choisissent une société québécoise

Gallimard et La Martinière ont décidé de faire appel à une entreprise de Québec, la société De Marque, pour se tourner vers le marché des livres numériques. Il s'agit d'assurer l'entreposage et la gestion des accès aux versions numériques des oeuvres qu'ils éditent et distribuent. La plateforme qui servira de base aux deux groupes est celle dont De Marque et Prosemedia complètent actuellement la mise en place dans le but de répondre aux besoins formulés par l'Association nationale des éditeurs de livres du Québec.

« *Nous sommes ravis parce que nous croyons que la décision de Gallimard et de La Martinière vient valider l'approche retenue par les éditeurs québécois et permet d'envisager des approches et de nouvelles normes communes au Québec et à la France dans le domaine de l'édition numérique* », résume Clément Laberge, vice-résident Services d'édition numérique chez De Marque.

Les livres des éditeurs français seront donc hébergés au Québec, ce qui favorisera la diffusion en Europe des publications québécoises. Ils seront accessibles en ligne ou téléchargeables.

MUSIQUE

Le Québec au salon Musicora

Pour une septième année consécutive, le Conseil québécois de la musique (CQM) a représenté le Québec au Salon Musicora de Paris. Considéré comme l'un des plus importants salons portant sur la musique en Europe, il se tenait cette année les 20, 21 et 22 mars au Carrousel du Louvre. C'est avec la mission de promouvoir sa discipline et d'en soutenir le rayonnement que l'organisme y tenait son stand.

En plus de diffuser de l'information sur des agences d'artistes, associations, musiciens, facteurs d'instruments et artistes de concert, le Conseil québécois de la musique a permis aux ensembles Sixtrum, la Nef et Masques, au Quatuor Bozzini et au duo formé par Louis-Philippe Marsolais au cor et Mathieu Gaudet au piano de se produire en concerts pendant la période du salon.

Pour mener à bien sa mission, le CQM a depuis peu initié une formule unique pour promouvoir les musiciens québécois. Après avoir constaté un manque de visibilité des musiciens de concert dans les médias, ces derniers ont été invités à prendre sous leur aile un des trente professionnels de la musique répertoriés dans un catalogue de promotion. En France, l'organiste Raymond Perrin a déjà trouvé un parrain en l'émission



Jean-Philippe Tremblay.

Musique Nomade diffusé sur les ondes de *France-Musique*, Gilles Bellemare, chef d'orchestre et compositeur obtenu le soutien du magazine *Terre de vins* et le contrebassiste Yannick Chênevert est parrainé par le magazine français *Le Fouilleur*. Ils sont six depuis 2007 à obtenir cet appui et le CQM a bien l'intention de poursuivre sa campagne médiatique. ■

J.P.T.

VISUEL

Le Moulin à images de Robert Lepage va tourner cinq ans

Ce fut l'un des événements les plus populaires du 400^e anniversaire de Québec. *Le Moulin à images*, une fresque audiovisuelle de Robert Lepage projetée sur

les silos du port, va continuer à tourner l'été durant cinq ans. C'est la Ville de Québec, non sans quelques soubresauts, qui devient producteur et va déboursier 22 millions de

dollars. Il est prévu chaque été 57 représentations (sauf les lundis et mardis). De plus 20% de cette projection technologique devront être modifiés tous les deux ans tout en continuant de présenter des références à l'histoire et à l'identité de Québec.

De plus, à partir de l'automne, l'équipe de Robert Lepage devra présenter une projection permanente pour illuminer les silos de la tombée de la nuit à minuit 365 soirs par an. Un projet baptisé *Aurore boréale*. ■

Août en Limousin :
Si on dansait ?

Du 8 au 15 août 2009, Haut Limousin-Québec propose la 6^{ème} édition de son festival de musiques et chansons québécoises « *Beau Monde du Québec* »

Le festival est maintenant recentré sur Eymoutiers où six spectacles seront donnés contre deux soirées sur l'Île de Vassivière.

La place Stalingrad d'Eymoutiers accueillera le traditionnel village québécois (sirop, tire, poutine, bières québécoises, etc...). Le « *Cœur de ville* » d'Eymoutiers connaîtra ainsi une animation permanente : apéros-concerts, ateliers de danse (en ligne et québécoise) ainsi que diverses animations (marché artisanal, vide greniers, un train à vapeur, etc...).

La programmation québécoise de cette édition est particulièrement attractive, on retrouvera en effet : Les Tireux d'Roche, la Vollée de Castors, Marco Calliari (à confirmer), les Batteux Slaques, etc... mais aussi deux concerts/bals, l'un « *country* » avec Johanne Provencher et l'autre « *traditionnel québécois* » avec Abitibi Pure laine.

Réseau France-Québec :
tarif réduit sur les spectacles
et les gîtes

Sur présentation de leur carte, les adhérents de France-Québec pourront bénéficier du tarif réduit sur les entrées aux spectacles.

Pour les adhérents de France-Québec également, le Village de Vacances d'Eymoutiers « *Le Domaine du Buchou* », partenaire de l'association, propose une ristourne de 50 € sur les tarifs de la brochure « *Vacances pour tous* » pour la location d'un gîte la semaine du 8 au 14 août (Gîte 4 personnes : 500 € au lieu de 550 €, gîte 5/6 personnes : 450 € au lieu de 500 €).

Réservations hébergement :
Sylvie au 05 55 57 17 13

Renseignements festival :
Yannick au 06 81 98 41 84

haut-limousin.quebec@cegetel.net

Pascale Picard positive ses mélodies douces-amères

Révélation québécoise de l'année 2007, Pascale Picard remplit ce printemps les salles françaises de Brest à Strasbourg et de Douai à Perpignan. Avec son « band », la Québécoise chante en anglais ses belles histoires entre folk et punk. Un mélange aussi séduisant qu'explosif.

En ce moment, ses mélodies douces-amères sur fond de rock en béton armé produisent un effet ravageur. Un conte de fée pour Pascale Picard et son « band », le groupe qui la suit partout. A 26 ans, la Québécoise se régale et régale le public en même temps. Question de talent. Et de tempérament, aussi.

Accueil simple et naturel, accent québécois et franglais inimitable. Le moteur de la chanteuse ? Un optimisme à toute épreuve. « *J'aime trouver le côté positif des choses* », convient-elle sans ciller. Il faut dire que son parcours ressemble aux belles histoires du moment. « *Je jouais dans les bars, pour payer mes études* », lance-t-elle. En écumant les troquets avec ses reprises, les fameux « covers », elle rêvait de devenir institutrice en école primaire.

« J'ai trippé »

Sa rencontre avec Mathieu, le guitariste du groupe, la déroute. « *J'ai trippé, se rappelle le musicien, 33 ans. La voix, le style... J'ai compris que ça allait cliquer.* » Entendez, marcher. Il ne s'y est pas trompé. Deux jours plus tard, le travail commençait, avec le reste du groupe.



Pascale Picard, petit bout de femme mais boule d'énergie, séduit par sa personnalité déroutante.

L'ascension est fulgurante. Les maquettes envoyées aux maisons de disque canadiennes lui ouvrent les portes d'une émission de télé, sorte de tremplin pour artistes. Le groupe signe avec un label. Grâce à la radio, un morceau chatouille l'oreille du patron français de AZ, sous-division d'Universal, en voyage au Canada. « *Il nous a appelés* », se souvient la jeune femme.

Depuis, le succès ne se dément pas. Pascale Picard le savoure avec un mélange de candeur et de rage. Un peu à son image : petite frimousse cachée par des mèches brunes, les yeux pé-

tillants et les bras tatoués. Dans la vie, elle ne tient pas en place. Encore moins sur scène.

Au Big Band café, près de Caen, elle hypnotise ses auditeurs grâce à ses ballades aux accents folk, chantées en anglais. Avant de les embarquer dans un tourbillon punk. Question d'influences. Elle saute partout et revient vers son micro pour des blagues rigolotes. S'excuse parfois d'un titre invitant à boire. Ou pour son ami guitariste, qui vient de balancer sa gratte. Le tout avec le sourire et sa voix rauque, un brin nasillarde. D'une sincérité rafraîchissante. ■

Josué JEAN-BART

Pourquoi l'anglais plutôt que le français ?

Pourquoi une chanteuse québécoise choisit-elle l'anglais pour pousser la chanson ? Cette question, Pascale Picard ne se l'est pas vraiment posée. « *C'est quelque chose de naturel, confie-t-elle. Le français est ma langue première. Mais j'écris directement en anglais. Je ne suis pas capable de le faire en français* ». La jeune artiste profite de la fin d'un dogme. « *A Montreal, c'est plus*

cosmopolite. Mais chanter en anglais, à Québec, ça ne fait pas très longtemps que c'est accepté. Encore aujourd'hui, des gens ne sont pas d'accord. » La nouvelle génération affiche fièrement sa double culture. D'ailleurs, quand elle s'adresse au public ou quand elle fait ses traits d'humour, Pascale Picard emploie la langue de Molière. « *Naturellement.* » ■

En concert :

le 30 mai : SAINT-BRIEUC, au festival Art Rock,

le 31 : SAINT-LAURENT-DE-CUVE (50), les Papillons de nuit,

le 2 août : PRESQU'ÎLE DE CROZON (29), festival du Bout du monde

le 7 août : PAIMPOL (29), festival de Paimpol.

le 2 novembre : PARIS (75), l'Olympia.

Marc-André Grondin :

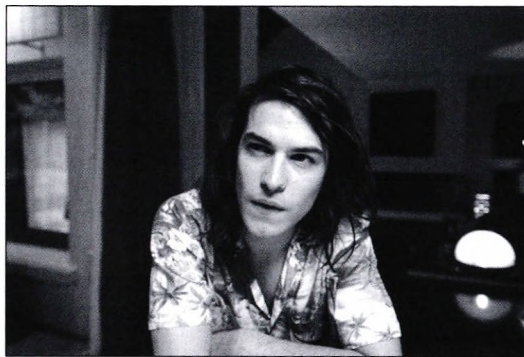
Itinéraire d'un espoir transatlantique

C'est une grande première. Pour la première fois, un acteur québécois reçoit un César français : Marc-André Grondin a décroché le César 2009 du meilleur espoir masculin pour son rôle dans le très beau film de Rémi Bezançon, Le Premier jour du reste de ta vie, sorti en plein milieu de l'été 2008.

Pour faire bonne mesure, les votants (des « professionnels de la profession » comme l'a dit fort justement Jean-Luc Godard), ont désigné comme meilleur espoir féminin, Deborah François, une jeune actrice belge qui joue aux côtés de Marc-André dans *Le Premier jour du reste de ta vie*, une œuvre décidément très francophone. A ma connaissance, le seul Québécois ayant auparavant décroché un César était le réalisateur Denys Arcand qui, en 2004, obtint trois récompenses compressées d'un coup pour *Les Invasions barbares*, une coproduction franco-québécoise également récompensée par un Oscar, deux prix à Cannes, une palanquée de Jutra (César québécois) et Génies (Oscars canadiens)...

C'est le prometteur réalisateur du film *Le Premier jour du reste de ta vie* qui est monté sur scène pour récupérer la prestigieuse statuette destinée à Marc-André Grondin. Car, le récipiendaire n'était pas présent à la cérémonie des César. Non par bouderie comme certains acteurs français à l'ego quelque peu surdimensionné, mais tout simplement parce qu'il tournait

un long-métrage en Louisiane. Une autre production française mise en scène par Jean-Paul Salomé (*Restons groupés, Les Femmes de l'ombre...*) où Grondin incarne un personnage



à la mesure de son talent : Frédéric Bourdin, alias le caméléon qui, bien que trentenaire, usurpait les identités d'adolescents disparus.

Ce qui est certain c'est que le jeune prodige québécois ne connaît pas la crise. Entre ces deux productions françaises, nous avons pu brièvement revoir Grondin dans la seconde partie du long-métrage de Steven Soderbergh, *Che (Guerilla)* où il interprète Régis Debray aux côtés de Benicio Del Toro, impressionnant sous le béret du célèbre « commandante ». Il doit aussi tourner ce printemps en France pour Christopher Thompson dans *Bus Palladium*.

Cette foisonnante carrière internationale n'aurait sans doute pas pu être aussi fulgurante, sans le succès d'un film québécois qui a fait le tour du monde occidental : *C.R.A.Z.Y.* Ce long-métrage de Jean-Marc Vallée raconte l'histoire d'une famille ouvrière entre 1960 et 1980 dans un Montréal aujourd'hui disparu. Dans ce milieu traditionnel de cinq enfants, Marc-André incarne Zachary (le Z du titre), un adolescent torturé par des penchants homosexuels qui contrarient l'homme qu'il aime le plus au monde : son père. Un million de Québécois (un francophone sur six !) et près de 500 000 Français ont applaudi ce film. Cette réussite met sur orbite la carrière de Grondin qui décroche un Jutra pour sa remarquable interprétation.

Premier tournage à trois ans !

Mais *C.R.A.Z.Y.* n'était pas la première collaboration entre Jean-Marc Vallée et Marc-André. En 1995, alors âgé de 11 ans, le jeune comédien jouait un des rôles principaux des Fleurs magiques, un court-métrage d'une vingtaine de minutes qui – déjà – avait pour sujet les rapports difficiles entre un fils et son père. Quatre ans plus tôt, le futur césarisé, qui avait fait ses débuts devant une caméra à l'âge de trois ans dans une publicité télévisée, avait joué l'enfance d'un grand poète québécois, dans son premier film : *Nelligan*, une biographie signée par Robert Favreau. Entre-temps, Grondin fit plusieurs apparitions remarquées dans des séries télévisées.

Comme on le voit, à tout juste 25 ans, Marc-André Grondin a déjà une imposante carrière derrière lui et, si l'on en juge par la qualité de ses interprétations et par les prix qu'il a récoltés, ce n'est qu'un début... ■

Sylvain GAREL

C.R.A.Z.Y. : Un livret pédagogique en Poitou-Charentes

Rare succès cinématographique québécois en France, le film *C.R.A.Z.Y.* de Jean-Marc Vallée dans lequel joue le talentueux Marc-André Grondin, a été vu par de nombreux lycéens poitevins. C'est ce film qui avait été choisi par la Région dans le cadre de l'opération « Lycéens au cinéma en Poitou-Charentes », comme prélude à la découverte de la culture québécoise à l'occasion du 400^e de Québec. Un très intéressant livret pédagogique de 24 pages sur *C.R.A.Z.Y.* avait été spécialement conçu pour la

Région Poitou-Charentes par Sylvain Garel, chroniqueur de *France-Québec magazine*, enseignant et critique de cinéma. ■





Regards croisés sur la mondialisation et les identités nationales

C'est à un véritable plaidoyer en faveur de l'État-nation auquel ont eu droit les soixantaine d'invités réunis le 13 février chez le Délégué général du Québec à Paris, Wilfrid-Guy Licari, dans le cadre d'une des soirées Regards croisés, organisées périodiquement par la Délégation Générale du Québec à Paris. Permettant de comparer les points de vue français et québécois sur la question de la mondialisation et des identités nationales, cette soirée réunissait le philosophe et historien français Pierre Manent ainsi que le sociologue et professeur québécois Jacques Beauchemin.

Ces points de vue étaient somme toute très convergents surtout en ce qui concerne la

nature capitaliste et occidentale de la mondialisation ainsi que sur la nécessité d'un État pour que les populations puissent influencer sur ce rouleau compresseur. Dans le contexte de la crise, rappelle Pierre Manent, la

Nation est le « *cadre naturel de l'action économique* ».

Pour Jacques Beauchemin la situation est d'autant plus inquiétante qu'une autre crise sévit parallèlement, celle de la Nation. « *L'inquiétude suscitée par*

la mondialisation est décuplée par l'impossibilité à centrer les sujets d'une nation autour d'un projet. »

Réagissant aux propos récents de Nicolas Sarkozy sur le sectarisme et la détestation de l'autre présumés des souverainistes québécois, Pierre Manent a remis en question l'idée que « *la frontière serait la chose odieuse qu'il faut abolir.* » En effet, « *il n'y a rien d'immoral dans le fait de tracer une frontière* » a-t-il précisé.

Une soixantaine d'invités étaient présents parmi lesquels Serge Cantin, titulaire de la Chaire d'études du Québec contemporain de la Sorbonne Nouvelle, partenaire de ce Regards croisés. ■

J.P.T.



Pierre Manent, Wilfrid-Guy Licari et Jacques Beauchemin.

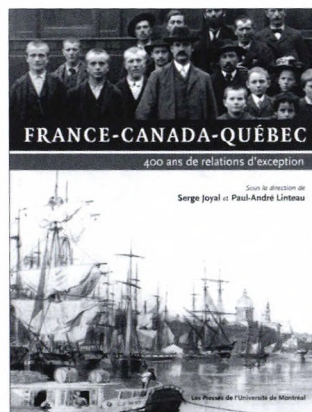
HISTOIRE

France-Canada-Québec, 400 ans de relations d'exception

sous la direction de
**SERGE JOYAL et
PAUL-ANDRÉ LINTEAU**

Ed. Les Presses de l'Université
de Montréal, 2008, 320 pages.

Publié à la fin de l'année du 400^e anniversaire de Québec, ce bel ouvrage sort de la ville fortifiée pour explorer quatre siècles d'histoire entre



les deux rives du « *grand lac* ». Quels rapports la France a-t-elle entretenus avec la Nouvelle-France ? Comment et à quels rythmes et avec quelle intensité se sont maintenus et développés les liens entre Français, Canadiens et Québécois ? Autant de questions peu abordées durant les commémorations festives mais auxquelles répondent une douzaine d'universités des deux côté de l'Atlantique. Les textes ont été élaborés pour un colloque en deux volets qui se sont tenus l'an dernier au Sénat à Paris et à Ottawa ensuite. Il en résulte un ouvrage de référence illustré de plus de 150 œuvres d'art et artéfacts, dont plusieurs inédits. Au-delà des très passionnants chapitres historiques, les deux derniers traitent des relations France-Canada-Québec depuis 1960 sous la signature du professeur bordelais Jacques Palard et des échanges culturels depuis la même date sous la plume experte de Yannick Resch de l'IEP d'Aix-en-Provence. Elle évoque notamment la constitution de réseaux, en particulier celui de France-Québec et fait référence à *France-Québec magazine* « *dont le développement témoigne de la vitalité des échanges* ». ■

UNIVERSITÉS

L'économie sociale de Brest à Sherbrooke

Il existe à l'Université de Bretagne-Ouest (UBO) à Brest un master 2 management des entreprises mutualistes et coopératives, unique en France. Ce master, créé en 2000, a son analogue au Québec depuis 1981, à l'université de Sherbrooke. Ces deux établissements forment 15 à 20 étudiants chaque année. Dès la rentrée prochaine, les deux universités procéderont à des échanges d'étudiants.

« *Aujourd'hui, il faut former des spécialistes avec une vision internationale des coopératives et mutuelles, d'ordinaire cantonnées au local* », estime Michel Lafleur, professeur à l'Université de Sherbrooke qui était récemment l'invité de son homologue brestois Yann Régnaud, maître de conférence. « *Mutuelles et coopératives génèrent 14 % des nouveaux emplois.*, explique celui-ci, *Les cycles d'enseignement en économie ignoraient ces secteurs, ne jurant que par l'entreprise classique. Or, aujourd'hui au niveau international, les coopératives créent 20 % d'emplois de plus que les multinationales.* » ■

Prix de thèse en cotutelle franco-québécoise 2009 : appel à candidature

Souhaitant encourager la mobilité des doctorants entre la France et le Québec, le ministère des Relations internationales du Québec et le Consulat général de France à Québec offrent les « Prix de thèse en cotutelle », afin de récompenser les meilleures thèses produites dans le cadre d'une convention de cotutelle franco-québécoise.

Ces prix, d'un montant de 1 500 \$ CA chacun, sont remis chaque année à un étudiant québécois et à un étudiant français. Ils s'ajoutent aux bourses offertes dans le cadre du programme Frontenac (Programme de bourses de mobilité pour les doctorants inscrits en cotutelle de thèse franco-québécoise). Les candidats doivent avoir soutenu leurs thèses en 2008 et transmettre leurs dossiers au plus tard le 29 mai 2009. ■

ÉCONOMIE

Le Québec invité d'honneur du Salon des entrepreneurs

Pour sa 16^e édition, le Salon des entrepreneurs de Paris a invité le Québec. L'événement qui invitait pour la première fois un pays étranger, s'est tenu les 4 et 5 février et a attiré une foule record de 70 000 visiteurs. Le ministre québécois du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, Raymond Bachand était invité à se prononcer sur les mesures de promotion et de soutien à la création d'entreprise.

Il a souligné l'apport essentiel de l'entrepreneuriat dans l'économie québécoise et a aussi apporté un regard extérieur apprécié sur le nouveau statut français d'« autoentrepreneur » lors d'une conférence animée par Hervé Novelli, secrétaire d'État chargé du Commerce, de l'Artisanat, des Petites et Moyennes Entreprises, du Tourisme et des Services.

Raymond Bachand était accompagné d'invités de marque : Mario Girard de la Fondation de l'entrepreneurship, François Bertrand de la Fédération des chambres de commerce du Québec et Martin Thibault du Regroupement des jeunes chambres de commerce du Québec.

Les visiteurs du salon ont également pu rencontrer des représentants du service économique de la Délégation générale du Québec à Paris et



Les ministres Raymond Bachand (Québec) et Hervé Novelli (France).

Jean-Philippe Tremblay.

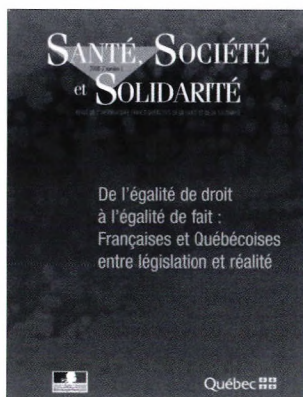
des entrepreneurs québécois présents au stand du Québec.

D'autres conférences étaient données dans le cadre du Salon ayant pour titres « *Le mentorat, outil efficace d'accompagnement des entrepreneurs : le modèle Québec-France* » et « *Québec : porte d'entrée du marché nord-américain* », sujet cher au Premier ministre du Québec, Jean Charest. ■

SOCIÉTÉ

Egalité : qu'en est-il pour les femmes en France et au Québec ?

C'est le treizième numéro de la revue franco-québécoise *Santé, Société et Solidarité* éditée par l'Observatoire franco-québécois de la santé et de la solidarité. Publié en mars, ce numéro est intitulé : « *De l'égalité de droit à l'égalité de fait : Françaises et Québécoises entre législation et réalité* »



Depuis un demi-siècle, l'avancée vers l'égalité entre les hommes et les femmes au sein des sociétés française et québécoise est incontestable. Toutefois, l'égalité de fait est encore loin

et l'ampleur des progrès très variable selon les milieux sociaux. Ce nouveau numéro analyse les évolutions législatives et politiques dans les deux pays, aussi bien que les thèmes de l'égalité professionnelle et de la violence envers les femmes. On notera un solide dossier comparatif sur la gouvernance de la conciliation travail-famille. Ce numéro a été coordonné par Louise Langevin, professeure à la faculté de droit de l'Université Laval, grande figure du mouvement féministe québécois, et Jacqueline Gottely-Fayet, responsable de la mission Etudes recherches et statistiques au Service des droits des femmes et de l'égalité au ministère français du Travail, des Relations sociales, de la Famille et de la Solidarité. ■

Santé, Société et Solidarité, 2008 n°1, 172 pages, 14 euros. Diffusion : IRDES service diffusion, 10 rue Vauvernargues, 75015 Paris. commande@irdes.fr

Bridor rachète Au Pain Doré. La filiale du groupe rennais Le Duff, spécialisée dans la fabrication de viennoiseries et de pains surgelés, a repris la société familiale québécoise qui emploie 320 personnes dans son usine de Montréal et compte un réseau de douze boutiques à l'enseigne Au Pain Doré.

JPC Aviation s'installe à Montréal. Spécialisée dans la signalisation lumineuse de haute précision (feux de navigation, feux anticollision, balisage routier...), la société française a bénéficié de l'aide de Montréal International pour s'installer dans la métropole québécoise.

La RATP veut des rames Bombardier. Début avril, la RATP a confirmé une commande de trente trains à Alstom et Bombardier pour la ligne A du RER parisien. A partir du second semestre 2011, ces rames à deux rames remplaceront celles à un étage. Dénommées M109, elles auront des portes de deux mètres de large, une vidéoprotection à bord, des informations voyageurs sonores et visuelles.

Nantes :

Premier vol direct vers Québec depuis la province

La compagnie aérienne Corsairfly propose les premiers vols directs vers Québec depuis un aéroport de province, Nantes. Chaque samedi, du 13 juin au 5 septembre, un avion Airbus A330 de 323 places décollera de Nantes à 13 h pour une arrivée à 14 h 25. Le retour s'effectuera avec un départ à 16 h 25 pour une arrivée à 4 h 45.

Cette nouvelle ligne hebdomadaire est lancée dans le cadre d'un partenariat commercial stratégique signé par Corsairfly avec Air Canada.

www.corsairfly.com

Renouvellement du Plan d'action entre Rhône-Alpes et le Québec



Jean-Philippe Tremblay.

Wilfrid-Guy Licari échange les signatures avec Jean-Jack Queyranne.

La Région Rhône-Alpes et le Québec ont réaffirmé leur longue tradition d'amitié et de collaboration par le renouvellement, le 14 janvier, de leur plan commun d'action. Jean-Jack Queyranne, président de la Région Rhône-Alpes, et Wilfrid-Guy Licari, Délégué général du Québec à Paris, ont signé la sixième édition de ce plan.

Cette coopération sera axée sur l'économie et le développement durable, spécialement dans les domaines de l'aéronautique, de l'image, des jeux vidéo et de l'énergie. L'industrie agro-alimentaire sera aussi concernée en matière de technolo-

gies, de compétences et de promotion des produits agroalimentaires de qualité dans le cadre des politiques dites de « *produits d'appellation d'origine* », ainsi qu'autour des indications géographiques.

La convention prévoit également de renforcer la collaboration dans les domaines de la recherche et de l'innovation, notamment dans les sciences de la vie comme la pharmaceutique et les technologies médicales, la bioinformatique et la biotechnologie. Dans la sphère de l'enseignement supérieur et de l'éducation, il vise à accroître et à équilibrer la mobilité étudiante. On compte sur les partenariats

et les recherches conjointes pour rapprocher les établissements universitaires.

Les rapprochements et les échanges sont aussi encouragés en culture, cette « *sève de la relation* » comme l'a nommée le Délégué général Wilfrid-Guy Licari, et plus particulièrement pour le cinéma et les arts de la scène. Un soutien devrait être offert à des programmes de résidences croisées dans les domaines du livre et des arts plastiques.

Il est prévu, dans ce Plan d'action, que les bureaux d'Entreprise Rhône-Alpes International (ERA) présents dans une quinzaine de pays soient mis en lien avec le réseau de représentations du Québec à l'étranger afin qu'ils développent leurs relations économiques, scientifiques, sociales et culturelles.

Il y a vingt ans, un de ces bureaux d'ERA ouvrait à Montréal. Un premier plan d'action était signé, en 1994, officialisant une coopération qui se poursuit depuis. Rappelons que les Premiers ministres français et québécois ont annoncé en juillet dernier que seraient doublées les contributions au fonds de coopération décentralisée afin de stimuler les actions concrètes et les projets de concertations. Six régions françaises ont à ce jour des Plans d'actions avec le Québec. ■

Un accord de coopération entre Paris et Québec sur la culture et la solidarité intergénérationnelle

Lors de son passage en France, début février, le maire de la ville de Québec, Régis Labeaume, a rencontré son homologue à la ville de Paris, Bertrand Delanoë, afin de signer un accord portant sur la culture et la solidarité intergénérationnelle.

Régis Labeaume a dit vouloir apprendre de Paris quant à l'aménagement du territoire pour le rendre attrayant à une population vieillissante. « *La population de Québec est la deuxième la plus âgée des grandes villes canadiennes.*



Jean-Philippe Tremblay.

Régis Labeaume et Bertrand Delanoë.

L'intergénérationnel, est une problématique contemporaine. « *Nous allons partager nos savoir-faire* » a ajouté le maire de Paris.

L'accord d'une durée de trois

ans, entré en vigueur le 15 février, a aussi pour but d'encourager les échanges dans le domaine de la culture, de « *créer une passerelle* ». Résidences, circulations d'œuvres et tournées devraient donc découler de l'engagement.

Depuis 1996, les villes de Québec et Paris sont liées par un protocole de collaboration doublé d'un accord d'amitié et de coopération depuis sep-

tembre 2003. Habités à se rencontrer fréquemment, les maires ont évoqué une amplification de ces relations déjà « *actives et intenses* » par un projet de collaboration avec la ville de Chicago. Ils ont pu aborder le sujet à Genève les 26 et 27 mars lors de la 65^{ème} réunion du Bureau de l'Association internationale des maires francophones, présidée par le maire de Paris.

La ville de Québec a déjà un jumelage avec Bordeaux et une entente avec le département du Rhône. ■

Plus de 6 000 jeunes Français poursuivent une partie de leurs études au Québec. Combien reviendront dans l'hexagone dans les prochaines années ? Le gouvernement québécois propose désormais aux étudiants étrangers de s'installer comme résidents permanents.

Les étudiants étrangers invités à rester au Québec

Avec l'Entente entre le Québec et la France en matière de reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles, il s'agit d'une réponse du gouvernement Charest aux problèmes du vieillissement de la population et à celui croissant de pénurie de la main-d'œuvre.

Des efforts conjoints

Début février, une opération de séduction est lancée en Ile-de-France par les universités québécoises. Regroupées au sein de la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CRÉPUQ) autour d'une stratégie collective, elles ont dévoilé, en présence du ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie, Pierre Arcand, leur nouvelle image de marque à la presse et aux professionnels français de l'enseignement supérieur. Cette image mise sur les thèmes de la différence et du dynamisme de l'expérience que représente la formation universitaire au Québec.

Le site Internet : www.universitesquebecoises.ca, le principal outil de cette opération de communication, déploie les points forts du Québec en matière d'enseignement supérieur : « *Diversité*

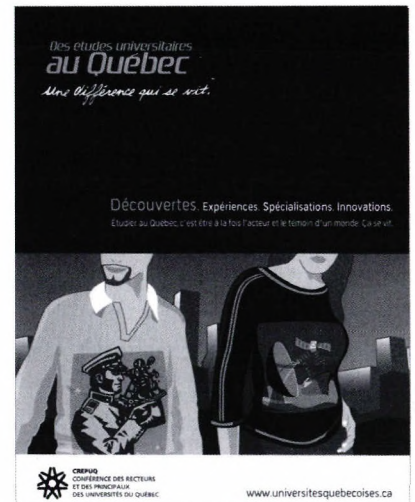
des programmes et des spécialisations offertes; diplômés qui répondent aux normes internationales les plus avancées et dont les savoirs sont transférables vers le marché du travail national ou international; approche pédagogique pratique et interactive; climat d'étude favorisant la coopération et le travail en équipe; et enfin disponibilité et encadrement des professeurs ».

Au-delà de l'image et de sa mise en valeur, c'est par le contact humain que les universités québécoises ont voulu convaincre leur clientèle. Des visites ont été organisées dans plusieurs universités en Ile-de-France, dont un passage en Seine-Saint-Denis, une première pour des universités étrangères.

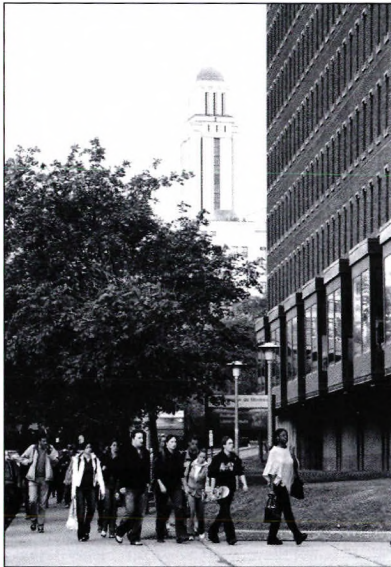
Plus récemment, lors d'une visite à Paris, le recteur de l'Université de Montréal Luc Vinet a tenu à rencontrer les diplômés de l'établissement et de ses écoles affiliées – Polytechnique et HEC Montréal. Au sein de ceux-ci, le nombre des étudiants étrangers a doublé en dix ans. Aussi, le recteur a rappelé l'importance du développement des réseaux internationaux de diplômés et celle de la mobilité étudiante entre la France et le Québec.

Le jeu de la séduction n'a pas débuté hier. Déjà en 1978, une entente était signée pour assurer aux étudiants issus de l'Hexagone les mêmes frais de scolarité que les étudiants locaux, ce qui reste encore aujourd'hui un fait exceptionnel. ■

Jean-Philippe TREMBLAY



La nouvelle image de marque des Universités québécoises.



Tous les étudiants étrangers seront invités à rester et à travailler au Québec après l'obtention de leur diplôme. C'est ce qu'a déclaré Jean Charest, le Premier ministre du Québec, lors de son discours inaugural à l'ouverture de la session parlementaire à l'Assemblée nationale. Le gouvernement prévoit en effet de remettre aux diplômés étrangers un certificat de sélection du Québec, première étape dans la marche vers le statut de résident permanent.

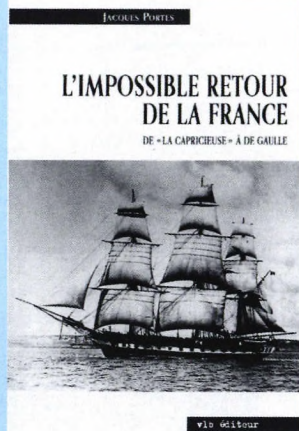
À l'automne 2007, 22 303 étudiants étrangers étaient inscrits dans les universités québécoises. « *A peine un [étudiant] sur 10 reste au Québec. Nous nous fixons comme objectif de tripler le nombre d'étudiants étrangers qui font le choix de demeurer au Québec* » affirme Jean Charest. Il estime que le Québec peut devenir un projet pour cette jeunesse de grande qualité. En novembre dernier, alors que l'idée était encore au stade de promesse électorale, il présentait les choses ainsi : « *En recrutant plus d'étudiants étrangers qui seront plus nombreux à vivre ici, on se donne un moyen de plus pour affronter le défi démographique et assurer le développement économique du Québec dans le respect de nos valeurs communes* ».

Sur le total des étudiants étrangers, 6 878 sont Français, et ils constituent la plus importante cohorte, loin devant les États-Unis. Si l'invitation formulée par Jean Charest s'adressait à tous les étudiants étrangers, elle concerne directement la France et les jeunes Français.

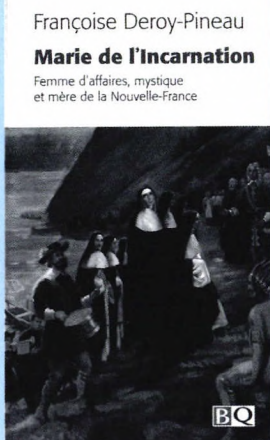


Librairie du Québec

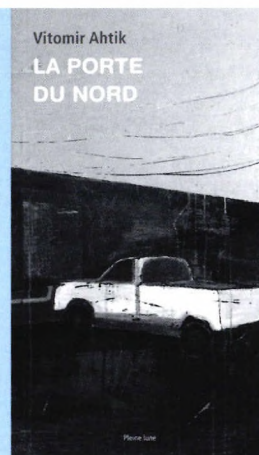
Des nouveautés à la Librairie !



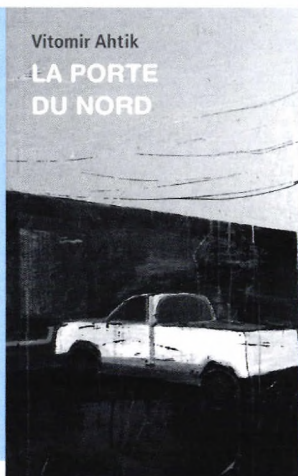
L'impossible retour de la France. De «La Capricieuse à de Gaulle», Jacques Portes, éditions Vlb, 2008, 110 p., broché, 15,00€
Dans ce livre, Jacques Portes met au jour les attitudes contradictoires des Québécois et des Français et montre que, si les relations entre les deux peuples se sont développées de façon constante depuis 1855, cela s'est fait en dehors de toute initiative politique.



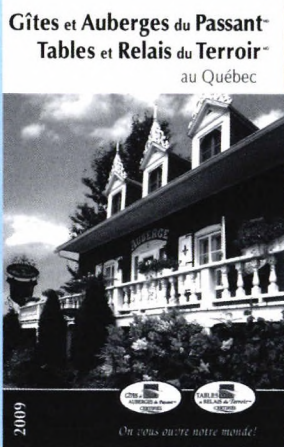
Françoise Deroey-Pineau
Marie de l'Incarnation
Femme d'affaires, mystique et mère de la Nouvelle-France
Marie de l'Incarnation. Femme d'affaires, mystique et mère de la Nouvelle-France, Françoise Deroey-Pineau, éditions B.Q., 2008, 340 p., broché, 12,50€
Voici le récit d'une des femmes les plus fascinantes de l'histoire des Amériques. Cette biographie de Marie de l'Incarnation trace le portrait d'une femme exceptionnelle qui a contribué à l'exploration et à la construction du Nouveau Monde.



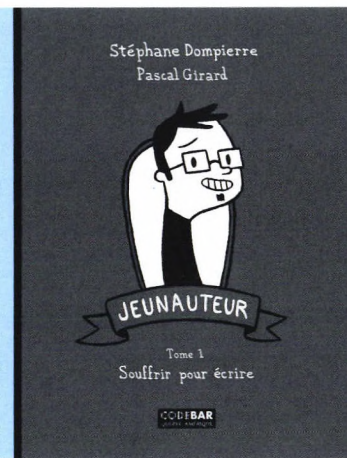
Vitomir Ahtik
LA PORTE DU NORD
La porte du nord, Vitomir Ahtik, éditions de la Pleine Lune, 2008, broché, 174 p., 21.30€
Un inconnu vient chercher refuge dans une petite ville minière du Nord. Dès son arrivée, il apprend que les trois mines dont on lui a parlé sont fermées. Les habitants restés dans ces lieux isolés s'interrogent sur les motifs réels de sa venue. Très vite, il fera face à leur hostilité et se verra entraîné dans une dangereuse affaire de contrebande.



La Poussière du temps, Michel David, éditions Hurtubise HMH, 2008, broché, collection Compact, série de 4 tomes, 14,00€ chaque
La fameuse série de Michel David enfin en compact ! Un voyage à travers le temps et de vivre l'évolution des protagonistes, sur une période s'étalant des années quarante aux années quatre-vingt-dix.



Gîtes et Auberges du Passant Tables et Relais du Terroir au Québec
Collectif, éditions Ulysse, 2009, broché, 200 p., 19,99€
LE guide complet du logement chez l'habitant au Québec. Il comporte la description de près de 600 adresses, toutes certifiées par la Fédération des Agricotours du Québec, ainsi que des informations sur les différentes régions et sur les tables et relais du terroir.



Jeunauteur T01 Souffrir pour écrire, Stéphane Dompierre et Pascal Girard, éditions Québec Amérique, 2008, broché, 14,50€
Jeunauteur découvre l'ordinateur et aussitôt, il entreprend l'écriture d'un roman. Mais, avant d'en arriver là, il devra affronter l'accueil plutôt froid de sa douce moitié, le doute, le manque d'inspiration, les virus...

Retrouvez tous ces livres à la Librairie du Québec, 30 rue Gay Lussac, Paris 5^e

Tél : 01 43 54 49 02 ou www.librairieduquebec.fr

Bus 21, 27, 38, 84, 89, 85, 95 - M^o Cluny la Sorbonne - RER B Luxembourg



**62^e session
de la commission permanente
de coopération franco-québécoise**

Ce cahier spécial est une collaboration de :

France
Québec
MAGAZINE

LE MAGAZINE
QUÉBEC FRANCE

Cahier spécial : La 62^e session de la Commission permanente de coopération franco-québécoise.

Sommaire

| | |
|--|-------|
| L'histoire de la CPCFQ | 2 |
| Le bénévolat au cœur de la coopération franco québécoise | 3 |
| L'atelier sur le développement durable et l'environnement | 4 |
| L'atelier sur les associations France-Québec et Québec-France | 5 |
| Ce qui a été dit à la 62 ^e CPCFQ | 6-9 |
| Le procès-verbal officiel | 10-11 |
| Des exemples de coopération | 12-13 |
| Les projets retenus 2009-2010 | 13 |
| Entrevue avec la directrice Amériques du ministère français des Affaires étrangères et européennes | 14 |
| Entrevue avec le directeur France du ministère québécois des Relations Internationales | 15 |
| Tous les sigles de la Coopération franco-québécoise | 16 |

Réalisation

France-Québec Magazine

Directeur de la publication : Georges Poirier

Québec-France Magazine

Directrice de la publication : Réjeanne Lamothe

Rédaction : Réjeanne Lamothe, Etienne Morissette, Georges Poirier, Jean-Philippe Tremblay

Photos : Rédaction, sauf mentions spéciales

Mise en page : Imprimerie Madiot, 53940 Laval, FRANCE

Association France-Québec

24, rue Modigliani, 75015 Paris
Tél. : 01 45 54 35 37 • Téléc. : 01 45 57 69 44
fq_accueil@francequebec.fr
<http://www.francequebec.fr>

Association Québec-France

9, place Royale, Québec (QC), G1K 4G2
Tél. : 418 643-1616 • Téléc. : 418 643-3053
revue@quebecfrance.qc.ca
<http://www.quebecfrance.qc.ca>

44 ans de concertation et de coordination



Lors de la 60^e session, en mars 2005 à Paris, présidée par Philippe Etienne et Denis Bédard.

Principal instrument de coordination des activités de coopération entre les deux gouvernements et leurs partenaires, la Commission permanente de coopération franco-québécoise est issue de la première entente signée le 27 février 1965 entre les ministres de l'Éducation des deux pays. Côté français, le ministre de l'Éducation nationale était Christian Fouchet. Côté québécois, il s'appelait Paul Gérin-Lajoie, à la tête du tout nouveau ministère de l'Éducation du Québec, créé en 1964 et un des symboles de la formation d'un État dans la mouvance de la Révolution tranquille. Cette entente directe symbolise aussi ce qu'on appelle toujours au Québec la « doctrine Gérin-Lajoie », à savoir « le prolongement international des compétences provinciales ». Autrement dit, pas besoin de passer par Ottawa pour conclure des ententes internationales. Tous les gouvernements québécois appliquent cette doctrine. Et la France est attachée à cette relation « directe et privilégiée ».

L'accord de 1965 visait à favoriser l'échange de professeurs et de chercheurs universitaires, le perfectionnement des enseignants, l'élaboration de programmes scolaires et d'enseignement technique ainsi qu'une plus grande mobilité. C'est ainsi qu'il y eut la grande vague de milliers de coopérants français, les premiers appariements entre écoles, etc. Cette entente a aussi donné naissance à une institution, la Commission permanente de coopération franco-québécoise (CPCFQ).

La coopération s'élargissant et se diversifiant, la Commission est devenue le creuset de toutes les collaborations dans les domaines social, culturel, scientifique et technique. Pas moins d'une demi-douzaine de ministères, tant français que québécois, participent d'ailleurs aujourd'hui à la CPCFQ, plus tous les organismes opérateurs de la relation franco-québécoise. Et si la Commission vient de tenir sa 62^e session, il y a une raison : au début de la coopération, elle tenait deux sessions par an, une en France et l'autre au Québec. Puis la Commission est passée à un rythme annuel, en alternance dans les deux pays, s'appuyant sur les « relevés de décisions » signés lors des rencontres alternées des Premiers ministres. Depuis quelques années, elle ne se réunit plus que tous les deux ans, avec entre deux un comité technique. La veille de la session, des ateliers thématiques sont aussi organisés.

La CPCFQ est traditionnellement co-présidée par un haut directeur du ministère français des Affaires étrangères et le sous-ministre du ministère des Relations internationales du Québec. La séance plénière formalise un gros travail en amont pour fixer la feuille de route et harmoniser priorités et moyens. Il n'est pas rare que certains points du procès-verbal soient diplomatiquement négociés jusqu'à la dernière minute. La langue commune et les valeurs partagées facilitent l'entente.

Photo de couverture : Christian Masset et Alain Cloutier, les co-présidents de la 62^e CPCFQ après la signature du procès-verbal.

Le bénévolat au cœur de la relation franco-québécoise

Le bénévolat et le militantisme des adhérents des Associations France-Québec et Québec-France est toujours au cœur de la relation franco-québécoise. Plus que jamais. Cette dimension citoyenne a été mise en exergue lors de la 62^e session de la Commission permanente de coopération franco-québécoise, qui s'est tenue à Paris début mars.

« *Merci de ce travail bénévole de vos milliers de membres entre nos deux pays* ». Ce message a été livré et fortement souligné aux représentants du réseau Québec-France et France-Québec, en présence des délégations française et québécoise, lors du déjeuner offert au Quai d'Orsay par le ministère français des Affaires étrangères et européennes.

Une vision partagée

Le bénévolat, c'est notre socle, l'engagement citoyen notre identité, la solidarité franco-québécoise notre raison d'être. C'est ainsi que nous voulons partager ce que nos deux sociétés ont de meilleur. C'est fort de ce bénévolat de gens passionnés que nos deux associations ont décliné leur vision partagée en cibles stratégiques conjointes. Le groupe de travail annoncé par la Commission pour s'assurer de la mise en œuvre des plans stratégiques et d'action des associations et identifier les moyens nécessaires à sa réalisation, dans le respect du principe de la participation croisée des gouvernements au financement des deux associations, doit démarrer ses travaux sous peu.

Une action pérennisée

Ce cahier spécial sur la 62^e CPCFQ est une occasion de saluer le formidable travail de nos partenaires de la coopération franco-québécoise, la diversité des actions engagées, une façon aussi pour nous de leur dire que nous sommes là à leurs côtés, fiers, et que nous travaillons à être la dimension pérenne de leurs engagements. Quant les projets de coopération seront terminés, que les missions auront été menées à terme, que les séminaires, colloques, articles de recherche auront inscrit leurs mots de la fin, nous serons là pour accueillir ces partenaires au sein d'une force bénévole sans équivalent. Chacun apporte sa pierre. Ainsi de nouveaux regards croisés pourront émerger, ils trouveront leur place dans la mission de notre réseau associatif.

Un mécanisme expliqué

Par ce cahier thématique sur la CPCFQ, nous voulons aussi expliquer à ceux qui n'y étaient pas, mais qui sont intéressés par



Au quai d'Orsay, avec les co-présidents de la CPCFQ, Christian Masset (France) et Alain Cloutier (Québec).

la relation franco-québécoise, ce qu'est une Commission, quelle est sa place dans la relation franco-québécoise, comment elle se déroule, quelles traces elle laisse. Leur présenter aussi quelques projets qui ont marqué la programmation adoptée lors de la 61^e CPCFQ, ainsi que ceux retenus pour le prochain biennium.

Une diffusion assurée

Ce cahier, nous vous invitons à le parcourir, à le garder bien en vue comme un cahier référence. Il pourrait être aussi, si nos partenaires financiers y consentent, devenir une nouvelle façon de réunir les principaux textes officiels de la Commission, d'expliquer les grandes thématiques de la coopération et d'en favoriser la diffusion parmi la population. Nous sommes parvenus à développer un magazine réseau diffusé à la grandeur des territoires du Québec et de la France ; il nous semble que cet apport est une contribution importante à la relation franco-québécoise.

Le réseau France-Québec et Québec-France a présenté, lors de l'atelier précédent la Commission, sa vision d'avenir. Celle-ci est riche en perspectives. Si nous retrouvons des moyens nécessaires à notre action, nous pourrions continuer à assurer une contribution fructueuse et citoyenne à la relation franco-québécoise pour les années à venir.

Bonne lecture.

Marie-Agnès CASTILLON,
présidente de l'Association France-Québec
Pierre PROVOST,
président de l'Association Québec-France



Un atelier sur l'environnement et le développement durable

La 62^e session de la Commission permanente de coopération franco-québécoise (CPCFQ) a été précédée d'ateliers thématiques portant sur des enjeux importants ou émergents de la coopération franco-québécoise. Pour cette session 2009, tandis que se tenait un atelier sur le réseau des Associations France-Québec et Québec-France, un autre a porté spécifiquement sur le développement durable et l'environnement.

Le coprésident québécois de cet atelier était Charles Larochelle, sous-ministre adjoint aux changements climatiques et aux affaires institutionnelles, au ministère québécois du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (MDDEP). La coprésidence française était assurée par Catherine Larrieu, chef de la Délégation au Développement durable au Commissariat général au Développement durable (MEEDDAT).



Charles Larochelle, sous-ministre adjoint aux changements climatiques et aux affaires institutionnelles, au ministère québécois du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs (MDDEP).

En toile de fond à ces échanges, il faut rappeler la volonté des Premiers ministres français et québécois exprimée au terme de leur rencontre du 4 juillet 2008, lors du 400^e anniversaire de la ville de Québec. À cette occasion, MM. Fillion et Charest avaient en effet résolu de développer et renforcer un axe de coopération en matière de développement durable et d'environnement, vu « l'importance majeure des enjeux reliés au développement durable, à la protection de l'environnement ainsi qu'à la lutte aux changements climatiques ». Ils

ont demandé aux ministères concernés d'établir un Groupe de travail franco-québécois chargé de proposer les meilleures options à cet effet et de favoriser des projets, notamment en matière d'indicateurs de développement durable, d'instruments économiques de l'environnement, de technologies vertes liées aux matières résiduelles, d'analyse des risques technologiques.

De grands enjeux communs

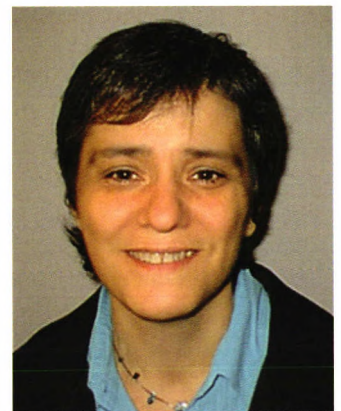
L'atelier a permis un tour d'horizon des grandes questions de l'heure. Le réchauffement climatique, le maintien de la biodiversité ou encore, la recherche de modes de production et de consommation respectant l'environnement humain ou naturel font partie des grands enjeux planétaires qui sont communs à la France et au Québec. Ces enjeux nécessitent naturellement la recherche des meilleures politiques publiques pour y faire face. Les approches dans ces domaines peuvent se ressembler des deux cotés de l'Atlantique. Par contre, elles peuvent aussi différer en raison des particularités géographiques ou des contextes politique et économique propres à l'Europe et à l'Amérique du Nord. Il n'en reste pas moins que, le plus souvent, des questions de même ordre se posent en France et au Québec quant au développement de la connaissance, de la promotion des actions responsables, ou encore des choix de politiques publiques et des engagements nécessaires à la mise en œuvre concrète du développement durable.

Pratiquement, la France et le Québec ont tous les deux entrepris de grands chantiers dans le domaine de l'environnement et du développement durable. En France, il a naturellement été question du « Grenelle de l'environnement », de la nouvelle Stratégie nationale du développement durable et d'autres initiatives du ministère français de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable et de l'Aménagement du territoire (MEEDDAT). Le Québec, quant à lui, s'est engagé dans plusieurs plans gouvernementaux ambitieux, notamment le Plan d'action 2006-2012 sur les changements climatiques ainsi que la Stratégie gouvernementale de développement durable 2008-2013. Les efforts, menés par le ministère québécois pour conduire à la fois des objectifs de conservation de l'environnement

et de mise en œuvre du développement durable, concernent non seulement l'appareil gouvernemental mais aussi l'ensemble de la société québécoise.

Mise en place officielle du groupe de travail franco-québécois

Les experts réunis ont fait le bilan des projets de coopération en cours et à développer et les coprésidents ont profité de l'occasion pour annoncer la mise en place officielle du Groupe de travail franco-québécois sur le développement durable et l'environnement. Ce dernier sera de haut niveau et sera coprésidé par un représentant du MDDEP et un représentant du MEEDDAT afin de lui procurer un ancrage institutionnel traduisant l'importance accordée à cet enjeu par les deux gouvernements. Les coprésidents ont aussi recommandé que le Groupe de travail explore, dans la prochaine année, de nouveaux thèmes de coopération potentiels permettant aux deux parties de traiter d'un enjeu commun qui puisse être porté par les autorités politiques françaises et québécoises au niveau national et international. La prochaine réunion formelle du Groupe de travail sera tenue à Québec en 2010 pour faire le bilan des actions menées mais, aussi, pour explorer et mettre à jour les champs de coopération les plus profitables pour les deux parties. ●



Catherine Larrieu, chef de la Délégation au Développement Durable au Commissariat général au Développement Durable (MEEDDAT : Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable et de l'Aménagement du territoire)



Frédéric Lefret (OFQJ), Christian Deslauriers (MRI), Bernard Regnauld-Fabre (MAE), Chantale Morin (MRI).



Jean Fortin (DGQ), Diane Gagnon (MEQ), Réjeanne Lamothe et Pierre Provost (AQF), Marie-Agnès Castillon et Georges Poirier (AFQ).

Un atelier sur les associations

Pour la première fois, la Commission permanente franco-québécoise a été précédée d'un atelier consacré aux associations France-Québec et Québec-France. Étaient présents côté français des représentants du ministère des Affaires étrangères et européennes, du ministère de l'Éducation nationale, du Consulat général de France à Québec, de l'OFQJ Paris ainsi que plusieurs membres du bureau de France-Québec et côté québécois des représentants du ministère des Relations internationales, du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, de la Délégation générale du Québec à Paris, de l'OFQJ Montréal, de l'Université Laval ainsi que le président et la directrice de Québec-France.

« Nous apprécions énormément votre travail, remarquable, » déclare d'emblée Bernard Regnauld-Fabre, sous-directeur Amérique du Nord au Quai d'Orsay. Il rappelle aussi que l'atelier a pour tâche de nourrir des recommandations et que l'époque est « d'aller d'une logique de subventions à une logique de projets ». Christian Deslauriers, directeur France au MRI, souligne « l'importance de l'implication des associations dans le 400^e de Québec », insiste sur « le travail en réseau » et tient à en faire « mention » pour les magazines.

« Une vision partagée, une mission actualisée », tel est l'axe de la présentation commune de France-Québec et Québec-France. Après une illustration des actions menées ensemble et de part et d'autre de l'Atlantique, les deux présidents, Marie-Agnès Castillon et Pierre Provost, ont présenté l'énoncé de mission et la prospective 2009-2013. Celle-ci comporte cinq cibles stratégiques et vingt-cinq orientations (voir sur les sites Internet). Les « conditions du succès » reposent sur l'engagement bénévole du réseau

mais aussi sur des moyens. Or France-Québec n'a plus de directeur mis à disposition, Québec-France a dû suspendre des activités après restrictions de budgets et de ressources humaines.

« La passion des bénévoles »

« Nous faisons notre possible, il n'y a pas de solution toute trouvée, nous cherchons des pistes », répond Bernard Regnauld-Fabre en ouvrant le débat. Stéphane Catta, conseiller de coopération et d'action culturelle au Consulat, rappelle les compressions : « une enveloppe de coopération en baisse de 15% - on a appliqué la même proportion - et cette année on nous demande de rendre cinq emplois temps plein, comment recréer les deux emplois de coordinateurs ? ». Il insiste sur les mots de « diversification » et « mutualisation ». Frédéric Lefret, secrétaire général de l'OFQJ, est « prêt à voir une mutualisation plus importante ». Marc Rolland, sous-directeur international au ministère de l'Éducation nationale, évoque les « difficultés aujourd'hui » des détachements avec les nouvelles règles budgétaires. François Croquette, attaché culturel au Consulat,

estime que « ce qui était valable il y a 40 ans ne l'est plus » et que « la logique de projets est le seul moyen de maintenir la pérennité ».

Anne Bernard, première conseillère politique à la DGQP, souligne « l'engagement personnel » du Délégué général afin que le poste de directeur de France-Québec soit comblé : « L'association est l'incarnation de la relation franco-québécoise auprès de la société civile ». Jean Fortin, premier conseiller de coopération, relève « la passion, remarquable, de ces bénévoles », les « félicite pour leur présentation » : « Nous croyons à ce que vous faites et nous tenons à vous appuyer dans votre action ». Christian Deslauriers ajoute : « C'est, pour notre gouvernement, un atout ».

La part des frais de fonctionnement dans un projet et les nouvelles dispositions du Canada pour les stages sont aussi évoqués. A propos de ces dernières, des interventions ministérielles ont été faites.

Marie-Agnès Castillon apprécie « l'importance de ce qui a été dit et entendu ». Pierre Provost espère « pour mobiliser plus la base que les botines suivent les babines ». ●

Les recommandations

A la suite de l'atelier, les représentants gouvernementaux :

- remercient les associations pour le plan stratégique 2009-2013 et le plan d'action 2009-2010 qu'elles ont présentés ;
- prennent acte des propositions soumises dans ces plans ;
- prennent note des préoccupations exprimées par les associations quant aux ressources financières et humaines nécessaires à la mise en œuvre de ces plans ;
- s'engagent à les prendre en considération dans toute la mesure du possible.

A cet effet, ils recommandent la création d'un groupe de travail bilatéral gouvernemental chargé de s'assurer de la mise en œuvre des plans stratégique et d'action, et d'identifier les moyens nécessaires à leur réalisation dans le respect du principe de la participation croisée des gouvernements au financement des deux associations.

« La modernité de la relation »

Autour de la longue table, dans les salons du Quai d'Orsay, les délégations française et québécoise se font face. De chaque côté siègent une vingtaine de représentants de sept ministères et dix responsables des « organismes du dispositif ».

En ouvrant cette 62^e session, le directeur général de la Direction générale de la Mondialisation, du développement et des partenariats du ministère des Affaires étrangères et européennes, évoque une « tradition très forte, empreinte de fraternité et de valeurs partagées ». Il ajoute : « Le monde en a besoin ; cette coopération franco-québécoise peut jouer un rôle d'éclaireur ». Il salue « l'implication de plus en plus forte des collectivités territoriales et des représentants de la société civile. C'est un élément essentiel qui scelle la modernité de cette relation ». A l'adresse des Québécois, Christian Masset précise : « Nous avons entrepris une réforme de l'Etat en suivant votre exemple ». Il appelle ensuite à « mettre en œuvre notre partenariat sur les grandes questions de société », à « faire vivre les modalités nouvelles de la coopération universitaire » et se félicite de « la montée en puissance de la coopération décentralisée ».

De son côté, Elisabeth Beton-Delègue, directrice des Amériques et des Caraïbes au MAE, se souvient des cérémonies autour du 400^e anniversaire de Québec. « C'est une opportunité, pas seulement un héritage. La dimension éminemment festive et citoyenne fût en diapason avec une identité des acquis et des atouts ». Elle constate qu'« au-delà de cette chaleur, nous nous comprenons vite ». Elle estime que l'entente sur la reconnaissance professionnelle « va changer la donne ». Quant à la coopération décentralisée, c'est « une première, un modèle reproductible ». Mais n'est-il pas naturel entre la France et le Québec « d'être un peu pionnier » ?

En saluant ses hôtes, Alain Cloutier, sous-ministre du ministère québécois des Relations internationales, souligne également la « fraternité » de la relation franco-québécoise et rappelle les « moments forts » du 400^e notamment les visites du



Christian Masset.



Alain Cloutier.

Premier ministre François Fillon et du chef de l'Etat Nicolas Sarkozy. « Dans son discours historique à l'Assemblée nationale, il a exprimé une conviction que nous partageons tous » (voir FQM n°146, page 14). Alain Cloutier poursuit : « 2008 a été une année d'exception, il faut alimenter l'élan donné par le 400^e avec une volonté d'innovation à la

clé ». Il cite, entre autres, la coopération décentralisée, l'entente professionnelle, une « nouvelle coopération universitaire souple et interactive »... Présentant le développement durable comme un « axe émergent de notre coopération », il exprime le « vœu de le porter ensemble sur la scène internationale ». Il évoque également le domaine de la santé avec « une récolte de projets abondante » ou encore la culture et ses « projets phares ». Il remercie les organismes qui « enrichissent » la coopération franco-québécoise, en particulier les associations « dignes d'éloges », souhaitant que « les engagements soient maintenus au niveau tant en France qu'au Québec ». Une allusion aux suppressions de mises à disposition. Alain Cloutier a conclu son allocution en disant son admiration devant « l'extraordinaire panorama » de la relation franco-québécoise.

OFQ :

« Un vrai passeport pour l'emploi »

Cette 62^e session de la CPCFQ s'est poursuivie par les rapports des organismes franco-québécois. Premier en scène, l'Office franco-québécois pour la jeunesse qui est sorti du face à face bilatéral pour présenter un duo avec Frédéric Lefret, secrétaire général pour la France, et Alfred Pilon, secrétaire général pour le Québec. Ils se sont appuyés sur des témoignages enregistrés de participants pour décrire « une relation directe et privilégiée dans un nouvel espace international ».

Internationalisation, mobilité professionnelle et mutualisation sont les maîtres mots de l'OFQ aujourd'hui. « Nous multiplions par trois nos programmes pour les demandeurs d'emploi », remarque Alfred Pilon pour qui le passage par l'OFQ doit être « un vrai passeport pour l'emploi ». Il insiste sur le développement durable et responsable : « Maintenant tout se fait en ligne, le jeune reçoit une clé USB ». Il y a aussi la « transversalité des pratiques » avec le regroupement des offices pour la jeunesse au Québec (LOJIQ) et la diversification du financement en faisant appel à plusieurs ministères et à des partenaires privés (comme à Montréal avec des éditions spéciales du quotidien Metro).

Frédéric Lefret fait état de 7000 participants sur deux ans, plutôt des 18-24 ans. Les deux « axes » entrepreneuriat et employabilité représentent 55% de l'activité de l'Office. A l'occasion du 400^e, pas



moins de 3500 anciens « ofqjiens » ont répondu à l'appel. Il y a « vraiment une génération OFQJ », conclut-il, sous les applaudissements. Alain Cloutier tient à « saluer le travail remarquable ».

**AFQ et AQF :
« Un réseau indispensable »**

Nouveau duo avec le rapport conjoint des associations France-Québec et Québec-France : « Une vision partagée, une mission actualisée ». Marie-Agnès Castillon, présidente de l'AFQ, et Pierre Provost, président de l'AQF, présentent une synthèse du bilan d'activités et du plan stratégique détaillés la veille en atelier. « Le réseau unique de plus de 80 régionales en France et au Québec représente une force pertinente sur les deux territoires et n'a pas d'équivalent », souligne Pierre Provost. Marie-

Agnès Castillon décrit « l'approche par projets et par résultats » avec le partenariat IRTS-Centres jeunesse, Francovilles, les prix littéraires, les cahiers communs des magazines... « Nous avons la volonté de partager ce que nos deux sociétés ont de meilleur ». « Les bénévoles ne ménagent ni leur temps ni leur contribution financière », ajoute Pierre Provost mais « l'implication des partenaires publics est aussi une condition essentielle du succès ». Certaines coupures rendent le réseau « vulnérable ».

« Merci pour votre engagement et votre vision stratégique », commente Christian Masset. « Le réseau est indispensable pour notre coopération. Il y a malheureusement des problèmes financiers généraux » Il dit être sur « la voie d'une solution » pour le poste de directeur à France-Québec ;

pour les volontaires internationaux à Québec-France « c'est plus compliqué, on y travaille ». Alain Cloutier rappelle que c'est « une priorité de nos Premiers ministres », un dossier « à regarder rapidement » d'autant que « nos amis américains envient notre modèle ».

**GFQCE :
« Une participation du secteur privé »**

Troisième rapport, celui du Groupe franco-québécois de coopération économique (GFQCE). Hugo Hanne, chef du bureau Amériques à la Direction générale du Trésor et de la politique économique au ministère français de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi, recense les grands événements de 2008 (Symposium des créneaux d'excellence et



Alfred Pilon et Frédéric Lefret.

Marie-Agnès Castillon et Pierre Provost.





Hugo Hanne.

des pôles de compétitivité, Futurallia, rendez-vous aéronautique, Expo-Québec...). Il convient de « continuer les partenariats » techniques et industriels avec le concours d'Ubifrance et d'Oseo. Il y a aussi des « secteurs prioritaires » comme l'environnement et la sécurité informatique. Surtout, le GFQCE, qui a tenu sa 31^e réunion à Québec, devrait « évoluer avec une participation du secteur privé ». Cette ouverture au monde de l'entreprise se traduira par le lancement d'un club franco-québécois de l'entreprise.

Quant à l'entente professionnelle, « cela avance pour neuf métiers ». Les VIE (Volontaires internationaux en entreprise) étaient 80 au Québec en 2008 : « Il faut aller vers une centaine car il y a un fort potentiel ».

Jacques Gagnon, premier conseiller aux affaires économiques et commerciales à la Délégation générale du Québec à Paris, reconnaît que les VIE c'est « un beau programme : on voudrait au Québec en traiter un similaire. Cela serait très aidant ».



Jacques Gagnon.

Il estime aussi que « ceux qui ont fait leurs études au Québec constituent un formidable réseau d'appui ». Pour Alain Cloutier, « nous pouvons nous féliciter d'avoir inclus ce rapport dans la Commission permanente ».

CFQLMC : « Un projet d'itinéraires mémoriels »

La Commission franco-québécoise sur les lieux de mémoire communs (CFQLMC) s'appuie, elle, sur « les racines communes de nos deux peuples », explique l'ancien ministre Pierre-André Wiltzer, coprésident français. « Le réinvestissement dans le patrimoine est un atout pour participer au monde d'aujourd'hui et de demain ». La Commission a « trois domaines d'action : connaître, faire connaître et mettre en valeur ». Ceci dit, rappelle Pierre-



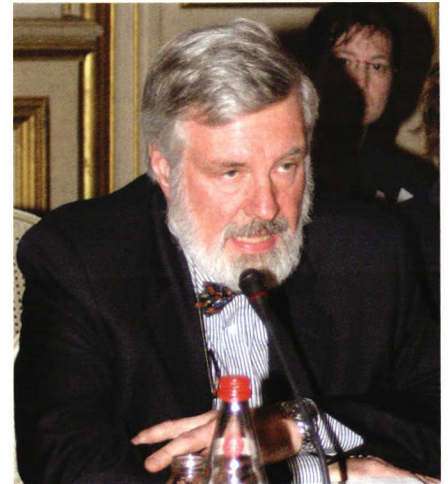
Pierre-André Wiltzer.

André Wiltzer, « ce n'est pas un société savante mais un centre d'impulsion qui réunit les idées et les compétences », avec « des partenaires très importants comme les associations France-Québec et Québec-France ». Il y a ainsi tout un réseau dans les milieux universitaires, institutionnels, généalogiques, archivistes, muséaux... « Nous n'avons pas les moyens d'être opérateurs mais de coordonner des projets », précise le coprésident français.

Parmi les réalisations, l'inventaire des lieux de mémoire initié en Poitou-Charentes, avec un ouvrage de référence ; un travail « plus grand public » et un projet de douze livres grâce à un « partenariat tout à fait remarquable avec France-Québec et un travail colossal qui a mobilisé de nombreux membres » ; l'Encyclopédie de l'Amérique française qui est « un grand projet scientifique diffusé sur Internet » avec Marcel Masse comme initiateur...

Coprésident québécois, André Dorval insiste sur

« l'objectif de diffusion » avec les rendez-vous de l'histoire de Blois, des conférences croisées, le bulletin électronique « Mémoires vives » avec 18 000



André Dorval.

inscrits, un répertoire de personnes ressources, un cahier du « Devoir », un partenaire « assidu » qu'est France-Québec magazine, des plaques commémoratives... « Le plan de travail de commémorations est assez chargé », note-il. Exemple : une prochaine publication et un colloque sur les 150 ans du Consulat général de France au Québec. Il y a aussi « un projet pilote d'itinéraires mémoriels ». Ce tourisme culturel fait de la Commission « un acteur du développement durable ». Les coprésidents de la Commission permanente ont salué ce « travail important ».

CFQCU : « Une mine incroyable de partenariats »

La coopération universitaire franco-québécoise a changé de nom. L'ex-CCIFQ a laissé place en 2008 au CFQCU, « une structure plus flexible », selon Marc Gontard, son coprésident français, par ailleurs président de l'Université Rennes 2. La mission est de favoriser les échanges et de répondre aux besoins de l'enseignement supérieur. Le CFQCU a été officiellement constitué en septembre 2008. Ce fut l'occasion d'une « rencontre remarquable » à l'Université Laval, un « moment fort avec 80 universités présentes ». Il est convenu d'établir « des partenariats stratégiques vers l'excellence, sur des projets conjoints de haut niveau ».

Le premier appel à projets a été fructueux : 108 propositions de recherches reçues. « Une mine incroyable de partenariats à développer », se réjouit le coprésident québécois Edwin Bourget qui est vice-recteur à la recherche et à la création à l'Université Laval. Mais le CFQCU ne pourra répondre à



Marc Gontard.

tous. Un processus d'évaluation des projets est en cours. Trente projets seront retenus pour la phase 2 et au final une dizaine de projets seront financés. « Un taux très faible sur 108 mais cela a permis de vérifier la vitalité des relations universitaires franco-québécoises. Il y a une grande mobilisation et un besoin des établissements. C'est un germe intéressant à faire évoluer, vers des partenariats d'envergure avec des groupes de laboratoires ».



Edwin Bourget.

Marc Gontard annonce qu'un second concours sera lancé fin septembre 2009, après une seconde rencontre les 25 et 26 juin à Rennes. Il se félicite de la « pertinence du nouvel organisme qui répond aux besoins » et souhaite des contacts avec le groupe économique. « C'est un changement d'échelle », estime Christian Masset. Certes « le taux de 10% est de nature à décourager ». Il suggère de voir s'il y a « quelque chose à faire avec les pôles de compétitivité ». Alain Cloutier se dit « impressionné par

le dynamisme de ce dossier prometteur ».

Après ces rapports des organismes (le CAPFQ étant absent), Bernard Regnauld-Fabre, sous-directeur Amérique du Nord au MAE, a donné lecture des « recommandations » de l'atelier consacré aux associations (lire page V). Christian Masset parle de « moyens croisés », Alain Cloutier d'un « dossier important ». Charles Larochelle, sous-ministre adjoint au ministère québécois du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, lit ensuite les « recommandations » de l'atelier développement durable (lire page IV). Christian Masset évoque « un rôle d'avant-garde », « à discuter avec nos voisins », ajoute Alain Cloutier.

FFQCD : « Un outil pour de nouvelles pratiques »

Le Fonds franco-québécois pour la coopération décentralisée a été le dernier sujet abordé lors de cette 62^e session de la CPCFQ. Martine Zejgman, adjointe au Délégué pour l'action extérieure des collectivités locales (MAE) en rappelle la naissance en 2005 et la décision des Premiers ministres en 2008 de doubler la dotation (200 000 euros pour chaque partie d'ici 2010). Le bilan évaluatif conjoint sur les trois premières années montre que seize projets ont été financés. Une centaine de partenaires régionaux et d'organismes différents ont été mobilisés. Cela concerne aussi bien l'éco-industrie que les arts plastiques ou la commercialisation des produits de la mer. « C'est un outil d'exploration de nouveaux champs de travail, de développement de nouvelles pratiques en fédérant initiatives et acteurs », constate Martine Zejgman

A la suite des III^e Ateliers franco-québécois de la coopération décentralisée, l'automne dernier à Québec, les recommandations des élus ont été prises en compte pour l'appel à projets en cours.



Martine Zejgman.

Notamment l'allongement de la durée de réalisation du projet ou la possibilité d'associer une seule collectivité de part et d'autre. Néanmoins la priorité ira aux projets de deux collectivités de deux



Jean Fortin.

régions en France et au Québec. L'aspect novateur des thématiques fait également partie des critères d'éligibilité. Jean Fortin, premier conseiller à la coopération à la Délégation générale du Québec à Paris, mentionne que la gestion du Fonds est confiée au Consulat général de France et au ministère québécois des Affaires municipales. Un « effort d'information » est à faire au sein des associations de collectivités territoriales et le quatrième rendez-vous, sous le nouveau nom d'Assises, aura lieu à Lyon en 2010.

« Un exemple pour le reste du monde »

En conclusion, Christian Masset se dit « frappé par la profondeur et l'extraordinaire vitalité de notre relation franco-québécoise. Le 400^e a été un moment fondateur. Le rôle de la Commission permanente est de veiller à ne pas perdre l'élan, à assurer le suivi. Il y a de nouvelles initiatives comme le développement durable avec un rôle d'impulsion et de suivi essentiel. L'entente sur les qualifications professionnelles est quelque chose de très structurant. Cette coopération, un grand massif qui bourgeoine, est un exemple pour le reste du monde ».

Alain Cloutier, de son côté, se réjouit de « la communion d'idées et de mots choisis, de l'immense richesse et de la profondeur des projets. Le dossier sur les qualifications professionnelles est prioritaire. Nous nous félicitons du travail fait. J'avoue être

Le procès-verbal officiel

La 62^e session de la Commission permanente de coopération franco-québécoise (CPCFQ) s'est tenue à Paris le 4 mars 2009, sous la présidence d'Alain Cloutier, Sous-ministre au ministère des Relations internationales du Québec et de Christian Masset, Directeur des Affaires économiques et financières, préfigureur de la Direction générale de la Mondialisation, du Développement et des Partenariats au ministère des Affaires étrangères et européennes de la République française.

Les présidents réaffirment leur profond attachement à la relation directe et privilégiée entre le Québec et la France, fondée sur la fraternité entre les deux peuples comme l'ont rappelé :

- le Président de la République française devant l'Assemblée Nationale, le 17 octobre, lors de sa visite à Québec, au cours de laquelle a été signée une entente sans précédent entre la France et le Québec en matière de reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles ;
- les Premiers ministres lors de leur rencontre alternée du 4 juillet 2008.

Les Premiers ministres ont fixé, lors de cette rencontre, trois axes directeurs à la coopération franco-québécoise pour les prochaines années : construire un nouvel espace d'échanges et d'innovation ; garantir un développement responsable pour les générations futures ; approfondir notre partenariat sur les grands enjeux de société. Leur rencontre a donné lieu à la signature de seize déclarations, ententes intergouvernementales, accords et conventions.

Les présidents se réjouissent des nombreuses missions ministérielles entre le Québec et la France effectuées en 2007 et 2008. Elles ont été l'occasion de réaffirmer la force de cette relation, par ailleurs approfondie par l'essor continu de la coopération décentralisée.

La Commission permanente a pris acte des recommandations issues des deux ateliers : « Associations Québec-France et France-Québec » et « Développement durable et Environnement » qui se sont tenus le 3 mars 2009 à Paris.

I – Le bilan des années 2007 et 2008 : une très forte mobilisation dans le cadre des célébrations du 400^e anniversaire de la ville de Québec

Lors de son allocution historique du 17 octobre 2008, le Président de la République française a indiqué que le 400^e de la ville de Québec a été un « succès éclatant ». Les actions initiées dans le cadre de la CPCFQ ont notablement contribué aux événements de 2008.

Dans le **domaine économique**, quatre événements

majeurs, constituant autant de tremplins pour de nouveaux partenariats, ont été soutenus par la 61^e CPCFQ :

- la convention internationale d'affaires des industries aéronautiques et spatiales AéroMart, en avril 2008, avec une participation de 450 entreprises dont 70 françaises ;
- le Symposium sur les Créneaux d'excellence québécois et les Pôles de compétitivité français, en mai 2008, sur les thèmes de l'aéronautique, la santé et les biotechnologies, l'environnement et le développement durable, le transport terrestre avancé, et les sciences et technologies de la mer (200 participants, 20 pôles français, 9 ententes signées sur plus de 70 projets et pistes de collaborations) ;
- le mondial des PME Futurallia en mai 2008, avec une participation record de 1300 inscrits, dont 200 Français, pour 9000 rendez-vous d'affaires ;
- la mise à l'honneur de la France lors de la plus grande foire de l'Est du Canada, Expo-Québec, en août 2008.

Dans le **domaine culturel**, le 400^e anniversaire a été l'occasion d'échanges de haut niveau. Citons par exemple l'accueil au Québec des Grands Ballets de Lorraine, des solistes de Lyon, du spectacle de cirque « Secret », la circulation sur les deux territoires d'une exposition d'artistes québécois et français issue du Fonds national d'art contemporain et la présentation à Reims d'une exposition de 17 jeunes plasticiens du Québec. Par ailleurs, plusieurs projets de coopération dans différents secteurs de la culture ont été réalisés en adéquation avec les priorités énoncées.

L'Office franco-québécois pour la jeunesse (OFQJ), qui a célébré en 2008 son quarantième anniversaire, demeure plus que jamais une pièce maîtresse du dispositif institutionnel de la relation franco-québécoise. Il a également contribué aux célébrations du 400^e anniversaire de Québec, notamment en organisant la venue au Québec d'un plateau de jeunes chanteurs.

En cette année d'exception, de nombreux événements dans le **domaine de la coopération institutionnelle** ont été soutenus tels que le colloque de la Confédération internationale des associations des anciens élèves de l'ENA organisé par l'Association québécoise (AQUAENA) ; le Colloque de l'Association internationale des Démographes de langue française ; l'inauguration du réseau international francophone de formation policière « FRANCOPOPOL » ; les 21^{es} Entretiens du Centre Jacques Cartier ; les 5^{èmes} Rencontres Champlain-Montaigne et les 3^{èmes} Ateliers franco-québécois de la coopération décentralisée. Lors de ces 3^{es} Ateliers, les élus québécois et français ont convenu d'actions concrètes à mener au cours des deux prochaines années dans les

domaines de l'innovation et du développement social, du développement durable, de la culture et de l'identité donnant ainsi une nouvelle impulsion à la relation franco-québécoise. Les premiers ministres ont en outre décidé de doubler le budget du Fonds franco-québécois pour la coopération décentralisée (FFQCD) pour le porter (à l'équivalent) de 100 000 € à 200 000 € pour chacune des parties d'ici à 2010, soit 150 000 € en 2009 et 200 000 € en 2010.

Outre les efforts investis par la CPCFQ dans la réussite du 400^e anniversaire, des résultats notables ont été atteints dans les secteurs clés de la recherche, de l'éducation et de l'enseignement supérieur ainsi que de la coopération technique.

Ainsi, l'appel à projets de recherche scientifique et technologique de la 61^e CPCFQ a conduit au financement de 17 des 65 projets proposés. La qualité scientifique et le potentiel de développement de ces projets sont remarquables. La création d'un laboratoire international associé sur les nanotechnologies entre le CNRS et l'Université de Sherbrooke en témoigne. L'ouverture européenne est également recherchée. Outre le Symposium sur les Créneaux d'excellence et les Pôles de compétitivité, les Rencontres technologiques sur l'aéronautique, en 2007, sont à mentionner. Dans le **domaine de l'enseignement supérieur**, le Conseil franco-québécois de coopération universitaire (CFQCU), instance d'orientation et de coordination, a remplacé le Centre de coopération interuniversitaire franco-québécoise (CCIFQ). La création du CFQCU, structure volontairement souple et légère, illustre la capacité de renouvellement des structures de pilotage de la coopération bilatérale. La mise en place du Conseil découle des recommandations du Groupe de travail constitué à l'issue de la 61^e session de la CPCFQ ; il a pour mission de favoriser la mobilité professorale et l'émergence de partenariats stratégiques en matière de recherche et d'enseignement. Un premier appel, lancé en novembre 2008, a suscité 108 propositions de projets. L'excellente mobilisation des établissements montre que le CFQCU répond aux besoins exprimés par les universités.

Par ailleurs, le programme de bourses de mobilité pour les doctorants inscrits en cotutelle de thèse franco-québécoise, désormais dénommé « programme Frontenac », demeure une priorité de la coopération universitaire bilatérale. La Chaire d'études de la France contemporaine et la Chaire d'études sur le Québec contemporain ont poursuivi leurs activités et ont vu la nomination de nouveaux titulaires.

Dans le **domaine de l'éducation**, un projet pilote d'échanges d'élèves du niveau secondaire entre le Québec et la France a été organisé en 2007-2008. La création d'un programme d'échanges d'enseignants



Christian Masset et Alain Cloutier, co-présidents de la 62^e CPCFQ, signent le procès-verbal.

du primaire est aussi à signaler.

Dans le domaine de la gouvernance et des échanges techniques, le secteur de la réforme administrative, des libertés publiques et de la sécurité a été l'un des plus dynamiques de cette coopération qui a connu une relance importante de ses actions en 2007. Les travaux du Comité franco-québécois de modernisation de l'État sont particulièrement à souligner, car ils ont permis des rencontres axées sur les changements structurels propres aux deux parties, sur la gouvernance et la coordination gouvernementale des ressources humaines et informationnelles.

Le Québec et la France ont poursuivi leur collaboration pour la promotion de la langue française et ont partagé leur expertise relative au suivi de l'évolution des pratiques linguistiques dans les entreprises.

II – Les orientations 2009 et 2010

Le succès des initiatives économiques bilatérales en 2008 a généré une ambitieuse feuille de route, dont les points saillants résident dans le lancement d'actions innovantes de partenariat comme :

- la tenue en France en 2010 de la seconde édition du Symposium des Pôles de compétitivité et des Créneaux d'excellence ;
- l'association du secteur privé au Groupe de coopération économique franco-québécois (GFQCE), par la création d'un club d'entreprises franco-québécois composé de grands groupes et de PME ;
- la création d'un programme québécois inspiré du Volontariat International en Entreprise (VIE) et l'augmentation des flux de travailleurs de part et d'autre.

En outre, la partie française a convié le Québec à titre d'invité d'honneur au Salon des entrepreneurs de Paris en février 2009.

L'appel à projets de recherche, dorénavant dénommé « programme Samuel de Champlain », s'est concentré sur les thématiques du Symposium 2008 et sur les priorités de coopération fixées par les premiers ministres. 54 projets ont été déposés ; 14 ont été retenus dont 8 ont le soutien d'un pôle de compétitivité ou d'un créneau d'excellence.

De plus, alors que les gouvernements québécois et français accordent une importance particulière au traitement et aux enjeux sociaux de la maladie d'Alzheimer, le Fonds de la recherche en santé du

Québec (FRSQ) associé aux Instituts de recherche en santé du Canada (IRSC), et, pour la France, l'Inserm ont signé le 4 juillet 2008, une entente de collaboration en recherche sur cette maladie. Un appel à projets scientifiques est financé au Québec par le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, le ministère de la Santé et des Services sociaux et le FRSQ, en partenariat avec les IRCS, et en France par l'Agence nationale de la recherche.

Les Premiers ministres ont résolu de développer et de renforcer un axe de coopération en matière de développement durable et d'environnement, compte tenu de l'importance majeure des enjeux reliés au développement durable, à la protection de l'environnement ainsi qu'à la lutte contre les changements climatiques. Les présidents se félicitent de la mise en place d'un Groupe de travail de haut niveau en matière de développement durable et d'environnement, dont la réunion de fondation s'est tenue dans le cadre des travaux de la 62^e session de la CPCFQ. Il œuvrera, entre autres, à la définition d'un enjeu commun à promouvoir sur la scène internationale.

Les prochains Ateliers, sous la nouvelle appellation d'Assises franco-québécoises de la coopération décentralisée, se tiendront dans la région Rhône-Alpes, à l'automne 2010. Les présidents se réjouissent de la vitalité de la coopération décentralisée qui devient l'un des vecteurs importants des échanges, tant économiques que sociaux ou culturels entre le Québec et la France.

En matière de santé, le Forum Pasteur-Sarrazin de mai 2009 sera consacré à la lutte contre le cancer et la fructueuse concertation bilatérale se poursuivra notamment en télémédecine et en santé de l'enfant.

En enseignement supérieur, le CFQCU procédera à de nouveaux appels à projets et préconisera, le cas échéant, le développement de nouvelles actions. Le transfert vers le CFQCU d'autres dispositifs de coopération universitaire sera mis à l'étude. Le programme Frontenac, en renforçant les partenariats et en contribuant au renouvellement des réseaux scientifiques, restera prioritaire.

Dans le domaine culturel, les priorités demeurent l'appui aux coproductions, souhaité par les premiers ministres, ainsi que la promotion de la relève, les pratiques émergentes, les nouvelles technologies et la médiation. En poursuivant ces orientations, le Québec

et la France travaillent ensemble pour identifier et soutenir des projets représentatifs de la modernité de nos sociétés. L'adaptation de « Jaz » de Koffi Kwahulé et surtout la présence dans le cadre de l'édition 2009 du Festival d'Avignon de nombreux artistes québécois autour de Wajdi Mouawad, artiste associé du Festival, illustreront cette volonté. La CPCFQ se félicite de la consécration que représente cet événement pour un artiste dont elle a accompagné la démarche depuis plusieurs années.

Les collaborations en matière de modernisation de l'État ont vocation à s'intensifier, principalement en lien avec l'amélioration de la qualité de service aux usagers et l'échange de meilleures pratiques. Une attention particulière sera portée à la mobilité, à la gestion des effectifs et à la formation continue et, dans cet esprit, le programme d'échanges de fonctionnaires mettra l'accent sur la relève et les défis actuels communs aux deux administrations publiques. Un nouveau formulaire de candidature à ce programme prend en compte la situation actuelle des administrations française et québécoise.

Les Premiers ministres ont reconnu en juillet 2008 « le remarquable travail d'animation de la relation franco-québécoise » des associations Québec-France et France-Québec. Les présidents de la commission permanente prennent note des démarches officielles effectuées par le Québec auprès du gouvernement français afin que ce dernier continue de mettre à la disposition de l'association France-Québec, de façon permanente, un fonctionnaire pour agir à titre de directeur administratif. Par ailleurs, la CPCFQ souhaite que l'association Québec-France puisse utiliser des dispositifs de l'OFQJ – section France, notamment celui visant à affecter au Québec des bénéficiaires de l'allocation chômage durant 12 mois.

Un partenariat avec le Centre de la francophonie des Amériques dont l'aménagement architectural de la partie publique a été offert par la France dans le cadre de la contribution française au 400^e anniversaire de la ville de Québec pourrait présenter une avenue nouvelle de coopération à explorer en accord avec notre action commune pour la Francophonie.

Les présidents concluent les travaux de la 62^e session de la CPCFQ en exprimant la volonté que se poursuive, dans un esprit d'innovation et de réciprocité, l'effort constant d'adaptation de la CPCFQ et des organismes du dispositif aux grands enjeux de notre temps.

Ils adoptent la programmation de la 62^e session de la CPCFQ, dont la liste des projets retenus. La 63^e session de la CPCFQ se tiendra à Québec en 2011.

LIA-LN2 : le premier laboratoire franco-qubécois des nanosystèmes

Voici à titre d'exemples, deux projets réussis dans le cadre de la précédente Commission permanente de coopération franco-qubécoise : l'un scientifique et l'autre culturel.

Ainsi, le 4 juillet dernier, le tout premier Laboratoire international associé franco-qubécois dans le domaine des nanotechnologies et des nanosystèmes (LIA-LN2) était créé. Avec un budget annuel de plus de 1 million d'euros (1,5 M\$) sur quatre ans, cette collaboration regroupe près de quarante chercheurs français et qubécois spécialisés en nanotechnologies.

Le LIA-LN2 se concentre sur quatre grands axes de recherche : les technologies de l'information, les matériaux, les biotechnologies et le développement des plateformes technologiques du Laboratoire. « Ce dernier axe est probablement le plus important, précise Vincent Aimez, cofondateur du LIA-LN2 et professeur à l'Université de Sherbrooke au Québec. C'est en établissant des infrastructures d'échange entre la France et le Québec que nous avons pu avoir plus de poids et accéder à certains des plus grands laboratoires internationaux. »

Dix ans de contacts

Les partenaires de cette aventure sont multiples. Du côté français, on compte le Centre national de la recherche scientifique, l'INSA de Lyon, l'École centrale de Lyon et l'Université Claude Bernard Lyon 1. La partie qubécoise du LIA-LN2 est com-



Photos : Pedro Rojo-Romeo (INL)
Vincent Aimez, fondateur qubécois. **Abdelkader Souifi, fondateur français.**

posée de l'Université de Sherbrooke et de l'Institut national de la recherche scientifique.

Cette collaboration n'est pourtant pas nouvelle, ces institutions sont en contact depuis près de

10 ans déjà. « Ça a marché parce que les partenaires se connaissaient déjà. Nous avons eu un impact très rapide. Tout était prêt, il ne manquait plus que le financement », explique Vincent Aimez.

Moins d'un an après sa création, le cofondateur du LIA-LN2 affirme déjà que les résultats dépassent ses attentes et celles de son homologue, Abdelkader Souifi, professeur de l'INSA de Lyon. La mobilité des professeurs et le nombre grandissant de thèses en cotutelle en témoignent. Avant, ils peinaient à trouver des

chercheurs intéressés. Depuis huit mois, quatre nouvelles thèses ont été initiées et Vincent Aimez croit qu'ils pourraient en accepter une dizaine de façon régulière au rythme où les demandes arrivent. La facilité d'accéder à des logements temporaires au Québec aurait convaincu plusieurs chercheurs à se lancer dans l'aventure.

Grâce à cette étroite association, une équipe qubécoise a aussi réussi pour la première fois à obtenir du financement d'une institution scientifique française. De l'autre côté, les scientifiques français ont pu profiter des recherches sur l'impact sociétal de la nanotechnologie réalisées au Québec afin de répondre à certaines craintes face aux nanoparticules qui se manifestent dans la population française.



Photo : Pedro Rojo-Romeo (INL)

Salles blanches avec Guy Hollinger, directeur de l'INL et Vincent Aimez.

En premier plan : Alan Renaudin, post-doc CRN

En arrière : K. Souifi, co-directeur LIA, INL/INSA-Lyon, Michel Gendry, chercheur CNRS INL/Ecole Centrale de Lyon, Jumana Boussey, chercheuse CNRS LTM Grenoble.

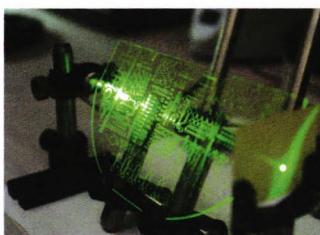


Photo Michel Caron / Université de Sherbrooke.

Prochain colloque à Lyon en juillet

A la suite du premier colloque de juillet 2008 à Orford au Québec, un prochain rendez-vous sera organisé à Lyon en juillet 2009 pour le LIA-LN2. Cette année, l'objectif sera d'élargir le cercle pour accueillir de nouveaux partenaires. Ainsi, l'Université McGill de Montréal et de nouveaux groupes de recherche français basés à Grenoble prendront part aux discussions. L'objectif est d'augmenter le partage et la circulation des connaissances. ●

Pour plus d'information, consultez le www.labn2.ca

La Grande Traversée

Horizons photographiques

La Grande traversée - horizons photographiques a été l'un des plus grands rendez-vous culturels franco-québécois dans le cadre du 400^e anniversaire de Québec. Parcourant six villes en France et au Québec, de juin à novembre 2008, cette exposition de photographies mettait en lumière les ressemblances marquantes existant entre photographes français et québécois, tant sur le plan esthétique que dans les thèmes abordés par les artistes.

En tout, 120 œuvres photographiques ont été présentées. Une contribution de 50 artistes, dont neuf du Québec et 41 de la France. Le choix se faisait à partir d'une œuvre d'un photographe québécois à laquelle ont été jointes plusieurs œuvres correspondantes réalisées par des artistes français.

Afin de marquer la symbolique de la parenté historique et culturelle entre les deux peuples, l'exposition a parcouru les mêmes villes que Samuel de Champlain quatre siècles plus tôt, soit Brouage, La Rochelle, Rimouski, Gaspé, Rivière-du-Loup et finalement Québec où deux expositions ont été présentées. Un thème différent était choisi pour chaque lieu d'exposition, ainsi chaque endroit présentait une collection unique.

Cette coproduction France-Québec, qui a bénéficié de financement dans le cadre de la Commission permanente de coopération franco-québécoise, a été supervisée par Agnès de Gouvion Saint-Cyr, inspecteur général pour la photographie à la Délégation aux arts plastiques, ainsi que Carl Johnson, alors directeur général du Musée régional de Rimouski. L'exposition a été coproduite par CulturesFrance et le Centre national des arts plastiques. Une publication a également été réalisée dans le cadre de cette exposition sous forme de coffret souvenir regroupant huit documents couleurs. L'un présentait la manifestation dans son ensemble et les sept autres correspondent à chacune des sept présentations de l'exposition. ●



Philippe Ramette.

2009-2010 : les projets retenus

La nouvelle dramaturgie de Wadji Mouawad en Avignon, une université d'été sur la diplomatie québécoise à Bordeaux, le carrefour des associations Québec-France et France-Québec à Gaspé, le forum franco-québécois sur la santé... ces projets figurent parmi la centaine retenue par la CPCFQ pour 2009-2010. En voici un éventail :

Recherche

- Programme Samuel de Champlain (14 projets, de la fatigue des aciers aéronautiques à l'imagerie de la moelle épinière en passant par les milieux aquatiques).

Enseignement supérieur

- Université d'été sur la diplomatie québécoise (IEP Bordeaux/Université Laval)
- Création d'un Institut de nutrition international (Inserm Bordeaux, Inaf Québec)
- Programme Frontenac (soutien à la mobilité des étudiants en cotutelle de thèse)
- Et toujours les 22^e et 23^e entretiens Jacques Cartier (Lyon/Montréal), les 6^e Rencontres Champlain-Montaigne (Québec-Bordeaux), les Troisièmes Rencontres scientifiques universitaires Sherbrooke-Montpellier, etc.

Art, Culture, Langue

- Encyclopédie du patrimoine culturel de l'Amérique française (Société Héritage de Champlain)
- Prix littéraires France-Québec et Québec-France
- Médiation en littérature (Correspondances d'Eastman et de Manosque)
- Festival Présences des nouvelles musiques (Radio-France/Société de musique contemporaine de Québec)
- Echanges Garorock/Envol et Macadam
- Colloque sur la guerre de sept ans (Société de généalogie canadienne française et les Archives de France)
- Et toujours les résidences croisées de créateurs, Francovilles, etc.

Jeunesse, Emploi et Famille

- Action en milieu HLM (Association Ni putes ni soumises/Groupe communau-

taire contre la violence)

- Réorganisation territoriale des services publics d'emploi (ANPE- Emploi Québec)
- Carrefour du réseau des Associations France-Québec et Québec-France
- Programme de volontariat civil en recherche et en entreprise, etc.

Santé

- Forum franco-québécois de la santé,
- Nouvelles initiatives sur la prévention du suicide à l'adolescence (Hôpital Rivière des Prairies/Pitié-Salpêtrière)
- Les jeunes et les habitudes de vie (Observatoire de la santé et du social de Picardie et l'Agence de la santé et des services sociaux de Québec)
- Projet franco-québécois de validation et d'utilisation d'un outil de détection gériatrique en oncologie, etc.

Modernisation de l'Etat, justice, sécurité

- Collaboration entre instances de normalisation
- La médiation citoyenne en France et au Québec
- La victimisation des aînés
- La gestion d'une juridiction (cour d'appel de Versailles et celle du Québec)
- Veille stratégique et perspectives policières
- Partenariat entre l'EHESP de Rennes et l'ENAP de Québec sur la formation des dirigeants d'établissements de santé, etc.

Développement durable et environnement

- Impact des fondants routiers
- Patrimoine architectural et maîtrise de l'énergie, etc.

Fonds franco-québécois pour la coopération décentralisée

- Ateliers sur les éco-industries
- Réseau touristique des grands espaces naturels
- Partenariat en travail social France-Québec et Québec-France
- La filière bois énergie au Québec et en Lorraine, etc.

La directrice des Amériques du MAE (France)

« Relever ensemble les défis dans un monde globalisé »

Après la 62^e commission permanente, quel bilan personnel en tirez-vous ?

J'ai été ravie, et fière, de co-présider cette rencontre qui témoigne de la vigueur de notre relation. J'ai été frappée par la diversité des thèmes abordés, par la mobilisation des acteurs, leur motivation, leur envie de construire l'avenir sans rien renier de l'héritage des 400 années de notre histoire commune. La Commission permanente constitue une chambre d'écho exceptionnelle pour donner à voir et structurer ce foisonnement.

Plus précisément, cette 62^e rencontre nous a permis de faire le bilan de la mise en œuvre des grandes orientations arrêtées par nos autorités lors de leurs rencontres tout au long de l'année 2008, et de dresser un état des lieux optimiste de notre relation. Nous sommes, il me semble, bien armés pour relever ensemble les défis d'une relation moderne au sein d'un monde globalisé.

Le 400^e anniversaire de Québec en 2008 a fortement mobilisé et accru les liens. Comment rebondir après un tel événement ?

C'est vrai, le 400^e anniversaire de Québec a favorisé la densification de nos relations. Il a permis de démultiplier notre action, mais aussi de la réorienter. Nous nous sommes posés la question suivante : que souhaitons-nous voir naître de cette histoire et de cette langue en partage ? Quel partenariat voulons-nous mettre en place qui nous assure, dans la limite de nos capacités à l'inventer, que dans 400 ans, la relation franco-québécoise demeurera essentielle ? Et notre réponse, élaborée avec nos partenaires québécois, a été de mobiliser plus encore nos sociétés civiles, en renforçant la coopération décentralisée, en revalorisant le rôle des associations France-Québec et Québec-France, en soutenant le remarquable travail de l'Office franco-québécois pour la jeunesse, en mobilisant nos petites et moyennes

industries, par exemple. Mais c'est aussi notre dialogue sur les enjeux mondiaux : le développement durable, la santé, qui conditionnent l'existence même d'un avenir. C'est encore notre mobilisation commune sur le thème de l'innovation, en liaison avec les pôles de compétitivité et les créneaux d'excellence.

La relation franco-québécoise est riche de sa diversité et notamment de sa dimension citoyenne à travers les associations. Quel rôle et quels moyens leur attribuez-vous ?

L'une des caractéristiques essentielles de la relation franco-québécoise est son appropriation par nos deux sociétés civiles. Cela se traduit par le rôle moteur que jouent des opérateurs variés : OFQJ, Associations France-Québec et Québec-France, CAPFQ, Commission sur les lieux de mémoire communs, etc. Nous avons décidé de moderniser les modalités de notre soutien à l'ensemble de ces opérateurs, en favorisant le soutien à des projets plutôt qu'au fonctionnement de l'institution. Cette nouvelle approche permet de renforcer le dialogue avec les opérateurs. Il s'agit de favoriser toutes les initiatives qu'ils souhaitent prendre, tout en veillant à ce qu'elles correspondent à la stratégie arrêtée au plus haut niveau, et en particulier dans le cadre des rencontres alternées des deux Premiers ministres.

Le principe de la relation «directe et privilégiée» entre la France et le Québec est-il solidement acquis pour l'avenir ?

La relation directe et privilégiée entre la France et le Québec est le fondement même des liens qui nous unissent, d'une part parce que le Québec et la France sont comme deux frères depuis mainte-



Elisabeth Beton-Delègue, directrice des Amériques et des Caraïbes au ministère français des Affaires étrangères et européennes.

nant plus de 400 ans, d'autre part parce que nos relations, qui véhiculent une tradition forte faite de valeurs partagées et d'une langue commune, sont porteuses d'un vrai projet de civilisation. Cet aspect direct et privilégié recouvre des réalités concrètes dans tous les domaines, et continue à se renforcer quotidiennement, au fur et à mesure que les liens entre les nombreux acteurs de la relation se renforcent et se démultiplient. La France est, comme le Québec, très attachée à cette relation si dense et si spécifique, comme l'a exprimé avec force et émotion le Président de la République dans son discours à l'Assemblée nationale du Québec en octobre 2008. C'est précisément pour entretenir et développer cet esprit de coopération fraternelle, en l'ouvrant sur l'avenir et sur le monde, que M. Sarkozy a récemment signé avec M. Charest l'entente sur la reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles et inauguré avec lui le Centre de la Francophonie des Amériques à Québec. ●

Le directeur France du MRI (Québec)

« Il faut miser sur nos capacités d'adaptation et d'innovation »

Que reprenez-vous comme faits saillants de la 62^e CPCFQ ?

Les célébrations du 400^e anniversaire de la ville de Québec ont révélé la profondeur de l'amitié, de la fraternité, franco-québécoise. Cette 62^e session de la CPCFQ tombe à point pour capter et maintenir l'élan donné par cette année exceptionnelle que fut 2008. M. Masset a d'ailleurs qualifié, lors de la séance plénière de la 62^e CPCFQ, le 400^e de « moment fondateur » dans la relation franco-québécoise. L'entente France-Québec sur la reconnaissance des qualifications professionnelles en est une manifestation. La CPCFQ a pour fonction de traduire en projets concrets les orientations politiques fixées par les Premiers ministres français et québécois. Lors

de leur rencontre alternée du 4 juillet 2008, ils ont convenu d'une ambitieuse feuille de route articulée autour de trois axes : un nouvel espace d'échanges et d'innovation; un développement responsable pour les générations futures; un partenariat approfondi sur les grands enjeux de société. L'articulation fine entre les priorités des Premiers ministres et les thématiques de coopération est la clé de la pertinence toujours renouvelée de la CPCFQ.

La coopération franco-québécoise est née de la communauté d'origine et de langue, mais elle s'épanouit par la communauté de valeurs qui inspire notre action commune. En cela, elle est à mes yeux exemplaire.

Quelles sont les voies d'avenir pour cette Commission et la coopération franco-québécoise en général ?

Il faut miser sur nos capacités d'adaptation et d'innovation : l'adaptation à l'évolution de nos sociétés et des besoins de nos citoyens ; l'innovation au service du développement du Québec et de la France dans des domaines vitaux pour leur avenir.

Nous sommes sur le bon chemin. Je pense par exemple à l'essor de la coopération décentralisée entre les collectivités territoriales de part et d'autre de l'Atlantique, au renforcement de nos programmes dans les secteurs de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et technologique, à nos initiatives en santé, à la création d'un groupe de travail franco-québécois en matière de développement durable et d'environnement lors de la 62^e session de la CPCFQ.

L'esprit d'ouverture et l'identité francophone que nous avons en partage nous permettent de faire entendre une voix originale sur la scène internationale, comme l'a montré le dossier de la diversité culturelle.

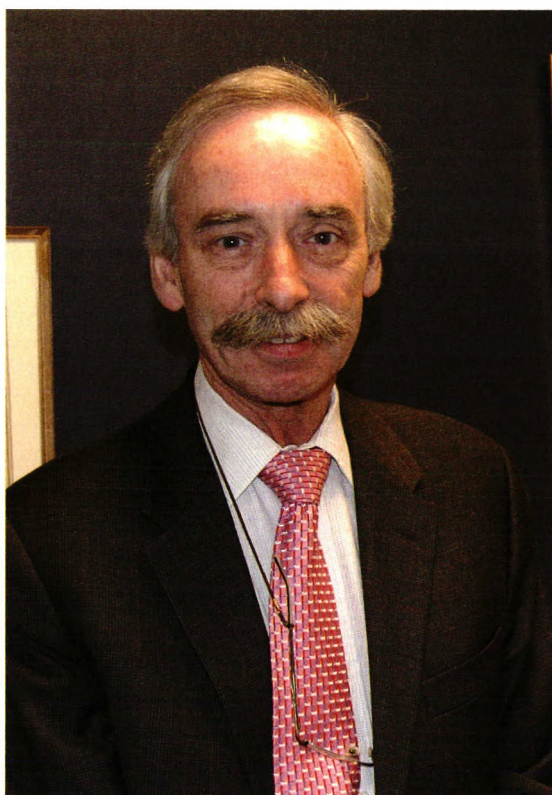
Enfin, notre relation bilatérale forte élargit notre champ d'action au sein des grands ensembles auxquels nous appartenons. Nos efforts combinés pour faire avancer le projet de partenariat économique entre le Canada et l'Union européenne sont à cet égard emblématiques.

Quel rôle les associations d'amitié et le bénévolat sont-ils appelés à jouer dans l'avenir de la coopération franco-québécoise ?

Le 4 juillet dernier, les Premiers ministres ont signalé à juste titre « le remarquable travail d'animation de la relation franco-québécoise » accompli par les bénévoles des Associations Québec-France et France-Québec (AQF-AFQ), travail d'autant plus précieux qu'il atteint l'ensemble des territoires de la France et du Québec à travers le tissu des régionales.











Des liens durables se nouent sans cesse entre nos sociétés, toutes sphères d'activités confondues. Cette mobilisation de la société civile constitue la véritable force motrice de la relation franco-québécoise. Ces réseaux croisés lui confèrent une densité remarquable. L'Office franco-québécois pour la jeunesse, dont je salue le dynamisme, contribue pour sa part à la formation de nouvelles générations d'acteurs. Les gouvernements doivent soutenir autant que possible l'engagement citoyen. Cette complémentarité entre acteurs publics et privés est, selon moi, essentielle au développement de la relation franco-québécoise.

Enfin, je souligne que le groupe de travail qui a été approuvé par les coprésidents de la CPCFQ aura notamment pour tâche de se pencher sur cette question et je souhaite qu'il mette en évidence tout le potentiel que recèle votre réseau pour la coopération franco-québécoise. ●



Christian Deslauriers, directeur France au ministère québécois des Relations internationales.

— Les partenaires de la coopération —

| | | |
|----------------|---|---|
| MAEE |  | Ministère des Affaires étrangères et européennes |
| MRI |  | Ministère des Relations internationales (Québec) |
| CGFQ |  | Consulat général de France à Québec |
| DGQP |  | Délégation générale du Québec à Paris |
| OFQJ |  | Office franco-québécois pour la Jeunesse |
| AFQ |  | Association France-Québec |
| AQF |  | Association Québec-France |
| CAPFQ |  | Comité d'action politique franco-québécois |
| CFQCU |  | Conseil franco-québécois de coopération universitaire |
| CFQLMC |  | Commission franco-québécoise sur les lieux de mémoires communs |
| FFQCD | | Fonds franco-québécois de coopération décentralisée |
| GFQCE | | Groupe franco-québécois de coopération économique |
| GFQMA | | Groupe franco-québécois de modernisation de l'administration |
| GTFQDDE | | Groupe de travail franco-québécois sur le développement durable et l'environnement |
| OFQSS |  | Observatoire franco-québécois de la santé et de la solidarité |

Visite du Premier ministre du Québec en France

De retour de Davos, où il participait au Forum économique mondial, le Premier ministre québécois Jean Charest était de passage en France au début du mois de février pour recevoir des mains de Nicolas Sarkozy, les insignes de Commandeur de la Légion d'honneur. Les deux hommes ont échangé pendant quelques minutes avant la cérémonie. Les « quarante-huit heures » de Jean Charest en France s'annonçaient déjà réglées au quart de tour.

Prononçant une allocution lors de la cérémonie, il a rappelé les liens historiques étroits entre ces « peuples frères » et le caractère direct et privilégié de la relation entre la France et le Québec qui, comme il l'a souligné, s'est incarnée à plusieurs reprises. A l'UNESCO, par exemple, dans ce « front commun pour l'adoption d'une convention visant à protéger la diversité des expressions culturelles ». Ou lors de la mission économique au Mexique en 2004. Cette relation qui porte maintenant des projets comme l'Entente sur la reconnaissance des qualifications professionnelles et d'autres que le Premier ministre souhaite voir aboutir comme l'accord transatlantique « ambitieux et sans précédent » entre l'Union européenne et le Canada.

Ce discours a été prononcé devant le Premier ministre François Fillon, le sénateur de la Vienne et ancien Premier ministre Jean-Pierre Raffarin, le Secrétaire général de la Francophonie, Abdou Diouf, le secrétaire d'Etat chargé de la Coopération et de la Francophonie, Alain Joyandet, et du côté québécois, le ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie, Pierre Arcand, le ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, Raymond Bachand, et la ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, Christine St-Pierre. Il s'agissait là d'une première : jamais on n'avait vu à l'étranger une délégation de représentants politiques québécois aussi nombreuse.

« Créer un nouvel espace de mobilité en français »

Le lendemain, le Premier ministre était reçu pour un dîner en son honneur à la Chambre de commerce et d'industrie de Paris. Devant les invités parmi



Jean Charest félicité par Nicolas Sarkozy et François Fillon.

Patrick Lazic.

lesquels figuraient plusieurs hommes d'affaires ainsi que des responsables politiques français et québécois, il a évoqué l'importance de préserver des liens économiques internationaux en temps de crise et a enjoint chacun à repousser la tentation du protectionnisme. Insistant sur les deux projets d'entente qui lui tiennent particulièrement à cœur et qui visent à faciliter non seulement la mobilité des travailleurs, mais à favoriser l'investissement et le commerce entre les deux territoires par un accès plus libre au marché, il a commenté « Nous ne voulons pas uniquement créer un nouvel espace de mobilité, mais nous voulons le faire en français. Voilà un très beau rêve ! »



Le dîner à la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris.

Jean-Philippe Tremblay.

Lors d'une rencontre avec François Fillon un peu plus tôt ce jour-là, les deux Premiers ministres se sont entendus sur l'agenda des négociations sur la reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles afin que tout soit mis en œuvre le plus rapidement possible. Comme le confirme un projet de loi déposé le 11 mars par le gouvernement du Québec, l'échéance pour conclure des arrangements entre les autorités chargées de la réglementation des métiers et des professions a été fixée à la fin du mois de décembre 2010.

Était également prévue à l'agenda, une visite à l'Hôtel de Ville de Paris pour échanger avec Bertrand Delanoë. A chaque rencontre, le Premier ministre du Québec a prêché en faveur de l'accord transatlantique entre le Canada et l'Union européenne. La promotion de ce projet était au programme de tout le voyage de Jean Charest en Europe. Il en avait fait la promotion au Sommet économique de Davos, il en a fait de même avec les autorités belges et européennes quelques jours plus tard. ■

Jean-Philippe TREMBLAY

Il a suffi de quelques mots du président français pour réamorcer le débat québécois. Cette fois, les chefs souverainistes, indignés, lui ont écrit. La prompt réponse se veut apaisante.

La formule « Non-ingérence, non-indifférence » a donc vécu. « Ce n'est pas mon truc ! », a déclaré Nicolas Sarkozy en remettant la Légion d'honneur à Jean Charest, le 2 février à l'Élysée. Annoncé par Jean-Pierre Raffarin en mars 2008, esquissé en mai lors de la visite de la gouverneure générale du Canada (FQM n°144), le changement de langage est officiel. Place au nouvel adage : « Les Québécois sont des frères, les Canadiens des amis ». Ce qui a été illustré par le discours du chef de l'Etat, avec chaque mot pesé, à l'Assemblée nationale du Québec (FQM n°146). L'ancien avocat qu'est Nicolas Sarkozy sait aussi, selon l'expression consacrée des juristes, que « la plume est servie mais la parole est libre ». Le 2 février, il est donc sorti de son texte au risque de faire sortir des Québécois de leurs gonds. Il assume et en-

Le poids des mots

fonce le clou après le premier coup de marteau d'octobre en conférence de presse. « J'avais vraiment envie de vous le dire » (lire ci-contre).

En sortant de l'Élysée, Jean Charest se doute que les réactions feront bouler de neige au Québec. « Ce qui fait mal c'est que ces propos sont contraires à la vérité », se désole Pauline Marois, chef du Parti québécois. « Une ignorance crasse de la situation québécoise » pour le chef du Bloc québécois Gilles Duceppe. Mario Dumont (ADQ) parle « d'excès d'enthousiasme » pour le fédéralisme canadien. Louise Beaudoin publie une tribune : « Nicolas Sarkozy a blessé les Québécois ».

La presse québécoise s'offusque La presse canadienne applaudit

Les journaux anglophones se réjouissent. « Vive Nicolas Sarkozy », titre *National Post*. « Cela faisait longtemps qu'une telle bouffée d'air frais n'était venue de France », éditorialise *The Globe and Mail*. Autre ton au Québec.

« Sarkozy charrie, le Québec rugit » (*La Voix de l'Est*). « Encore Sarkozy » (*Le Devoir*). « La gifle de Sarkozy » (blog de *l'Actualité*). Les termes employés par le président français choquent même la presse fédéraliste : « des mots honteux » pour Jean-Marc Salvat dont l'éditorial est titré « Insulte présidentielle » (*Le Soleil*) ; « le mot sectarisme est trop fort » pour André Pratte (*La Presse*) sous le titre « Erreurs et vérités de M. Sarkozy ». Sur Internet, les réactions fusent, souvent virulentes.

Pauline Marois et Gilles Duceppe envoient à Nicolas Sarkozy une longue lettre de protestation et de mise au point. La réponse, policée, parvient quelques jours plus tard (lire ci-contre). « Il a voulu donner un signe d'apaisement », commente Louise Beaudoin, porte-parole du PQ pour les relations internationales. « Il n'y a pas les méchants séparatistes d'un côté et les gentils fédéralistes de l'autre. C'est important ». ■

G.P.

France : deux réactions au PS

Même si cela a grommelé en privé, y compris dans des rangs de l'UMP, il n'y a guère eu en France de réactions publiques aux propos du chef de l'Etat et pas plus d'écho dans la presse. Hormis deux répliques, écrites, au PS.

D'abord Patrick Bloche, député-maire du XI^e arrondissement de Paris et vice-président du groupe d'amitié France-Québec. En juillet 2008, il avait déjà co-signé dans *Le Devoir* une tribune avec un député du Parti québécois (FQM n°144 p.50). A nouveau dans *Le Devoir*, il a publié le 18 février une libre opinion titrée « Une majorité ni silencieuse ni indifférente ». Il écrit que le peuple québécois « s'est senti légitimement et injustement agressé ». Ainsi « ceux qui se reconnaissent dans la cause souverainiste se sont vus renvoyer une détestable et fautive image d'eux-mêmes. Ceux qui sont plus proches des idées fédéralistes n'ont pas compris au nom de quoi le président français s'accordait un tel droit d'ingérence ». Patrick Bloche estime que le point de vue de Nicolas Sarkozy « porte atteinte à l'image » de la France au Québec et regrette l'absence de débat public préalable



Patrick Bloche.

au Parlement. Il conclut : « Il y a une majorité de Français pour réaffirmer leur attachement indéfectible au cadre historique des relations politiques, culturelles et linguistiques entre la France et le Québec. Et cette majorité n'est ni silencieuse ni indifférente ! ».

De son côté, le député du Doubs Pierre Moscovici, secrétaire national du PS aux relations internationales, a effectué une visite au Québec en mars, ponctuée de contacts « au plus haut niveau ». A son retour, sur son blog, le 24 mars il analyse le « modèle québécois ». Et revient sur « l'avenir de cette nation » : « Contrairement à ce qu'a pu dire Nicolas Sarkozy, avec sa grossièreté habituelle, en décorant de la légion d'honneur le Premier ministre Jean Charest – qu'il a sans doute davantage embarrassé que réjoui – le souverainisme n'est pas un enfermement ou un sectarisme, mais une option politique qu'il reviendra aux Québécois eux-mêmes de choisir, ou non, quand ils le décideront. De ce point de vue, la formule traditionnelle de la diplomatie française – ni ingérence, ni indifférence – est mieux adaptée que la fautive conceptuelle du chef de l'Etat. » ■



Pierre Moscovici.

Au fil des commentaires

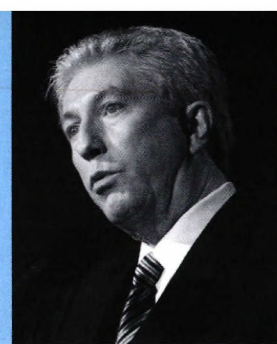
« Le discours à l'Assemblée représentait davantage la position de la France que les sentiments personnels de M. Sarkozy » (Jean-Marc Salvat, *Le Soleil*). « Ce que ne comprend pas Nicolas Sarkozy c'est la nature de la tension qui existe entre le Québec et le reste du Canada » (Bernard Descoteaux, directeur du *Devoir*). « Entre le Québec et Washington, la France a fait un choix en fonction de ses propres intérêts géostratégiques » (Denis Saint-Martin, Science-Po Montréal). « Ne serait-il pas temps que les souverainistes comprennent que les Québécois, bien que fiers de leurs racines françaises, sont plus proches des New Yorkais que des Parisiens ? » (Richard Vigneault, ancien conseiller libéral). « Il faut de toute urgence expliquer le Québec et le Canada aux générations montantes françaises » (Marc Chevrier, politologue UQAM). « Il faut noter que le faux pas de M. Sarkozy a été accueilli en France dans une indifférence absolue, ça n'intéresse plus personne » (Alain Dubuc, *La Presse*). ■



Nicolas Sarkozy et Jean Charest.



Pauline Marois.



Gilles Duceppe.

Les propos de Nicolas Sarkozy le 2 février à l'Élysée

« Je l'ai dit, le Québec, c'est ma famille, et le Canada, ce sont mes amis. Et franchement, j'ai adoré parler devant l'Assemblée nationale ! J'ai vu des sourires, il y avait des sourires spontanés, des sourires un peu moins sourires...

Je crois qu'il faut qu'on aime plus le Québec encore... Il faut que ça franchisse les discours pour aller dans la réalité ; il faut que notre amitié, notre appartenance familiale ne soit pas une nostalgie, soit un avenir... Que des jeunes étudiants puissent voir reconnaître leurs diplômes des deux côtés, dans nos deux pays. C'est ça, l'amitié, c'est ça, la fraternité,

c'est ça, la famille. Mais pour vous aimer, je n'ai pas besoin de détester les autres... Cet attachement à notre culture, à notre langue, à nos liens, pourquoi devrait-il se définir comme une opposition à qui que ce soit d'autre ?

C'est vrai que « ni indifférence ni ingérence », qui a été la règle pendant des années, honnêtement ce n'est pas trop mon truc. Non pas qu'il faut faire de l'ingérence, bien sûr ! Mais enfin ! Je préfère dire aux Québécois vous êtes de ma famille ou je suis de la vôtre plutôt, que de leur dire il n'y a pas d'indifférence. Dites donc, quel amour !

Alors moi, j'ai voulu refonder ça.

Ça a créé beaucoup d'inquiétude ici. On m'a dit: Tu vas donc toucher à un tabou, encore un ! Eh oui...

Croyez-vous, mes chers amis, que le monde, dans la crise qu'il traverse, a besoin de division ? de détestation ?... Est-ce que le message de la francophonie ne devrait pas être un message de rassemblement ? d'union ? d'entente ? d'ouverture ? de tolérance ? Et ne pas aller dire à ceux qu'on aime : on vous aime d'autant plus qu'on déteste les voisins. Quelle étrange chose ! Franchement, ça m'a fait un plaisir fou de pouvoir aller chez vous le dire, et quand même être com-

pris du plus grand nombre...

Ceux qui ne comprennent pas cela, je ne crois pas qu'ils nous aiment plus encore. Je crois qu'ils n'ont pas compris, dans le message de la francophonie et dans les valeurs universelles que nous portons au Québec comme en France le refus du sectarisme. Le refus de la division, de l'enfermement sur soi-même. Le refus de cette obligation de définir son identité par opposition féroce à l'autre. Alors que si notre identité est forte, on n'a pas besoin d'être agressif...

J'espère que vous avez compris que ce n'était pas dans le discours... mais que j'avais vraiment envie de vous le dire. » ■

La lettre de Pauline Marois et Gilles Duceppe le 4 février

« Contrairement à l'idée que vous semblez avoir de nous, les indépendantistes québécois sont favorables à tout ce qui permet au Québec de s'ouvrir au monde... De qui parlez-vous, Monsieur le Président ? Des 49,4 % de Québécois, et donc de la forte majorité de francophones, qui, le soir du 30 octobre 1995, ont voté Oui à la souveraineté du Québec ? Cela fait beaucoup de monde. La moitié de la famille...

Nous ne pensions pas que le général de Gaulle nous appelait à l'enfermement sur nous-mêmes lorsqu'il a souhaité, en juillet 1967, que « Vive le Québec libre !... Notre mouvement est fier d'avoir incarné au cours des années l'exact contraire de l'idée que vous vous en faites. René Lévesque, s'est battu bec et ongles pour que le Québec puisse s'exprimer au sein de l'Organisation internationale de la Francophonie, lorsque le gouvernement canadien le lui refusait...

Vous n'êtes pas sans savoir que les Nations-Unies ont accueilli, depuis 1980,

pas moins de 38 nouveaux pays. Chacun a choisi de parler de sa propre voix, plutôt que de prolonger sa présence au sein d'un pays plus large qui n'était pas le sien. Loin de condamner leur arrivée, de leur faire des remontrances sur l'enfermement, la France les a accompagnés, les a reconnus. C'est ce que les Québécois attendent d'elle. Mais nous devons à la vérité de vous faire savoir que jamais un chef d'État étranger n'a autant manqué de respect aux plus de deux millions de Québécois qui se sont prononcés pour la souveraineté...

Puisque vous parlez d'enfermement, Monsieur le Président, ... savez-vous que depuis maintenant plus d'un quart de siècle, le Québec est gouverné par une constitution canadienne qui lui a été imposée contre sa volonté, qui restreint son autonomie en matière d'éducation, de langue et de culture, qui n'a pas été soumise à un référendum et qu'aucun premier ministre québécois, depuis René Lévesque jusqu'à Jean Charest, n'accepte de signer ?... » ■

La réponse de Nicolas Sarkozy le 9 février

« Depuis mon élection, j'ai eu pour but de refonder la relation franco-québécoise en lui donnant un nouvel élan et en élargissant plus encore le champ de notre coopération... (le 400e a été) une illustration de l'intensité de notre relation et du profond attachement du peuple français au peuple québécois...

(Le 2 février) cet hommage s'adressait à la personne du Premier ministre mais, au-delà, à la Nation québécoise toute entière. Ma volonté est d'aller plus loin encore, en approfondissant dans tous les domaines la relation unique qui lie la France et le Québec... Je souhaite que cette nouvelle relation franco-québécoise s'épanouisse en harmonie avec la relation que la France entretient avec le Canada dans son ensemble...

Les Québécois, dans la diversité de leurs engagements et de leurs opinions, tiennent une place particulière dans le cœur des Français... ■

L'intégralité des trois textes sur le site : www.francequebec.fr

1998



C'est pas moi, je le jure !
BRUNO HÉBERT
Boréal

1999



Le bonheur a la queue glissante
ABLA FAHROUD
L'Hexagone

2000



L'homme des silences
CHRISTIANE DUCHESNE
Boréal

2001



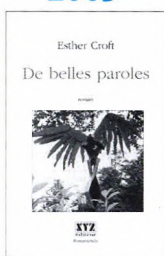
Le don d'Auguste
MICHELINE LA FRANCE
XYZ

2002



Chercher le vent
GUILLAUME VIGNEAULT
Boréal-Balland

2003



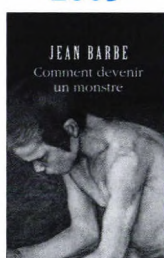
De belles paroles
ESTHER CROFT
XYZ

2004



On finit toujours par payer
JEAN LEMIEUX
La Courte échelle

2005



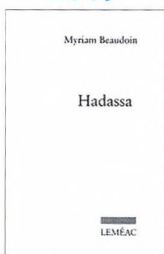
Comment devenir un monstre ?
JEAN BARBE
Léméac

2006



La gare
SERGIO KOKIS
XYZ

2007



Hadassa
MYRIAM BAUDOIN
Léméac

Prix littéraire France-Québec : dix ans déjà !

Décerné cette année à Christine Eddie pour *Les Carnets de Douglas* (éditions Alto au Québec et éditions Héloïse d'Ormesson en France – en librairie depuis le 12 mars), le Prix France-Québec inaugure une nouvelle décennie avec une nouvelle formule renforcée.

Depuis 1998, le prix littéraire France-Québec souligne l'excellence du roman contemporain québécois en récompensant chaque année l'un de ses auteurs. Voué à la promotion et à la diffusion en France de la meilleure littérature québécoise, ce prix poursuit, dans le domaine culturel, la mission que s'est donnée il y a plus de 40 ans l'association France-Québec : faire découvrir et faire aimer les spécificités de cette nation francophone d'Amérique.

En 1998, à l'occasion du 30^e anniversaire de l'Association, le Prix littéraire de l'Association France-Québec est créé en hommage à l'un des fondateurs de l'association, Philippe Rossillon. Ce prix se veut avant tout un prix des lecteurs qui, en dernier ressort et après présélection des trois finalistes par des comités et un jury, votent pour désigner le lauréat.

Le prix a passé le cap des dix ans. C'est l'occasion qu'a choisi l'Association France-Québec pour mettre en place une formule renforcée à même de répondre

aux attentes du milieu québécois comme des réalités du marché français. Ainsi, grâce aux efforts conjoints et aux contributions augmentées de la Délégation générale du Québec à Paris, du Ministère des Relations internationales du Québec, du Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine du Québec, du Consulat général de France à Québec et de l'Association France-Québec, la dotation du prix passe de 1500 à 5000 €. Cette nouvelle dynamique porte aussi sur le rayonnement du prix, pour lequel l'Association France-Québec a obtenu le parrainage d'une figure de la scène littéraire française : Patrick Poivre d'Arvor.

De plus, une tournée littéraire, organisée avec l'appui de l'Association internationale des études québécoises (AIEQ), permet de prolonger l'esprit du prix. Elle favorise les rencontres entre les auteurs québécois lauréats, les adhérents de l'association France-Québec et, plus largement, les lecteurs français dont notamment de nombreux lycéens et étudiants. Le réseau de l'Association France-Québec se mobilise afin de promouvoir le travail du lauréat et afin de lui permettre de vivre une expérience unique d'échanges avec les lecteurs et d'offrir un rayonnement de son œuvre à travers le territoire français. ■

Le Français Jérôme Tonnerre prix Marie-Claire Blais 2008

décerné par Québec-France

Le 24 mars, à la bibliothèque de Charlesbourg, Québec, lancement de la tournée littéraire de l'auteur français Jérôme Tonnerre (à droite), en présence de l'écrivaine québécoise Marie-Claire Blais et du consul général de France à Québec, François Alabrune. Jérôme Tonnerre s'est mérité le prix Marie-Claire Blais en 2008, prix donné par l'association Québec-France, à un auteur français pour son premier roman, dans le cas présent, *Atlantique Sud*, publié chez Grasset.

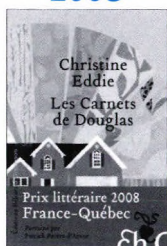


Québec-France

Christine Eddie reçoit le prix 2008

2008

et rencontre ses lecteurs



Les carnets de Douglas

CHRISTINE EDDIE

Alto-Héloïse d'Ormesson



Patrick Poivre d'Arvor félicite la lauréate (à droite), en présence de Corinne Tartare, vice-présidente culture de France-Québec, à la résidence du Délégué général du Québec.



Dialogue avec une quarantaine de lecteurs réunis par Langres-Montréal-Québec à la bibliothèque Marcel-Arland, un ancien cloître.



Dîner-débat avec le comité lecture de Laval-Québec.

C'est le 19 mars, à la demeure du Délégué général du Québec à Paris, Wilfrid-Guy Licari et en présence du parrain du Prix Patrick Poivre d'Arvor, que Christine Eddie a reçu officiellement le Prix littéraire France-Québec. Doublé d'une bourse de 5000 euros, le prix « *me permet de m'arrêter de travailler pendant huit mois pour faire ce que j'aime le plus : écrire* » a affirmé la lauréate. Sa présence sur le sol français était aussi l'occasion d'effectuer la tournée littéraire qui accompagne la récompense.

En deux semaines, Christine Eddie a parcouru près de 3000 kilomètres, visité neuf régionales de l'association France-Québec, cinq lycées, un Institut universitaire de technologie, sept bibliothèques ou cercles de lecture en plus de profiter du Salon du livre de Paris pour rencontrer des lecteurs et où elle a reçu les salutations en personne d'Alain Juppé. Elle s'est fait entendre sur les ondes de cinq radios et a donné une quinzaine d'entrevues.

« *Pour moi qui suis de l'ombre et de la solitude, l'accompagnement généreux de cette tournée m'a aidé à me dépasser dans les échanges. Il me restera de ce voyage inoubliable des moments magiques : Benjamin, jeune garçon de 14 ans dans la somptueuse salle de la mairie de Langres, jouant Mozart à la clarinette [un clin d'œil au héros de son roman], Vicky à la lueur des candélabres du château de Maffliers, la voix nouée par l'émotion parlant des personnages de mon roman. Et tous les regards curieux et les commentaires pertinents de ces lycéens. [...] J'ai découvert ici des lecteurs sensibles et attentionnés.* »

Née en France, Christine Eddie a grandi en Acadie avant de s'installer au Québec. Elle a signé de nombreux articles, publié quelques nouvelles, reçu deux prix littéraires (Prix Arcade au féminin et Concours de nouvelles XYZ) et écrit un livre pour la jeunesse, *La croisade de Cristale Carton* (Hurtubise HMH, 2002). *Les carnets de Douglas* est son premier roman.



Lecture d'un extrait, par le président de Val d'Oise-Québec.

Un grand partenariat en travail social

Un nouveau pas, important, a été franchi dans l'implication du réseau associatif franco-québécois dans les enjeux de société avec la convention partenariale signée par France-Québec, Québec-France, trois Instituts régionaux du travail social et trois Centres jeunesse du Québec. Avec le soutien de Fonds franco-québécois de coopération décentralisée, du consulat général de France à Québec et du ministère des Relations internationales du Québec. C'est l'aboutissement d'un long tissage de liens par les deux présidents de France-Québec et de Québec-France, Marie-Agnès Castillon et Pierre Provost, eux-mêmes travailleurs sociaux de profession. C'est le début aussi d'un mouvement qui prend de l'ampleur car nombreux sont les partenaires potentiels qui frappent à la porte pour s'associer au projet.

« Nous enrichir mutuellement »

Depuis 2000, la commission Enjeux de société de France-Québec œuvre autour d'un même fil conducteur : « *Face à une problématique identique en France et au Québec, quelles solutions ont pu être développées de part et d'autre de l'Atlantique et de quoi pouvons-nous nous enrichir mutuellement ?* » Concrètement, il y a eu le colloque Bord à Bord à Saint-Malo (2000), la journée sur les compétences parentales avant le congrès commun d'Annecy en 2002, le colloque « *pour une éthique citoyenne* » avant le congrès de Strasbourg en 2007, des conventions partenariales avec Pégase (France) et Option (Québec) en 2006, avec l'IRTS de Bretagne en 2007.

Le 30 janvier, à la Délégation générale du Québec à Paris a été signée une convention partenariale de trois ans entre les Associations France-Québec et Québec-France, les IRTS de Bretagne, de Lorraine et de Poitou-Charentes, les Centres Jeunesse de Gaspésie-Îles de la Madeleine, de Montérégie et de Québec-Institut universitaire. L'IRTS de Basse-Normandie est associé aux



À la Région Poitou-Charentes, de gauche à droite, Bertrand Vergnol, Jenny Molina, Marie-Agnès Castillon, Gérard Schaefer, Yves Coutand, Jacques Laforest, Pierre Provost, Camil Picard, Lise Bernatchez.

étapes en vue d'intégrer la convention partenariale.

Ce partenariat vise à consolider les liens entre les deux pays et leurs populations, à renforcer le tissu économique et social, amical et professionnel, et à promouvoir des initiatives en matière de développement social durable des territoires et de citoyenneté responsable des acteurs sociaux. Il s'articule autour du principe de mobilité professionnelle et du transfert d'expériences entre des instituts régionaux du travail social (centres de formation) et des Centres jeunesse (établissements professionnels). Cette mobilité vise les stages, la formation, l'emploi, les recherches et les idées. De nombreuses personnes sont concernées. Car les trois IRTS comptent plus de 400 employés et 12 000 personnes/année en formation (voie directe ou perfectionnement).

Et les trois Centres Jeunesse ont 3 500 employés avec 27 000 jeunes de 0 à 17 ans pris en charge/année. Au total, environ 45 000 citoyens québécois et français sont concernés, plus ou moins directement, par ce partenariat.

Deux missions exploratoires croisées

La signature de la convention a été précédée d'une mission québécoise en France, fin janvier. Y participaient Pierre Provost, président de Québec-France ainsi que les directeurs des trois Centres Jeunesse, Camil Picard (Montérégie), Jacques Laforest (Québec), Lise Bernatchez (Gaspésie). Ils ont été accompagnés durant leur séjour en France par Marie-Agnès Castillon présidente de France-Québec et les chargés de l'international des IRTS Jenny Molina (Bretagne), Gérard Schaefer (Lorraine) et Yves Coutand (Poitou-Charentes).

La première étape fut lorraine. A Nancy furent notamment présentés les missions des IRTS et les parcours de formation en France. Des rencontres ont eu lieu avec des partenaires locaux et régionaux. Dès le départ, des centres d'intérêts communs ont émergé et des liens se sont établis entre des préoccupations repérées de part et d'autre de l'Atlantique : formation professionnelle continue et qualifiante, ingénierie sociale et qualification des cadres de l'action sociale, employabilité et reconnaissance professionnelle, par-



Au siège de Québec-France, fin mars, de gauche à droite : Réjeanne Lamothe, directrice générale de Québec-France ; Yvan Laprise, directeur-adjoint au Centre Jeunesse de Québec ; René Cloutier, président de la régionale Québec-France de Québec ; Marc Rouzeau, directeur adjoint à l'IRTS de Bretagne ; Yves Coutand, chargé des liens à l'international à l'IRTS de Poitou-Charentes ; Jacques Laforest, directeur général du Centre Jeunesse de Québec ; Marie-Agnès Castillon, présidente de France-Québec ; Gérard Schaefer, chargé des liens à l'international à l'IRTS de Lorraine ; André Poulin, vice-président de Québec-France.



A la DGQP au moment de la signature de la convention partenariale, le 30 janvier 2009.

tage et mutualisation des ressources documentaires.

Seconde halte : Rennes à l'IRTS de Bretagne. Outre la réflexion sur la formation, plusieurs représentants de structures bretonnes ont indiqué leurs liens avec le Québec : accueil d'étudiants québécois (Ker Goat), démarrage d'un séjour de rupture franco-québécois au Maroc pour jeunes en difficulté (Centre de l'enfance Henri Fréville), partage de méthodologies (Pégase)... Pour envisager la mobilité des professionnels, l'idée de modules « passerelle » de cours de préparation a été évoquée pour permettre aux futurs professionnels de mieux intervenir. Autre suggestion : des recherches actions sur le mode de la transférabilité entre la formation, la recherche et l'emploi.

A Poitiers, l'intérêt du partenariat a été illustrée par le témoignage d'une jeune, Claire Marie Braguier, en stage pendant dix-huit semaines dans l'organisme communautaire Répit Providence à Montréal. Ce témoignage met l'accent sur les résultats positifs de cette expérience tant sur le plan des méthodes professionnelles que du développement personnel. Il souligne également les points sur lesquels l'accompagnement de ces stages peut être amélioré, notamment ce qui concerne la vie

sociale et culturelle de l'étudiant en dehors du stage. C'est là que le réseau associatif trouve pleinement sa place d'aidant naturel. Autre temps fort, l'accueil à l'hôtel de Région par des élus et cadres techniques en charge des formations sociales, relations internationales et programmes de mobilité jeunesse. Des thèmes ont émergé au cours de ces journées. Par exemple sur la mobilité-employabilité car le Québec connaît un déficit d'intervenants sociaux. Sur l'évaluation des pratiques sociales aussi car les Québécois ont, là, beaucoup à apporter. Enfin l'excellence de l'intervention sociale par des approches novatrices qui ont fait leurs preuves sur le terrain et qui seraient exportables. De ce fait cinq axes de travail sont envisagés autour des échanges professionnels, de la formation avec des tronc communs franco-québécois, de la recherche, de l'évaluation de la satisfaction des usagers, de l'employabilité.

Une plus value professionnelle

Un voyage retour a eu lieu fin mars au Québec. Les représentants des IRTS Jean-Marc Gourvil (Basse-Normandie), Marc Rouzeau (Bretagne), Yves Coutard (Poitou-Charentes), Gérard Schaefer (Lorraine), accompagnés de Marie-Agnès Castillon, ont rencontré leurs

vis-à-vis québécois en Montérégie, à Québec et à Gaspé.

Si la première mission des partenaires québécois a permis de poser les jalons en vue de la signature d'une convention partenariale, la mission de la délégation française a posé les principes de la constitution d'un réseau en action sociale qui privilégie le rapprochement des régions françaises et québécoises dans l'esprit de la coopération décentralisée.

Les visites des deux délégations ont permis de réaffirmer le dispositif de coordination des réseaux nationaux : l'IRTS de Bretagne pour la France et le Centre jeunesse de Québec pour le Québec. Les associations Québec-France et France-Québec assurent la responsabilité du projet et la coordination des missions dans le respect du développement des projets d'intérêt commun issus des collectivités territoriales respectives.

La réalisation des deux missions a permis un regard croisé sur les pratiques en action sociale et une plus value de la culture professionnelle en matière de la formalisation des pratiques. Il ressort de cette collaboration une alliance qui associe la rigueur méthodologique et autorise l'intervention professionnelle et une sécurisation des pratiques. ■

Seize Centres Jeunesse existent au Québec

C'est un réseau d'établissements financé par le gouvernement du Québec (Ministère de la santé et des services sociaux). Il en existe un par région, soit 16 sur l'ensemble du territoire québécois. Pour donner un ordre de grandeur, le Centre jeunesse de Québec emploie 1 200 personnes et celui de Montérégie 1 800 personnes. Ils gèrent des foyers de groupes, des centres de réadaptation, des familles d'accueil. Leurs missions :

- protection des jeunes (encadre-

- ment judiciaire ou volontaire)
- gestion des adoptions (au Québec et internationales)
- administration des jeunes contrevenants (en milieux fermés ou en famille)
- consultation en cas de divorce
- aide aux jeunes mères en difficulté
- les Centre jeunesse de Québec et de Montréal sont également des instituts universitaires et travaillent en étroite collaboration avec les universités.

Les Centres de Jeunesse travaillent

donc avec des partenaires aussi divers que la police, la justice, les travailleurs sociaux, les organismes communautaires. Les Centres de Jeunesse québécois sont des employeurs de travailleurs sociaux et sont actuellement en pénurie de main-d'œuvre. Depuis juillet 2008, l'entente gouvernementale entre la France et le Québec permet la reconnaissance réciproque des diplômés dans le domaine du travail social. Si on ajoute à cet élément, l'atout de la langue

commune, on comprend que l'employabilité des travailleurs sociaux français au Québec est très grande. Pour les IRTS, le Québec est une référence en matière de travail social et les deux sociétés partagent des problématiques (violence, suicide, abus, épuisement professionnel). Les IRTS souhaitent mettre en place des moyens pour construire des pratiques communes et permettre à leurs étudiants de faire des stages au Québec. ■

III^e Trophées culinaires France-Québec

C'est un concours qui réunit des jeunes en formation professionnelle provenant de plusieurs régions françaises. Il est organisé depuis 2005 tous les deux ans par l'Association France-Québec et l'École supérieure de cuisine française Ferrandi, en partenariat avec l'Office franco-québécois pour la jeunesse, l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du

Québec et la Délégation générale du Québec à Paris.

Se déclinant d'abord à l'échelle régionale, le concours est basé sur la préparation d'un plat ou d'un dessert en fonction d'un thème imposé et d'ingrédients contenus dans un panier composé de produits régionaux du terroir. Dans le cadre des concours régionaux, un jury composé de professionnels de la restauration, d'élus locaux et régionaux, de

représentants des CCI, de membres de France-Québec, de l'OFQJ et de la DGQ, permet de désigner un lauréat. Tous les lauréats régionaux se retrouvent ensuite en finale à Paris. Avec une remise des prix le soir même au Sénat.

Grande nouveauté : un concours devrait être organisé pour la première en 2010 au Québec. Il pourrait y avoir ainsi une alternance entre les Trophées français et québécois. ■

Selle d'agneau et ananas au sirop d'érable

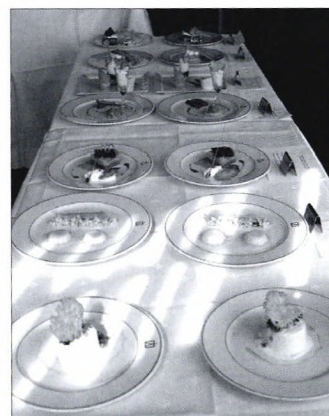
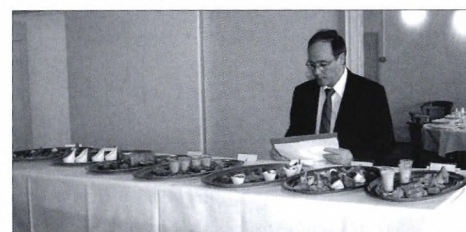
Les sept finalistes ont concouru durant une longue matinée à l'École supérieure de cuisine française Ferrandi. Ils avaient à concocter :

- un plat principal : selle d'agneau « Midi-Pyrénées » avec techniques imposées :
 - traiter la selle entière ou la détailler en filets
 - farcir la selle ou les filets
 - utiliser les ris d'agneau et l'ail de Lautrec
 - réaliser une garniture à base de fèves et petits pois
- un dessert à base d'ananas, de sirop d'érable et de cidre de glace.

« *C'est génial pour eux et pour la gastronomie française* », se réjouit le président du jury, Michel Roth de l'hôtel Ritz à Paris qui vient d'obtenir sa deuxième étoile au Michelin. « *Certains plats auraient pu être aisément servis dans un restaurant de haut niveau. Il y avait de la subtilité, du raffinement, de la technique. On n'arrive pas là tout seul ; derrière il y a des professeurs, des parents. Ce sont des moments formidables pour eux* ».



Michel Roth interviewé par Radio Canada.



Durant la matinée du concours à l'École Ferrandi.

De nombreux partenaires privés nationaux et en régions

Les Trophées culinaires France-Québec ne pourraient exister si, outre les partenaires institutionnels, il n'y avait pas plusieurs partenaires financiers nationaux : BOMBARDIER Transport, DELPEYRAT, PROMETOUR présents, soit au jury, soit lors de la remise des prix au Sénat. S'y ajoutent de grands hôtels pari-

siens et plusieurs équipementiers dont la société BRAGARD. En régions, plusieurs partenaires locaux ont aussi doté les concours organisés par les régionales de France-Québec avec les établissements hôteliers, les municipalités, conseils généraux et conseils régionaux. ■

La remise du chèque de la société gastronomique Delpeyrat lors de la finale nationale. De gauche à droite : Jo Le Bec (France-Québec), Jean Fortin (DGQ), Michel Roth (Ritz), Michel Fruchet (Delpeyrat), Michel Mouisel (Ferrandi).



un jeune Breton lauréat



Les sept finalistes avec les partenaires organisateurs des Trophées France-Québec.

Ils ont dit

JEAN-CLAUDE CARLES, nouveau président du groupe interparlementaire France-Québec au Sénat :

« Depuis 2005, le groupe a pris une excellente habitude, celle d'ouvrir les portes du Sénat aux lauréats de chacune des éditions des Trophées culinaires France-Québec. Une très belle initiative qui permet aux jeunes talents de la gastronomie de s'exprimer dans toutes les régions de France et qui offre aux lauréats l'opportunité exceptionnelle de perfectionner leur art au Québec ».



JEAN FORTIN, premier conseiller à la coopération à la Délégation générale du Québec. Il a lu un



message du Délégué Wilfrid-Guy Licari retenu. « C'est un moment privilégié pour souligner notre appréciation de nos partenaires, le groupe parlementaire, l'OFQ car le devenir de la coopération repose sur les nouvelles générations, France-Québec dont le réseau contribue fortement à donner de la profondeur, Ferrandi et l'ITHQ qui sont une garantie de qualité du concours ».

MARIE-AGNÈS CASTILLON, présidente de France-Québec : « C'est un partenariat qui s'agrandit au fil des concours. Bravo et merci aux associations régionales, aux acteurs des lycées professionnels, aux professionnels de la restauration, aux mairies, départements et régions, aux partenaires Prometour, Bombardier, Delpeyrat... Aux jeunes, les vœux de ce soir, je leur souhaite de savourer ce qui vous arrive, de croquer ces événements ».



FRÉDÉRIC LEFRET, secrétaire général de l'OFQ : « Acteur de la mobilité professionnelle, c'est tout



naturellement que l'OFQ participe aux Trophées culinaires France-Québec. C'est une vraie opération d'intelligence collective au service des jeunes. Et ces jeunes finalistes ont fait un super boulot. Vous allez renforcer votre employabilité, être des ambassadeurs au Québec et surtout vous êtes la relève ».

ALAIN BARILLEAU, président de l'école Ferrandi et vice-président de la CCI de Paris : « Nous sommes toujours séduits par le concept terroir de ce concours. Et nous venons de renouveler solennellement l'accord d'échanges avec l'Institut du tourisme et de l'hôtellerie du Québec d'autant qu'une section bac pro de notre école vient d'effectuer un voyage au Québec pour participer au festival Montréal en lumière dont Paris était l'invité ».



Le palmarès

1^{er} NICOLAS GICQUEL (BRETAGNE)

19 ans, bac pro, faculté des Métiers IFHOR de Bruz

2^e KAREN DAENTZER (LORRAINE)

18 ans, bac pro, lycée Lazard de Sarreguemines

3^e ADRIEN DESCOURS (AUVERGNE)

19 ans, bac techno, lycée hôtelier de Chamalières

4^e EXQUO

GILBERT-ANDRÉ ANDYPAIN (GUADELOUPE)

20 ans, CAP, lycée Archipel au Gosier

ANNE-SOPHIE FAIVRE-PIERRET

(FRANCE-COMTÉ)

19 ans, BTS, lycée Friant de Poligny

GUILLAUME GUÉROT (PAYS DE LA LOIRE)

19 ans, bac pro, lycée Robert-Buron de Laval

BENJAMIN PAINSET (CÔTE-D'AZUR)

17 ans, BEP, lycée Escoffier à Cagnes-sur-Mer



Les trois premiers.



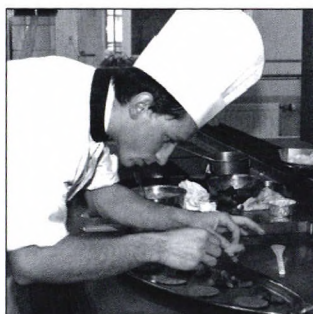
Une grande soirée dans les salons Boffand du Sénat en compagnie de l'ensemble de musique baroque Masques de Montréal.

Pays-de-la-Loire dans les coulisses d'un concours

Préparer longtemps à l'avance, relever les manches, réserver une date, disposer d'un établissement motivé, mélanger public et privé, verser quelques subventions, ajouter des partenaires, réunir la crème des chefs, répartir les jurys, tremper les candidats dans le bain, mijoter toute une journée, accompagner d'un bon repas, saupoudrer de cadeaux, tartiner dans la presse... C'est la recette du succès d'un bon concours régional. Voici en photos les coulisses du concours des Pays de la Loire qui s'est déroulé au lycée Robert-Buron à Laval. ■



De la grande cuisine.



Le futur gagnant mitonne son plat.



Dernière main au dessert.



Un jury technique attentif.



Des élèves mobilisés pour le service.



Le jury technique délibère.



Le jury viandes examine avant de goûter.



Il faut bien mettre des notes.

Le jury dessert autour d'un chef étoilé Guy Lemercier.



Le président des jurys Jean Etienne, le président de la régionale Laval-Québec Guy Hubert, la vice-présidente du conseil régional et adjointe lavalloise aux relations internationales Françoise Marchand et Jérôme Gagnaire, proviseur du lycée.



Un candidat heureux félicité par le vice-président national de France-Québec Gaby Favreau.



Le gagnant Guillaume Guerot invité à la finale nationale par l'organisateur des Trophées à France-Québec Jo Le Bec.

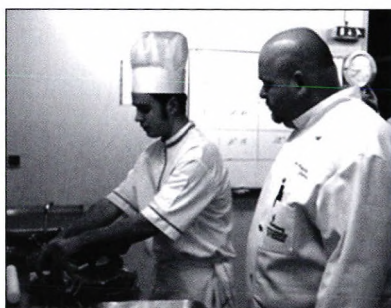


Un diplôme pour tous.



Epilogue au Sénat où la délégation lavalloise a bénéficié d'une visite privée avec le sénateur François Zocchetto.

Auvergne



Le lauréat Adrien Descouls, du lycée de Chamalières, à l'ouvrage sous les yeux du président des jurys Jean-François Lacroix, directeur adjoint de l'Ecole Fierbourg à Québec et félicité par la présidente d'Auvergne-Québec Edith André. ■



Côte d'Azur



C'est un élève du lycée Auguste Escoffier de Cagnes-sur-Mer, Benjamin Painset, qui a remporté le concours de la région Provence-Alpes-Côtes d'Azur. Né en 1991, il sera le benjamin des finalistes nationaux. ■



Bretagne

Dix élèves de cinq établissements hôteliers représentant les quatre départements de la Région Bretagne ont participé au concours qui s'est déroulé au lycée hôtelier de Dinard. Le gagnant Nicolas Gicquel (IFHOR de Bruz en Ille-et-Vilaine) – qui deviendra ensuite le gagnant national – a réalisé ce jour-là un duo de merlu et saumon sauce cardamome avec crémeux de pomme de terre ratte et son beignet d'huîtres, ainsi qu'un sablé à la poire et son caramel au sirop d'érable. Les participants félicités par le président de Cornouaille-Québec Jo Le Bec, organisateur national des Trophées et Alain Bernard chef des travaux au lycée hôtelier et organisateur des épreuves. ■



Lorraine



Ils furent onze candidats venus de six lycées hôteliers de la Région à participer au concours organisé au lycée Stanislas de Villers-les-Nancy. Il fallait préparer un sandre et ses légumes ainsi qu'un saint-honoré. Et la gagnante est Karen Daentzer du lycée hôtelier Simon Lazard de Sarreguemines. Elle sera félicitée par les co-présidents du jury Michel Million chef du restaurant Château D'Adoménil à Lunéville et Jean-Marc Tosdeschini sénateur et membre du groupe d'amitié France-Québec, Pascal Jacquemin maire de Villers-les-Nancy et conseiller régional et Michel Schluck président de Lorraine-Québec. ■



Ain-Québec

Deux mois d'animation sur « Québec et francophonie »

Le renouvellement du partenariat de la région Rhône-Alpes avec le Québec (lire page 16) a fourni le prétexte à Ain-Québec pour proposer, en lien avec l'espace Rhône-Alpes de Bourg-en-Bresse et le centre culturel Aragon d'Oyonnax deux mois d'animations sur le thème « Québec et Francophonie » en février et mars 2009, avec une dizaine de partenaires associatifs et institutionnels.

Trois expositions sur la langue française, le Québec et François Picquet constituaient la toile de fond de l'inauguration des deux mois d'animation « Québec et francophonie » le 5 février à l'Espace Rhône-Alpes de Bourg-en-Bresse : Paul-André Boisclair de la Délégation générale du Québec à Paris, Rachel Mazuir président du Conseil général de l'Ain, Jean-François Debat, maire de Bourg-en-Bresse et Marc Martin, président de Ain-Québec, lançaient l'évènement en accueillant plus de 100 personnalités à l'antenne régionale.

François Picquet, séminariste né au XVIII^e siècle à Bourg-en-Bresse et ayant vécu avec les Iroquois à Oka, ayant défendu Montréal en 1760 et ayant créé le fort de la Présentation au bord du Saint-Laurent (actuellement Ogdensburg, ville américaine de l'Etat de New-York) était le personnage principal de la conférence animée par

Janine Giraud-Héraud sur les villes et villages de l'Ain, berceau de l'Amérique française. Après une conférence passionnante sur les familles souches, Ain-Québec remettait gracieusement un exemplaire du livre aux 27 maires des villes citées dans l'ouvrage.

Autre temps fort, la soirée-débat sur la francophonie a permis à des jeunes lycéens ayant travaillé sur les dix mots de la langue française de restituer le résultat de leurs ateliers animés par des artistes de l'espace Pandora de Lyon. Le débat sur la francophonie a permis à Abraham Bengio de la Région, Michel Guillou de l'Iframond (Institut de la Francophonie et de la Mondialisation-Lyon 3) et Philippe Sauret, inspecteur d'Académie de l'Ain, d'échanger sur l'état de la francophonie actuel et les enjeux de celle-ci en Amérique du Nord et dans le reste du monde.

Une journée économique Québec/Canada/Ain organisée par la CCI de l'Ain et le bureau économique de la région Rhône-Alpes de Montréal, une soirée d'information du B.I.Q sur les démarches d'immigration vers le Québec pour les candidats au « grand saut » ont complété les conférences de Valérie Lion, journaliste à l'Express, sur le vrai visage du Québec contemporain.

Enfin, l'aspect culturel ne fut



pas oublié avec la programmation de deux films québécois « L'audition » de Luc Picard et « Tout est parfait » de Y-C Fournier, complété par un concert dans la salle des musiques actuelles de Bourg avec la venue du groupe de rock Karkwa et du chanteur Tomas Jensen. Pour celui-ci, c'était un retour aux sources car Tomas, originaire d'Argentine, a grandi à

Bourg-en-Bresse après le coup d'état militaire et a ensuite entamé une carrière artistique à Montréal : une illustration musicale du nouveau visage du Québécois, métissé, urbain et polyglotte.

Au total, les treize évènements ont attiré plus de 800 participants et génèrent de nombreux projets à venir pour l'équipe de Ain-Québec ! ■

Albigeois-Québec/Midi-Toulousain-Québec

Information sur la mobilité

À l'initiative du Bureau d'Information Jeunesse et de l'université Champollion à Albi (Tarn) les associations Albigeois-Québec et Midi-Toulousain-Québec ont travaillé de concert à informer les étudiants venus nombreux s'informer sur la mobilité internationale. Les demandes ont porté sur les études et les stages au Québec.

Notre photo : des étudiants s'informent auprès d'André Lagrange, président d'Albigeois-Québec et Pierre de Saqui-Sannes, ancien président de Midi-Toulousain-Québec.



Eure-et-Loir-Québec

Un pionnier à l'honneur à Garancière-en-Beauce Jacques-Charles de Sabrevois de Bleury

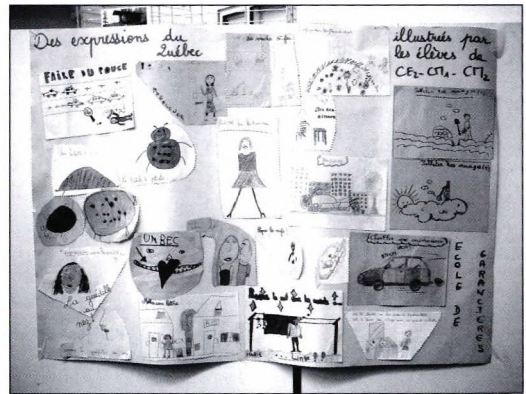
Avec le concours d'Eure-et-Loir-Québec, la commune de Garancière-en-Beauce a organisé avec énergie, motivation et enthousiasme une soirée « découverte du Québec ». Elle souhaitait également rendre hommage à un pionnier Jacques-Charles de Sabrevois de Bleury, sieur de Sermonville, lieutenant, parti en 1685 et qui a tenu ainsi que ses descendants une certaine place dans la construction de la Nouvelle-France et de Montréal. D'ailleurs, une rue de Montréal porte leur nom (rue de Bleury).

En présence de Laurent Clémentoni, maire de Garancière, Dominique Leblond conseiller général, l'abbé Dominique You responsable du regroupement paroissial, Claude Rault, maire de Montigny-sur-Avre (lieu de naissance de Mgr de Laval), 180 participants - pour une commune de 230 habitants - ont pu apprécier le film *Connaissance du Monde « Mon Québec »* présenté par son sympathique réalisateur André



Maurice. Il y avait aussi un questionnaire sur le Québec, la présentation de textes et dessins d'élèves sur la parlure, une exposition de photos avec une dégustation pour tous de gâteaux et de produits québécois arrosé d'un p'tit bec..

Le Québec a fait son entrée à Garancière-en-Beauce. Nombreux sont ceux qui ont maintenant envie, entre autres, d'aller arpenter la rue de Bleury. ■



Morbihan-Québec

Une rue Samuel Champlain à Trefflean

Dès sa création, en 2008, l'association Morbihan-Québec se devait de commémorer, d'une manière durable, le 400^e anniversaire de la création de la ville de Québec. Quoi de plus naturel dans une région qui a vu Samuel Champlain faire ses premières armes dans l'armée du Roi et s'embarquer dans l'un de ses ports, en 1598, pour ses aventures maritimes qui devaient le conduire sur les rives du Saint Laurent.

C'est donc à Trefflean, commune voisine de Vannes et siège de la nouvelle association, que fut



inaugurée, le 2 février, en présence de Marie-Agnès Castillon, présidente de France-Québec, et des premiers membres de la régionale morbihannaise, une rue « Samuel Champlain ».

Et, comme il se doit, une fête franco-québécoise clôtura la journée. ■

Carrefour des associations
Québec France et France-Québec
VERS UN AVENIR COMMUN
Le 13, 14 et 15 juillet 2009
À l'hôtel des Commandants de Gaspé

Le réseau Québec France et France-Québec est à pleine maturité. Il est prêt à s'engager dans de nouvelles voies de coopération. Le Carrefour est là pour orienter son action.

Pour souligner le 475^e anniversaire de la venue de Jacques Cartier dans la baie de Gaspé, la Corporation des Filles de Gaspé 2009 offrira un grand spectacle le 14 juillet. Les associations Québec-France et France-Québec sont fières de participer à cet événement. Nous vous y invitons en très grand nombre.

Pour informations supplémentaires sur le Carrefour, consultez le site internet : www.quebecfrance.qc.ca Inscrivez-vous tôt; les places sont limitées.

Bretagne

Cornouaille-Québec



Joseph LE BEC
4 allée Matilin an Dall
29000 QUIMPER
☎ 02 98 55 43 65 (après 20h.)
Courriel : joseph.lebec@wanadoo.fr
Site : www.cornouaille-quebec.com

Dinan-Québec



Patrick DIVEU
66 avenue de Beauvais
22100 LANVALLAY
☎ 06 08 48 74 38
Courriel : patrick.diveu@wanadoo.fr

Morbihan-Québec



Yves MARCHAND
Mairie de Tréffléan
56250 TRÉFFLÉAN
☎ 02 97 69 10 16
Courriel : yvecat@libertysurf.fr

Pays de Rennes-Québec



Patricia LE GUILLOU CARER
10 rue de la Parcheminerie
35000 RENNES
☎ 02 56 51 01 12
du lundi au jeudi de 18h à 19h
Courriel : associationpaysderennesquebec@yahoo.fr
Site : http://pagesperso-orange.fr/pays.rennes-quebec

Saint-Malo-Québec



Gérard LALLEMENT
Maison du Québec
Place du Québec
35400 SAINT-MALO
☎ 02 99 56 34 32
Courriel : glallement@yahoo.fr
Site : http://maisonquebec.stmalo.free.fr

Poitou-Charente

Brouage-Québec

Michèle OLIVET
R.D. n° 3 Hiers Brouage
29, rue Bernard Palissy
17320 HIERS BROUAGE
☎ 05 46 85 10 04

Châtelleraut-Québec



Michèle DEBAIN
2 rue de Verdun
86100 CHÂTELLERAUT
☎ 05 49 21 18 58
Courriel : debain-mic@wanadoo.fr

Gâtine Poitevine-Québec

Nelly MUSELLI
Le Bourg
79340 COUTIÈRES
☎ 05 49 21 18 58
Courriel : gatinequebec@laposte.net

Hautes-Vallées Charente-Québec



Hélène GRANET
11 rue Bir-Hacheim
16260 CHASSENEUIL
☎ / Fax 05 45 39 69 42
Port. 06 76 15 04 15
Courriel : madameboss@yahoo.fr

Pays Rochelais-Québec



Christian ROUVREAU
6 rue de Chateilaillon
17220 LA JARRIE
☎ 05 46 35 89 55
Courriel : larochele-aunis@wanadoo.fr
Site : http://perso.wanadoo.fr/pays.rochelais-quebec

Pons-Sud-Saintonge-Québec



Gislaine CHAUVET
6 rue du Limousin
17800 PONS
☎ 05 46 91 58 93
ou 08 73 68 58 94
Courriel : gerad.gislaine@free.fr

Basse-Normandie

Calvados-Québec



Edith COLBERT
1018 quartier du Grand Parc
14200 HEROUVILLE
ST-CLAIR
☎ 02 31 43 85 16
Courriel : edith.colbert@laposte.net

Orne-Québec



Jacques NORTIER
La Rosière
61190 TOUROUVRE
☎ 02 33 25 60 83

Pays-de-la-Loire

Anjou-Québec



Nathalie GIRARD
7 rue d'Artois
49100 ANGERS
☎ 06 74 92 19 17
Courriel : anjouquebec@orange.fr
Site : www.anjou-quebec.asso.fr
Merci de privilégier l'adresse courriel

Laval-Québec



Guy HUBERT
Hôtel de Ville
53000 LAVAL
☎ 02 43 49 46 42
Courriel : guyhubert@wanadoo.fr

Maine-Québec



Robert ROULEAU
27 rue Belle Borde
72200 LA FLECHE
☎ 02 43 94 05 89
Courriel : robert.rouleau@wanadoo.fr

Pays-Nantais-Québec



Michel PUAUD
21 Bd de Stalingrad
44000 NANTES
☎ 06 33 58 61 54
Courriel : paysnantaisquebec@voila.fr

Vendée-Québec



Daniel CHIRON
Les Habites
29 route de Challans
85220 APREMONT
☎ 02 51 55 73 59
Courriel : rolande.fevrier@wanadoo.fr

Aquitaine

Bordeaux-Gironde-Québec



Michel GIRARD et Yvon FRAICHE
56 av. Edmond Rostand
33700 MÉRIGNAC
☎ 06 84 81 44 53
Courriel : mgirard@atrium-sa.com ou yvonfraiche@wanadoo.fr
Site : http://bgq.asso.fr

Pays-Basque-Québec



André BOC
Maison des Associations
11 allée de Glain
64100 BAYONNE
☎ 05 59 44 74 10
Uniquement le jeudi de 18h30 à 20h30
Courriel : paysbasque.quebec@wanadoo.fr
Site : http://paysbasque.quebec.free.fr/

Pays-Foyen-Québec



Jean-Claude ALLAIN
54 av. du Maréchal Leclerc
33220 PINEUILH
☎ 05 57 46 32 13

Périgord-Québec



Dominique ROUSSEAU
B.P. 503
24100 BERGERAC cedex
Courriel : perigord-quebec@orange.fr
Site : www.perigord-quebec.com
ou **Dominique ROUSSEAU** :
Courriel : rousseau_courtage@hotmail.com

Haute-Normandie

Grand-Quévilly-Vallée-de-Seine-Québec



Huguette DOIZY
Ancienne école Marie Curie
Place Gabriel Péri
76120 GRAND-QUEVILLY
☎ / Fax : 02 35 18 14 19
Courriel : grandquevillyquebec@free.fr

Centre

Berry-Québec

Michelle BLAYAC
Maison des Associations
28 rue Gambon
18000 BOURGES
☎ 02 48 72 84 36
Courriel : blayacmichelle@wanadoo.fr

Eure-et-Loir-Québec

Anne-Marie FICHET
47 rue de Varize
28000 CHARTRES
☎ 02 37 34 56 69
Courriel : amfichet@yahoo.fr

Gâtinais-Québec

GATINAIS
Pierre POULAIN
40 rue des Déportés
45700 VILLEMANDEUR
☎ 02 38 85 98 38
Courriel : pierdipp@yahoo.fr
Site : www.gatinais-quebec.com

Sologne-Québec

Jean-Jacques BOUCHER
Route de Bracieux
41250 CHAMBORD
☎ 02 54 46 02 93
Fax : 02 54 46 02 49
Courriel : boucherjj@wanadoo.fr

Touraine-Québec

Daniel GODEFROY
58 rue de la Branchoire
37550 SAINT-AVERTIN
☎ 02 47 27 69 52
Courriel : tourainequebec37@hotmail.fr

Val de l'Indre-Québec

Jean-Claude ANDRÉ
17 rue Pierre Bretonneau
36700 CHATILLON SUR INDRE
☎ 02 54 38 75 17
Courriel : europassion@wanadoo.fr

Ile-de-France

Essonne-Québec



Serge DUBIEF
Hôtel de Ville
91230 MONTGERON
☎ 01 69 03 54 23 (heures de bureau)
Courriel : serge.dubief@wanadoo.fr
Site : www.essonne-quebec.net

Paris-Québec



Raymond LOR
Maison des Associations - boîte 17
60-62 rue St André des Arts
75006 PARIS
Courriel : paris-quebec@wanadoo.fr
Site : www.paris-quebec.org/

Seine-et-Marne-Québec



Ivan GAUDEFROY
28 rue Carnot
77400 LAGNY-SUR-MARNE
☎ 06 87 83 18 95
Fax : 01 64 30 91 81
Courriel : seineetmarnequebec@free.fr
Site : www.seine-et-marne-quebec.fr

Val-de-Marne-Québec

Christiane BOUVARD
4 quai du Port
94130 NOGENT-SUR-MARNE
☎ / Fax : 01 43 24 34 66

Val-d'Oise-Québec



Jean-Pierre TARTARE
121 rue du Mal Foch
95620 PARMAIN
☎ 06 84 80 08 58
Courriel : jp2tartare@orange.fr

Yvelines-Québec



Yveline LENIQUE
CFM-BTP 13 rue Denis Papin
B.P. 95
78190 TRAPPES
☎ 06 61 41 94 42
Courriel : yhdsq@laposte.net
site : http://yvelines.quebec.free.fr

Midi-Pyrénées

Albigeois-Québec



André LAGRANGE
10 rue Saint-Martin
81150 MARSSAC
☎ 05 63 53 16 56

Midi-Toulousain-Québec



Jackie Mc CARTY
1 rue Luchet Bât A
31200 TOULOUSE
☎ 05 61 58 28 65
Courriel : midi-toulousain.quebec@wanadoo.fr
Site : http://miditoulousainquebec.free.fr

Limousin

Haut-Limousin-Québec



Yannick MALARD
chez Lucien MALARD
6 avenue du Président Coty
87100 LIMOGES
☎ 05 55 01 18 18
Fax : 05 55 53 37 41
Courriel : haut-limousin.quebec@cegetel.net

Pays-de-Brive-Corrèze-Québec



Christiane LAVAL
Immeuble des associations
Place Jean-Marie Dauzier
19100 BRIVE-LA-GAILLARDE
☎ 06 80 32 01 30
Fax : 05 55 18 15 13
Courriel : chaval@free.fr

«tricoté serré»

Un pont sur l'océan,
deux pays, deux peuples
au coude à coude.

24 rue Modigliani - 75015 PARIS
Tél. : 01 45 54 35 37 - Fax : 01 45 57 69 44
Courriel : secretariat@francequebec.fr
Web : www.francequebec.fr

Nord-Pas-de-Calais

Artois-Québec



Maurice LEROY
Office culturel d'Arras
61 Grand Place
62000 ARRAS
☎ / Fax : 03 21 50 00 38
Courriel : maurice.leroy3@wanadoo.fr
Site : www.artoisquebec.com

Cambresis-Hainaut-Québec



Joëlle RAOULT
1 rue Fénelon Farez
59400 CAMBRAI
☎ 03 27 78 01 33
Site : www.chquebec.fr

Côte d'Opale-Québec



Nadine LEDET
83 rue Aristide Briand
62200 BOULOGNE-SUR-MER
☎ 03 21 31 57 40
Télécopie 03 21 92 71 44
Courriel : nadine.ledet@wanadoo.fr

Auvergne

Aisne-Québec



Gérard PRETROT
41 Boulevard Raymond Poincaré
02200 SOISSONS
☎ 03 23 59 38 80
Courriel : gerard.pretrot@wanadoo.fr

Oise-Québec



Evelyne VESSEMENT
3 square de la Croix des
Veneurs
60300 SENLIS
☎ 03 44 32 14 07

Auvergne

Auvergne-Québec



Edith ANDRÉ
18 rue de la Tour d'Auvergne
63140 CHATEL GUYON
☎ 04 73 86 18 65
Courriel : chatel.andre@wanadoo.fr

Languedoc-Roussillon

Lozère-Québec



Chantal FOURNIER
Lotissement Les Bruguères
48500 LA CANOURGUE
☎ 06 84 18 43 76
Courriel : chantal.fournier14@wanadoo.fr

Montpellier-Hérault-Québec



Jean-Pierre GAUBERT
Aubaygues
34700 ST-ETIENNE-DE-GOURGAS
☎ / Fax 04 68 21 65 47
Site : http://perso.orange.fr/asso.pq

Pyrénées-Roussillon-Québec



Bernadette CROQUET
9 rue du Levant
66300 VILLEMOLAQUE
☎ / Fax 04 68 21 65 47
Site : http://perso.orange.fr/asso.pq

Lorraine

Lorraine-Québec



Michel SCHLUCK
75 rue de Toul
54230 MARON
☎ 06 30 61 25 24
Courriel : lorraine.quebec@wanadoo.fr
Site : http://lorrainequebec.free.fr

Champagne-Ardenne

Champagne-Québec



Noëlle BERTON
C.I.S. - Parc Léo Lagrange
51100 REIMS
☎ 03 26 40 51 78
(le mercredi de 19h à 20h)
Courriel : champagne.quebec@gmail.com

Langres-Montréal-Québec



Jean-Paul PIZELLE
Peigney
52200 LANGRES
☎ 03 25 87 15 91
Courriel : langres-montreal@orange.fr
Site : www.jeanne-mance.fr

Provence/Côte d'Azur

Allauch-Méditerranée-Québec



Antoine CROCE
78 avenue Jean Moulin
13190 ALLAUCH
☎ 06 71 05 00 56
Courriel : antoine.croce@wanadoo.fr
http://perso.wanadoo.fr/allauch-quebec

Côte d'Azur - Pays Cannois-Québec



Catherine RIGAUDY
28 rue Louis Blanc
06400 CANNES
☎ 06 20 61 83 99
Fax : 04 93 38 74 80
Courriel : abltour-cannes@wanadoo.fr
Site : http://www.theleme.net/azurquebec

Riviera-Québec



Cécile BESNARD
41 Chemin de Sainte-Colombe
06800 CAGNES-SUR-MER
☎ 04 92 02 91 08

Terres-de-Provence-Québec



Janine GIRAUD-HÉRAUD
Saint-Canadet
13610 LE PUY-STE-RÉPARADE
☎ / Fax : 04 42 61 97 74
(de 18 h. à 20 h. du lundi au vendredi).
Courriel : terprov-quebec@wanadoo.fr

Vaucluse-Québec



Gérard OLIVIER
382 rue Terradou
84200 CARPENTRAS
☎ 09 50 93 84 85
Courriel : g.olivier.fr@free.fr
Site : www.vaucluse-quebec.org

Alsace

Alsace-Québec



Jean-Yves MARCHAL
17 rue de Lausanne
67000 STRASBOURG
☎ 06 61 92 56 50
(lundi au vendredi entre 18 et 20h)
Courriel : alsace_quebec@yahoo.fr
Site : www.alsacequebec.free.fr

Franche-Comté

Franche-Comté-Québec



Alain Chevallard
4 bis rue Grenier
25000 BESANCON
☎ 03 81 81 16 64
Permanence au Centre Pierre Mendès France
3 rue Beauregard - 25000 BESANCON
Courriel : fcquebec@voila.fr

Belfort-Québec



Anne-Marie POMMARD
Centre Culturel du Mont
26 Avenue du Château d'eau
90000 BELFORT
☎ 06 71 43 56 70
Fax : 03 81 95 18 40
Courriel : pommard.am@wanadoo.fr
Site : http://belfort-quebec.site.voila.fr

Bourgogne

Bourgogne-Québec



Georges PIERRE
28 bis rue Général Leclerc
71120 CHAROLLES
☎ / Fax : 03 85 24 10 88
Courriel : bourgognequebec@free.fr

Rhône-Alpes

Ain-Québec



Marc MARTIN
Maison de la vie associative
2 boulevard Joliot Curie
01000 BOURG EN BRESSE
☎ 06 66 04 84 29 (Marc Martin)
ou 06 11 82 01 81 (Marie Rouxel)
Courriel : ainquebec@hotmail.fr

Alpes-Québec



François Dufour
14 Place Saint-Bruno
38000 GRENOBLE
☎ 06 80 15 26 94
Courriel : alpesquebec@hotmail.fr

Alpes-Léman-Québec



Lyse LAVALLEE
66 rue du Tillet
boîte à lettres 303
73100 AIX LES BAINS
☎ 09 75 60 35 50
Courriel : alpeslemanquebec@free.fr
Site : http://alpeslemanquebec.free.fr

Lyon-Québec



Raymond SANCHEZ
33 rue Bossuet
69006 LYON
Permanence de 17h30 à 19h00,
les 2^e et 4^e jeudis du mois (sauf juillet
et août) au 37 rue Bossuet - Lyon 6^e
☎ 06 32 67 48 34 (répondeur)
Site : www.lyon-quebec.fr

Dom-Tom

Guadeloupe-Québec



Joseph LEE - Section Blanchon
97122 BAIE-MAHAULT
☎ 05 90 26 13 11
Fax : 05 90 26 44 80
Courriel : leejsa@wanadoo.fr

Martinique-Québec



Frantz RÉMY
Résidence Grand Village 25 - Terreville
97233 SCHOELCHER
☎ 05 96 73 73 83 - 05 96 52 20 57
Fax : 05 96 70 09 75
Courriel : amdor.2000@wanadoo.fr

Guyane-Québec



Roland GERMAIN
PK7 Route de Rémire
Chemin Germain
Villa GELA
97354 REMIRE-MONTJOLY
☎ / Fax : 05 94 31 87 17
Courriel : guyanequebec.guyane@wanadoo.fr

Membres associés

Association des Amis de Gaston Miron

Sylvestre CLANCIER
6 rue François Miron
75004 PARIS
☎ 01 42 77 37 87 - Fax : 01 42 78 64 87
Courriel : penfrancais@aol.com

ADULF - Association des Diplômés de l'Université de Laval

Dany Girard
5, rue de la Cité Universitaire
75014 Paris
☎ 33 6 99 74 25 32

Association des Dubé du Grand-Ouest

ADGO - Philippe DUBÉ
90 avenue de Prieux
44380 PORNICHET
☎ / Fax 02 40 15 30 60

Association Européenne des Anciens d'HEC Montréal (AEAHEC)

Yann LECLERC
15 rue du Louvre
75001 PARIS

Association des Gagnon de France

Emile GAGNON
80 rue du val de l'Indre
37260 - MONS
Courriel : gagnon@wanadoo.fr

Association des Lieux de mémoire communs franco-québécois

Pierre-André WILTZER
Ministère des Affaires Étrangères
23 rue La Pérouse
75775 PARIS CEDEX 16
☎ 01 43 17 63 05
Courriel : pierre-andre.wiltzer@diplomatie.gouv.fr

Comité d'Action Politique France-Québec (CAP-FQ)

Erwan KERYER
15 rue Daubenton
75015 PARIS

Comité Chomedey de Maisonneuve

Jacques COUSIN
Centre Culturel Maisonneuve
10190 NEUVILLE-SUR-VANNE
☎ / Fax : 03 25 40 68 33
Courriel : comite.maisonneuve@wanadoo.fr

Karukera-Québec

Christian JOSEPH
13 rue des Roses - Le Raizet
97139 LES ABYMES
☎ 05 90 95 65 41
Courriel : ch.joseph@wanadoo.fr

Century 21[®]

Vous voulez vendre à Paris et acheter à Québec



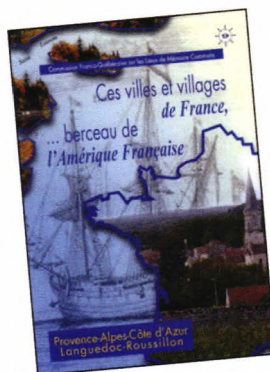
Vos guides :

Huguette Hatin
Century 21 Tremblant
au Québec
www.chaletdunord.com
Hhatin@chaletdunord.com

Nathalie Naccache
Century 21 Fortis Immo
Paris tél : 01 44 54 12 00
info@century21-
fortisimmo.com

Denis Jean
Century 21 Nation
Paris tél : 01 43 45 42 02
nation@century21France.fr

12 livres régionaux



❖ Une collection réalisée par une centaine de membres du réseau France-Québec sous la direction de Janine Giraud-Héraud et Gilbert Pilleul

- ❖ Une documentation exceptionnelle sur les lieux de départ des pionniers de l'Amérique française
- ❖ Une découverte des régions françaises à travers les chemins de la mémoire

Pour commander :

LDMC. Publication - Saint-Canadet
13610 Le Puy-Sainte-Réparate
courriel : ldmc-publication@orange.fr

France Québec Abonnement

Quatre numéros
pour **30 €**
seulement


à renvoyer avec votre règlement sous enveloppe affranchie à ÉDITIONS FRANCE-QUÉBEC - 75, rue de Lourmel - 75015 PARIS

OUI
je m'abonne

Mme Melle M.
NOM _____
PRÉNOM _____
ADRESSE _____

CP [] [] [] [] [] VILLE _____

je choisis
mon abonnement

30 euros pour quatre numéros
 55 euros pour huit numéros
 22 euros en bénéficiant de la réduction réservée aux adhérents du réseau  . J'adhère à l'association.....

je joins
mon règlement

par chèque bancaire par chèque postal
à l'ordre de : Éditions France-Québec
Date : _____ Signature : _____

- 30 %
pour les adhérents
du réseau



soit **22 €**



PLANET' BISON



*Importateur et distributeur
d'une large gamme
de produits alimentaires
Canadiens*

Produits du bison, de la canneberge, de l'érable,
apéritifs et bières du Québec . . .

"A découvrir sur www.planetbison.fr"

PLANET' BISON «La Marquise» - 70180 DAMPIERRE-SUR-SALON

☎ 03 84 67 05 67 - 06 72 86 59 59 - <http://www.planetbison.fr>

PROMÉTOUR

L'Agence Partenaire de
France-Québec



TARIFS SPÉCIAUX
Demande de devis

Tel : 01-55-78-22-55 Courriel : infos@prometour.com

Québec




ROULER AU CYCLE DES SAISONS



FOURNISSEUR D'ÉMOTIONS DEPUIS 1534

AIR CANADA 

MEMBRE DU RESEAU STAR ALLIANCE 

Québec 

bonjourquebec.com/fr